

School of Theology at Claremont



1001 1375043



Theology Library

SCHOOL OF THEOLOGY
AT CLAREMONT

California

NOTES ET DOCUMENTS

SUR

L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME

DANS

LE DUCHÉ DE LUXEMBOURG AU XVIII^e SIÈCLE

NOTES ET DOCUMENTS

Extrait des *Mémoires*
publiés par la Classe des lettres et des sciences morales et politiques de l'Académie royale de Belgique.
Collection in-4°, Deuxième série, tome VII, 1920.

LE BIBLIOTHECAIRE DE L'ACADEMIE ROYALE DE BELGIQUE

BR
882
A2
H9

NOTES ET DOCUMENTS

SUR

L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME

DANS

LE DUCHÉ DE LUXEMBOURG AU XVIII^e SIÈCLE

PAR

Eugène HUBERT

RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

MEMBRE DE LA COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE



BRUXELLES

M. HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

RUE DE LOUVAIN, 112

—
1920

NOTES ET DOCUMENTS

SUR

L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME

DANS

LE DUCHÉ DE LUXEMBOURG AU XVIII^e SIÈCLE

Le 15 décembre 1781, les États du duché de Luxembourg adressèrent aux Gouverneurs généraux des Pays-Bas une représentation très vive contre l'Édit de tolérance ⁽¹⁾, porté, le 12 novembre précédent, par l'empereur Joseph II ⁽²⁾. Ils faisaient observer que, grâce aux mesures prises par les souverains, le Luxembourg avait complètement échappé à la contagion de l'hérésie ⁽³⁾.

Telle était la tradition.

L'ancien comté de Luxembourg, érigé en duché par l'empereur Charles IV, en 1354, était notablement plus étendu que la province actuelle de ce nom et le Grand-Duché réunis. C'est ainsi qu'au XVI^e siècle il comprenait les comtés de Manderscheid, Rodenmachern, Carignan, Longwy, Montmédy

⁽¹⁾ Voir notre *Essai sur la condition des protestants en Belgique depuis Charles-Quint jusqu'à Joseph II*, p. 119.

⁽²⁾ Nous en parlerons plus loin.

⁽³⁾ On ne pouvait, disaient les États, citer qu'une exception à la règle : « Malgré les très humbles remontrances des États », le Gouvernement avait, en 1768, autorisé un luthérien à établir son domicile dans la ville de Luxembourg.

et Thionville, mais, au siècle suivant, ces quatre derniers territoires avaient été cédés à la couronne de France ⁽¹⁾.

Au spirituel, le duché relevait de sept évêchés : Trèves et Liège avaient sous leur juridiction la plus grande partie de la province; certains cantons ressortissaient aux diocèses de Cologne, Reims, Metz, Verdun et Namur ⁽²⁾.

(1) Carignan, par l'article 38 du traité des Pyrénées, en 1659. (Voir VAST, *Les grands traités du siècle de Louis XIV*, t. I, p. 111.) — Longwy, en 1678, par l'article 16 du traité de Nimègue. (*Ibid.*, t. II, p. 107.) — Montmédy, en 1659, par l'article 38 du traité des Pyrénées. (*Ibid.*, t. I, p. 111.) — Thionville, par l'article 38 du même traité. (*Ibid.*, t. I, p. 111.)

(2) S'il faut en croire Mirœus, Philippe le Bon aurait songé à soustraire ses sujets luxembourgeois à la juridiction de leurs évêques étrangers, et sollicité du Pape une bulle érigeant leur province en diocèse séparé.

Il ne semble pas que les négociations entamées par Charles-Quint avec la Cour de Rome, en 1524, en vue d'obtenir la création de nouvelles circonscriptions ecclésiastiques, aient visé le Luxembourg, mais il est certain qu'en 1560 Marguerite de Parme chargea le Conseil privé d'ouvrir une enquête sur la possibilité de doter un évêque luxembourgeois au moyen des revenus de l'abbaye de Munster. (Archives du Royaume à Bruxelles. *Chancellerie autrichienne des Pays-Bas*, C. 21, ad n° 36 A.)

En 1598, l'archiduc Albert demanda un rapport sur la question au Président du Conseil de Luxembourg. (Archives du Grand-Duché de Luxembourg. Dossier intitulé : *Zu Luxemburg Errichtung eines besondern Bistums.*)

En 1687, l'ancien projet de Philippe II surgit de nouveau. (*Ibid.*)

En 1701, le Conseil de justice fit au Conseil d'État une description passablement pessimiste de l'état religieux du pays, et indiqua, comme seul remède possible, l'érection d'un évêché, soit à l'abbaye d'Echternach, soit dans le couvent des Franciscains à Luxembourg. (*Ibid.*) — Voir aussi la consulte du Conseil d'État, en date du 7 novembre 1704, dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 3^e série, t. III, pp. 461-471.

En 1755, le Gouvernement reprit l'étude du projet. Un juriste anonyme lui remit un mémoire détaillé, retraçant l'histoire de l'affaire depuis ses origines, et développant à nouveau les raisons qui militaient pour la constitution d'un diocèse luxembourgeois. (*Mémoire sur la nécessité et les moyens qu'il y a d'ériger un évêché et un chapitre cathédral à Luxembourg*. Archives du Royaume à Bruxelles. Conseil d'État, cart. 4.)

Le 15 septembre 1764, Marie-Thérèse donna l'ordre au Président du Conseil de Luxembourg de lui transmettre le dossier de l'affaire avec tous les rétroactes. Les évêques intéressés protestèrent, et les choses en restèrent là.

En 1781, lorsque Joseph II visita les Pays-Bas, la question fut agitée aux conférences tenues à Bruxelles sous sa direction. (Voir *Le voyage de l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas en 1781*, pp. 244-251.)

L'affaire fut entamée à Rome. Mais les procédures de l'espèce se poursuivent toujours

Ainsi entouré de principautés épiscopales, ne participant guère à la vie des Pays-Bas, à cause de la différence des langues, et aussi de la difficulté des communications, le Luxembourg fut infiniment moins pénétré par la Réforme que les autres États de Charles-Quint; il ne prit pour ainsi dire aucune part à la révolte de nos provinces contre Philippe II, et nul délégué luxembourgeois n'intervint aux débats d'où sortit la Pacification de Gand en 1576.

Ce pays n'était pas cependant resté absolument indemne de l'hérésie.

Il s'y trouve, au commencement du XII^e siècle, quelques disciples de Tanchelm ⁽¹⁾.

Il semble bien aussi qu'au XIV^e siècle les doctrines des Beggards comptèrent plusieurs adhérents luxembourgeois ⁽²⁾.

Au XVI^e siècle, la bulle de Clément VII, du 19 mars 1525, relative à l'Inquisition, mentionne le Luxembourg ⁽³⁾. A la même époque, on y signale la présence de luthériens ⁽⁴⁾.

Le 26 janvier 1545, l'Empereur déclare au Conseil de Luxembourg que

avec une lenteur extrême. D'ailleurs, les résistances que l'on avait prévues se manifestèrent avec ardeur, tant du côté de Liège que du côté de Trèves, et, lorsque les Pays-Bas furent soustraits par l'invasion française à la souveraineté de la Maison d'Autriche, les négociations n'avaient pas encore abouti. Près d'un siècle se passa avant qu'un siège épiscopal fût institué à Luxembourg, le 27 septembre 1870.

(1) Deux prêtres d'Yvoi (Carignan), Frédéric et Dominique Willems, ainsi que deux laïcs, Hamelric et Durand, furent traduits devant le synode de Trèves, en 1112. Durand abjura ses erreurs; Hamelric et Frédéric Willems purent fuir, à la faveur d'un mouvement populaire; Dominique, après s'être réconcilié avec l'Église, retourna à l'hérésie, et fut condamné à mort. (BROWERUS et MASENIUS, *Annales Trevirenses*, t. II, pp. 8 et 9, cité par P. FREDERICQ, *Corpus documentorum hæreticæ pravitatis neerlandicæ*, t. I, pp. 22 et 23. — IDEM, *Geschiedenis der Inquisitie in de Nederlanden tot aan hare herinrichting onder Keizer Karel*, t. I, pp. 18 et 19. — J. FREDERICHS, *De Inquisitie in het hertogdom Luxemburg voor en tijdens de XVI^e eeuw*, p. 102.)

(2) P. FREDERICQ, *Corpus*, t. I, pp. 225-228. — J. FREDERICHS, *De Inquisitie*, p. 103.

(3) P. FREDERICQ, *De Nederlanden onder Keizer Karel*, pp. 45 et 46.

(4) A. HENNE, dans son *Histoire du règne de Charles-Quint* (t. IV, pp. 328 et 329), cite le mémoire au seigneur de Praet et à J. Hannaert, où il est dit : « l'erreur et abus de la secte luthérienne est en plusieurs lieux de pardeçà, principalement à Gand, en Anvers, et en pays de Luxembourg ».

les sectaires « pullulent » dans la province ⁽¹⁾. Il est défendu aux habitants de leur donner asile, ou de leur rendre aucun service, sous peine d'être poursuivis comme complices et fauteurs de l'hérésie.

Au mois de mars 1546, des juifs portugais apparaissent dans le pays ⁽²⁾. Dix ans plus tard se produit un conflit de juridiction au sujet d'un hérétique dans la région de Saint-Hubert ⁽³⁾.

Deux célèbres protagonistes de la Réforme, le pédagogue Jean Sturm ⁽⁴⁾ et l'historien diplomate Jean Sleidan ⁽⁵⁾ sont des natifs du Luxembourg.

En 1560, suivant le témoignage de Marguerite de Parme ⁽⁶⁾, l'hérésie fait des progrès, grâce au zèle de prédicants venus de l'Électorat de Trèves, et aussi grâce à l'absence des troupes, occupées à la guerre contre la France ⁽⁷⁾, ce qui contrarie la répression.

Au dire de Schannat ⁽⁸⁾, le comte Thierry IV de Manderscheid penchait vers les idées nouvelles, et il aurait promulgué dans sa seigneurie la confession d'Augsbourg. Son fils et successeur ⁽⁹⁾, Thierry V, aurait décrété un règlement des affaires religieuses calqué sur celui qui régissait, depuis 1552, la principauté de Neubourg et le duché des Deux-Ponts.

(1) « Nous soyons deuement informé que plusieurs de nos subjectz de pardeça et mesmement aucuns mannans et inhabitants de notre pays et ducé dudit Luxembourg, entachez des dampnables sectes y pullulans se sont rendus fugitifs. » (Archives du Grand-Duché de Luxembourg, citées par J. FREDERICH, *De Inquisitie*, p. 103.)

(2) Archives du Royaume à Bruxelles. *Papiers de l'État et de l'Audience*, cités par J. FREDERICH, *Ibid.*, p. 104.

(3) *Ibid.*, p. 105.

(4) Né à Schleiden en 1507, mort à Strasbourg en 1589.

(5) Jean Philippson, dit Sleidanus, né à Schleiden en 1506, mort à Strasbourg en 1556. Il était Maître de la Cour de Manderscheid.

(6) GACHARD, *Correspondance de Marguerite d'Autriche, duchesse de Parme*, t. I, p. 259.

(7) On trouvera des détails intéressants sur ce point dans la dissertation précitée de J. FREDERICH, pp. 108-124.

(8) *Eiflia illustrata*, publ. par BARSCH (1825), t. I, 1^{re} part., p. 491.

(9) « Graf Didrich V bekannte sich wie ein Vater zur Lutherischen Confession. » (SCHANNAT, *Ibid.*, p. 804). Sur Thierry V et ses successeurs, voir B^{ea} DE CHESTRET DE HANEFFE, *Histoire de la Maison de La Marck, y compris les Clèves de la seconde race*, pp. 222 et suiv.

Après 1566, les progrès de l'hérésie semblent arrêtés, au moins momentanément.

Cependant les archives nous révèlent que, le 6 mai 1583, Alexandre Farnèse chargea le comte de Mansfeldt, gouverneur du duché, de transmettre à la comtesse de Manderscheid l'ordre d'envoyer son fils à l'université de Douai « pour y être instruit et préservé des sectes et hérésies, parce qu'il y avait grande suspicion que les comtes de Manderscheid se conduisaient autrement que selon la religion catholique ⁽¹⁾ ».

En 1585, l'hérésie avait pris dans le comté de Manderscheid une extension qui préoccupait vivement le clergé. Cette année-là, neuf curés ⁽²⁾ se réunirent pour solliciter l'expulsion des sacramentaires et des calvinistes.

Le comte leur donna satisfaction, par une ordonnance empreinte d'une grande sévérité. D'autre part, sur son lit de mort, il prescrivit de laisser les évangéliques « *ungehindert* », ce qui semble en contradiction avec cette ordonnance.

Sous le comte Philippe von der Marck, et plus encore sous son fils Ernest, les évangéliques de la seigneurie de Schleiden furent « *hartgedrückt* », et beaucoup quittèrent le pays ⁽³⁾. Nous en parlerons plus loin.

En 1605, les États du Luxembourg, par un protocole du 31 décembre, signalent aux archiducs Albert et Isabelle le comte Aysel, résidant au château de Beaurepart, comme pratiquant avec sa famille « la religion réprouvée » ; et ils font observer que seuls les catholiques ont le droit de prendre domicile dans la province.

Les Archiducs répondent que leur intention est « de ne souffrir dans le

(1) *Requête des Justicier et Échevins de Luxembourg au Procureur général, en cause du luthérien Hencke*, 13 octobre 1766. Archives du Royaume à Bruxelles. Conseil privé, cart. 707.

(2) Les curés de Schleiden, Kronenburg, Urheim, Dockweiler, Laufeld, Dahlem, Ormont, Udenbret et Uedelhofen. — Il y avait aussi des communautés évangéliques à Gerolstein, Aardorf et autres communes du voisinage.

(3) J.-A. VON RECKLINGHAUSEN, *Réformations Geschichte der Länder Julich-Berg*, t. I, p. 13. Voir aussi BARSCH, *Die Städte und Ortschaften der Eifel*, t. II, 1^{re} part., p. 121.

pays doctrine ou exercice d'autre religion que catholique », et qu'ils ont déjà écrit au comte de Berlaymont et au Conseil de justice « de pourvoir » contre le scandale ici mentionné, sachant bon gré à iceux États de » l'avertissement ⁽¹⁾ ».

En 1613, les Archiducs prescrivent au Conseil de Luxembourg de sévir contre les habitants de Kronenburg ⁽²⁾, village où plusieurs sectes se sont établies ; et cet ordre est réitéré en 1617 et en 1636.

En 1616, le comte de Roesberg, seigneur de Roville, sollicite l'autorisation de continuer à vivre suivant la confession d'Augsbourg, « sans en faire de profession extérieure, ni commettre aucun scandale ». Sa requête n'est pas accueillie ⁽³⁾.

En 1637, le Conseil de justice inflige un blâme au Magistrat du chef-lieu, parce qu'il garde à son service des domestiques « religionnaires », et il lui enjoint de les congédier dans le délai de vingt-quatre heures ⁽⁴⁾.

En 1648, plusieurs hérétiques de Kronenburg et de Bassenheim sont condamnés au bannissement ⁽⁵⁾.

En 1657, le roi d'Espagne fait publier à nouveau ⁽⁶⁾ l'édit de 1609.

Il demeure donc dans le duché des traces d'hérésie, mais elles sont très faibles.

Pendant le XVIII^e siècle, la question religieuse va renaître à plusieurs reprises. Les archives du Royaume à Bruxelles et celles du Grand-Duché à Luxembourg contiennent, au sujet des hérétiques, un certain nombre de documents. Nous avons cru intéressant d'en extraire quelques particularités

⁽¹⁾ *Requête des Justicier et Échevins de Luxembourg au Procureur général, en cause du luthérien Hencke*, 11 octobre 1766. Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 707.

⁽²⁾ Aujourd'hui Prusse rhénane. *Ibid.*

⁽³⁾ *Requête des Justicier et Échevins précitée.*

⁽⁴⁾ *Ibid.*

⁽⁵⁾ Balthazar Renders, Gaspard Renders, Antoine Gernan, Arnold Schmid, Evrard Elsgen. (*Ibid.*)

⁽⁶⁾ Cet édit est reproduit dans les *Placards de Brabant*, t. I, p. 52.

inédites touchant l'existence, à la fin de l'Ancien Régime, de ces petits groupes de dissidents, ignorés ou négligés par la plupart de nos historiens.

Au mois de mai 1766, un luthérien, du nom de Henri Hencke, s'adresse au Procureur général du Conseil de Luxembourg, par le ministère de l'avocat Huberty, afin d'obtenir l'autorisation d'établir son domicile dans le chef-lieu de la province.

Il expose qu'il habite actuellement la commune de Schleiden ⁽¹⁾ et qu'il est à la tête d'une importante maison de commerce; ses affaires s'étendent dans le pays de Liège et en Lorraine; il désire transférer le centre de son négoce à Luxembourg et y fonder des manufactures qui exerceront une influence heureuse sur le bien-être général et même sur la moralité des populations ⁽²⁾.

Le pétitionnaire prévoit l'objection que lui feront les autorités au sujet de ses croyances ⁽³⁾; il espère l'écarter par la promesse de se conduire avec la plus entière discrétion; d'ailleurs, la religion catholique n'a jamais fait l'objet de la moindre discussion à Luxembourg; il n'y a donc à redouter aucune tentative de propagande contre elle.

Il déclare, en outre, qu'il ne songe à solliciter ni son admission dans un corps de métier, ni la jouissance des privilèges bourgeois.

(1) Nous verrons plus loin que Schleiden est dans une situation spéciale au point de vue religieux.

(2) Il se propose, « sous l'agrément de Sa Majesté, d'établir des manufactures dans la ville de Luxembourg et d'y faire subsister nombre de personnes que l'oisiveté entraîne à toutes sortes de débauches, et, par ce moyen, de ranimer le commerce de ladite ville, presque enseveli et oublié, celui de la province et l'émulation de ses sujets, avantage d'autant plus grand qu'il est certain que plus on fait de commerce dans un pays, plus l'abondance y est grande.

» Aussi ce n'est point assez que le commerce fût nécessaire, il faut encore qu'il fût utile pour obliger une partie des hommes à s'y adonner. Car cette province, où l'abondance de la plupart des choses nécessaires à la vie aurait produit entièrement l'oisiveté, si le profit et le désir de s'élever n'avaient encore été un peu un aiguillon (*sic*) pour obliger de travailler au commerce. » (Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 707.)

(3) « Mais, dira-t-on, le suppliant fait profession de la religion luthérienne. — Il est vrai; mais, tandis que de là il ne résulte aucun scandale, puisqu'il ne l'exerce point. Tout au contraire: il vit en chrétien, toujours guidé par les mœurs les plus épurées, et se bornant à une conduite sans égale, fréquentant même les saluts. » (*Ibid.*, cart. 707).

D'autre part, il rappelle que le Gouvernement a permis à plusieurs commerçants luthériens de se fixer à Bruxelles et d'y exercer leur négoce: cette tolérance n'a produit aucun inconvénient. Pourquoi n'en serait-il pas de même à Luxembourg ?

Après quelque temps, cette requête fut connue du public.

Dès qu'il en fut avisé, le « Corps des Justiciers, et Échevins de la ville de Luxembourg » s'empessa de remettre au Procureur général, le 13 octobre 1766, une vigoureuse protestation contre cet intrus, qui « prétendait renverser les placards, ordonnances, sentences et décrets ⁽¹⁾ ».

Les Échevins rappellent en détail les édits du XVI^e siècle portés contre les hérétiques et non abrogés, et ils demandent avec instance que le sectaire soit éconduit, attendu que son admission entraînerait, au point de vue économique, les conséquences les plus fâcheuses ⁽²⁾.

Après une année ⁽³⁾ de réflexion, le Procureur général Heynen, se ralliant aux vues du Magistrat, émit un avis défavorable sur la requête de Hencke, en affirmant que, depuis 1566, nul dissident n'avait été autorisé à s'établir dans le Luxembourg.

Sans doute, il existe des protestants à Schleiden, mais cette exception tient à des circonstances spéciales, et elle constitue d'ailleurs une illégalité ⁽⁴⁾.

(1) Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 707.

(2) « Il s'attirera tout le commerce des gens de sa secte, et pour favoriser au détriment du corps des marchands une partie prussienne et sujets à d'autres puissances. » (*Ibid.*).

(3) A la fin du mois d'octobre 1767.

(4) Le Procureur général transmet au Conseil privé l'avis du Magistrat, « et s'y réfère d'autant plus que c'est un fait notoire que, depuis la publication de l'édit du 22 août 1556 jusqu'à présent, le Conseil n'a jamais souffert que quiconque, exerçant une religion autre que la catholique, apostolique et romaine, fixât son domicile dans cette province, à la réserve du militaire.

» Aussi ne s'en trouve-t-il aujourd'hui aucun dans toute son étendue qui serait connu, à l'exception du bourg et de la terre de Schleiden, où les Luthériens et Calvinistes ont su profiter de la connivence des officiers de ladite terre, et de la distance de 25 à 30 lieues du Conseil, pour s'y établir; jusqu'à là même qu'aujourd'hui il y en a à peu près autant de ces derniers que de catholiques.

» On trouvera cependant des décrets du Conseil, par lesquels il a été ordonné à ces Luthériens de se retirer de la province, mais il ne paraît pas que ces décrets aient été mis à exécution ». (Protocole de la séance tenue par le Conseil privé, le 4 novembre 1767. Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 707.)

L'affirmation du Procureur général fut contestée par Huberty, l'avocat du pétitionnaire. Il soutint que non seulement on a toléré dans le passé, mais qu'on tolère encore actuellement la présence d'apprentis luthériens ⁽¹⁾; l'opposition du magistrat est uniquement dictée par un sentiment mesquin de jalousie mercantile ⁽²⁾.

Au cours de sa délibération du 18 février 1768, le Conseil privé constate que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'État et peut seule être professée dans les Pays-Pas autrichiens. C'est là un principe formel du droit public belge, inscrit dans les constitutions de toutes les provinces et placé sous la garantie du serment inaugural des Souverains.

Toutefois, dans la suite des siècles, la raison d'État a conduit les gouvernements à faire usage d'une certaine tolérance de fait ⁽³⁾; mais jamais cette tolérance n'a reçu un caractère officiel ⁽⁴⁾. Accueillir publiquement la requête de Hencke serait entrer dans la voie d'une liberté religieuse qui est en contradiction avec les lois du pays; ce serait porter une atteinte fâcheuse à des traditions séculaires.

Mais, d'autre part, un rejet pur et simple pourrait entraîner des conséquences regrettables.

En effet, on ne doit pas perdre de vue que la religion catholique est tolérée sur le territoire de la république calviniste des Provinces Unies, et qu'elle compte, notamment dans les pays de généralité, un nombre considérable de fidèles.

(1) « Kauman en est actuellement. Alors pourquoi ne pas souffrir un maître appartenant à la même religion? » (Lettre de Huberty à l'agent t' Kindt. *Ibid.*).

(2) « Tous les membres du Magistrat sont des marchands, et la belle-mère du Procureur général est marchande aussi. » (*Ibid.*).

(3) « Le Conseil observe que, quoiqu'il soit très expressément défendu d'exercer une autre religion (que la catholique), soit secrètement, soit publiquement, il est cependant que des raisons d'État ont, après le calme qui a succédé aux troubles funestes qui ont agité ces provinces pendant un siècle, insensiblement porté le Gouvernement à tolérer que des catholiques restassent dans ces pays de la domination, de lors et aussi longtemps qu'ils se comportaient exactement dans les bornes du silence et de la discrétion, qu'ils ne donnaient aucun scandale, et qu'ils ne troublaient en aucune manière l'ordre civil et la tranquillité publique. » (*Ibid.*).

(4) « Cette tolérance n'a jamais été soutenue par des actes publics. » (*Ibid.*).

Si l'on oppose à Hencke une fin de non-recevoir pure et simple, les États Généraux saisiront cette occasion, au moins peut-on le craindre, de tracasser leurs concitoyens catholiques. Ce ne serait pas la première fois que l'on verrait décréter des mesures de représailles en cette matière ⁽¹⁾.

Le problème s'est posé à diverses reprises dans certaines villes, et des considérations d'ordre économique ⁽²⁾ l'ont fait résoudre dans le sens de la tolérance. Il en a été ainsi notamment à Bruxelles.

Mais la solution qui a été jugée acceptable dans la capitale ne paraît guère opportune quand il s'agit de Luxembourg, « attendu, porte la délibération du Conseil privé, que la délicatesse des magistrats et des citoyens y est extrême en ce point » ⁽³⁾.

Ceci, pensons-nous, pourrait se traduire de la manière suivante : la mentalité luxembourgeoise ne permet pas aux magistrats de saisir que tolérer la présence d'un dissident n'implique nullement l'approbation de ses croyances.

Quelle serait donc l'émotion du magistrat, si on lui ordonnait de recevoir Hencke !

La prudence conseille d'user de beaucoup de ménagements, et l'on doit s'efforcer de trouver une solution moyenne ⁽³⁾, une réponse qui ne serait ni un refus formel ni une autorisation expresse.

(1) Sur ces mesures de représailles, voir : *Les Pays-Bas espagnols et la République des Provinces-Unies depuis la Paix de Munster jusqu'au traité d'Utrecht*, pp. 119, 123, 127, 133, 135, 170, 206, 207. — *Les garnisons de la Barrière dans les Pays-Bas autrichiens*, pp. 66, 67, 73, 78.

(2) « Dans les autres provinces et villes de ces pays de la domination, les Magistrats ne donnent pas lieu à cet embarras, parce que, lorsque des commerçants ou artistes se fixent chez eux, et que, du reste, quoique acatholiques, ils se contiennent dans les bornes de la modestie et de la discrétion, ils les envisagent comme des citoyens utiles, qui concourent et contribuent par leur commerce et par leurs talents au bien de la généralité dont ils supportent les charges, en même temps qu'ils servent à l'augmentation de la masse des richesses par les capitaux qu'ils font circuler.

» A ne parler que de cette ville de Bruxelles, on y voit les Romberg frères, les Overman, les Vander Heyden, les Kirschbaum et autres, qui exercent un commerce assez considérable. » (Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 707).

(3) « Il s'agit donc de trouver un certain milieu qui pût faire éviter l'une et l'autre de ces extrémités. » (*Ibid.*).

On décida, en conséquence, d'adresser au Procureur général une dépêche l'invitant à réunir le corps du Magistrat et à lui exposer de vive voix la manière de voir du Gouvernement : l'habitude est prise depuis longtemps de tolérer les hérétiques qui se conduisent avec discrétion, et il serait fort délicat de rejeter purement et simplement la requête de Hencke, d'autant plus que, de fait, ce négociant réside déjà dans le duché; la chose se réduit, au fond, à un simple changement de domicile ⁽¹⁾.

Le Procureur général engagera donc le Magistrat à ne pas faire d'opposition formelle à la faveur sollicitée. S'il ne se laisse pas fléchir, on avisera ⁽²⁾.

(1) Cette dépêche fut expédiée, le 25 février 1768. En voici le texte, d'après l'original, conservé dans les archives du gouvernement grand-ducal.

« Le Procureur général devra réunir le Magistrat et lui faire connaître *de vive-voix* que, quoique la religion catholique soit la seule dominante dans ces pays de notre domination, et qu'il soit très expressément défendu d'en exercer une autre, soit publiquement, soit secrètement, cependant le Gouvernement s'est porté depuis longtemps à dissimuler et à tolérer que des acatholiques restassent dans ces pays, dès lorsqu'ils se contiennent exactement dans les bases du silence, de la discrétion, qu'ils ne donnent aucun scandale, et qu'ils ne troublent en aucune manière l'ordre civil et la tranquillité publique.

« Que c'est d'après cet principes et sur ce pied qu'on voit dans plusieurs villes de ces pays des commerçants, quoiqu'acatholiques, qui y sont établis, sans que la religion en souffre quelque atteinte, à cause de la conduite pleine de discrétion et de modération à laquelle ils n'ignorent pas qu'ils sont assujettis à cet égard pour y être tolérés.

» Que dans cet état des choses, et eu égard que Henri Hencke est déjà domicilié dans Nos États, que proprement, il ne s'agit que de passer de ce domicile, où il a été toléré, à un autre; que le but principal de cet homme est d'animer le commerce dans la ville de Luxembourg; qu'il ne cherche pas d'ailleurs d'entrer dans aucun corps de métier, Nous avons lieu de nous attendre que ces magistrats prendront à l'égard du suppliant le parti de la connivence et de la dissimulation, ainsi que le font en pareil cas les magistrats des autres villes, également zélés pour le bien de la Religion et attachés à la garantir contre toute atteinte.

» Vous Nous rendrez compte de l'exécution que Nous vous ordonnons par la présente.

» A tout, etc.

Par ordonnance de Sa Majesté

(S.) DE BEUL. »

N. B. — « La présente a été lue dans la Maison de Ville, le Magistrat assemblé, le 11^e mars 1768. » (Archives du Grand Duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil*).

(2) Comme le 27 mai le Procureur général n'a pas encore donné signe de vie, on décide, à la séance de ce jour, de lui réclamer des explications.

La diplomatie du Conseil n'obtint pas le succès espéré. Nous ignorons le résultat de l'échange de vues qui se produisit entre le Procureur général et le Magistrat, mais il est certain que la communication ne demeura pas secrète, car les « Treize maîtres des métiers de la ville de Luxembourg » s'adressèrent directement à l'Impératrice ⁽¹⁾. Leur longue représentation nous a été conservée.

Les « remontrants » s'élèvent contre les « prétentions » de Hencke avec une violente amertume, et, dans un style pittoresque, ils lui déniaient sa qualité de fabricant et contestent qu'il puisse, quoiqu'il s'en vante, contribuer le moins du monde au développement économique de la province. C'est, affirment-ils, un simple commerçant, qui n'ajoutera rien aux ressources du pays et n'y introduira aucune industrie nouvelle : « il transpire ⁽²⁾ qu'il a avancé de fabriquer des bas ; il faut qu'il fût bien borné pour ne pas avoir donné de plus hautes idées de son savoir-faire : car qui est ce qui ignore qu'il s'en fabrique par les bourgeois de notre ville, soit à l'aiguille ou au métier, plus que les régiments n'en ont besoin » ?

A les entendre, Hencke ne vise qu'à faire une fructueuse concurrence aux régnicoles et à remporter une satisfaction d'amour-propre, en obtenant le droit de professer une religion jusque-là formellement interdite ⁽³⁾.

Ils insistent aussi très longuement sur les inconvénients que présente l'afflux des marchands étrangers ⁽⁴⁾ ; il semble bien que ceci les préoccupe

(1) Sur les idées personnelles de Marie-Thérèse en matière de liberté religieuse, voir : *Étude sur la condition des protestants en Belgique depuis Charles-Quint jusqu'à Joseph II*, pp. 77-78 et 95-103.

(2) C'est-à-dire il insinue.

(3) « Il est donc clair que tout ce que le susdit Hencke allègue ne tend qu'à pouvoir faire son commerce avec plus d'aisance que les bourgeois mêmes, et à tâcher de leur enlever, par différents stratagèmes, celui qui leur reste encore, et de pouvoir se flatter qu'il a pu faire tolérer sa religion dans une province d'où elle a toujours été exclue. » (Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 707).

(4) « Il n'est pas compréhensible quelle animation et vigueur il pourra introduire dans le commerce : homme sans fond de soi-même, que toute la ville n'a connu que comme susdit commis d'Emmanuel Ostoff, qui ne fréquentait notre province que pour partager avec nos marchands les profits à faire sur les marchandises introduites de l'étranger.

» Ils ne nous manquent pas des marchands dans notre ville, qui ont appris le commerce

surtout, plus encore que le péril couru par la religion, si l'hérésie parvenait à s'introduire dans la province ⁽¹⁾.

Ils invoquent enfin des arguments tirés de la sûreté publique : jadis, on a, par mesure de précaution, expulsé de la forteresse tous les habitants non revêtus de la qualité de bourgeois; ne serait-ce pas tomber dans une étrange contradiction que d'admettre aujourd'hui dans son enceinte des éléments dont la fidélité est au moins douteuse, si elle n'est suspecte ⁽²⁾?

Non content d'agir directement auprès de la Souveraine, les « Treize Chefs » sollicitèrent l'intervention de l'Archevêque-Électeur de Trèves, en raison de la juridiction spirituelle qu'il exerçait dans la capitale du duché.

Le prélat fit bon accueil à ces ouvertures : le 27 avril 1768, il pria

chez les étrangers, qui fréquentent les foires de Francfort, qui tirent leurs marchandises des fabriques de la France, d'Allemagne, de la Suisse, Hollande, Angleterre et autres.

» Tout le mal est que, pour la consommation et peu de débouché de notre province, le nombre des marchands n'est que trop grand, au lieu d'être avantageux de l'augmenter (tout bourgeois peut l'être, entendu ou non), ce qui fait que la moitié de la ville est de ce corps; il n'y a aussi plus de village sans marchand.

» Il paraît même que c'est contre l'intérêt d'une province de s'attacher et tolérer des gens qui ne savent que farcir la province de toutes marchandises étrangères. Si cela ne serait pas si facile, l'on pourrait plus penser à faire fabriquer et valoir les matières premières du produit du pays, et l'exportation des argents ne serait pas si prodigieuse.

» Nous devons tous rougir de honte et ressentir les plus vives douleurs de voir que nous sommes si mal aux yeux de Sa Majesté, que de croire qu'il nous faille des étrangers pour animer notre commerce.

» Que ne se présente-t-il des occasions pour détruire le doute de la vigilance et connaissance du commerce ! A quoi bon laisser Hencke prendre domicile ? Ou il fera plus de commerce, et ce sera autant de plus pris à nos bourgeois, ou il n'en fera pas plus, et alors il n'a rien à gagner. » (*Ibid.*).

(1) « Il se peut que des circonstances intéressantes Sa Majesté, sans préjudicier le public, ont requis de tolérer dans des grandes villes de Sa dite Majesté des acatholiques mures et gens de grande capacité.

» Mais quelle différence tant de l'objet que de la situation ! « La petite ville de Luxembourg, ne jouissant *que d'un petit commerce intestin (sic)*, n'a pas besoin d'étrangers pour en faire le partage, vu que, comme susdit, il n'y a que trop des marchands. » (*Ibid.*).

(2) « Jadis l'on a trouvé convenir de faire retirer de notre forteresse tous les non-bourgeois; aujourd'hui l'on nous fait tolérer les plus dangereux et les plus contraires à l'intérêt commun; forteresse dans laquelle il est intéressant d'avoir des habitants nés avec des sen-

instamment le prince Charles de Lorraine de rejeter la requête du marchand luthérien ⁽¹⁾.

Le Conseil privé, à qui le prince avait renvoyé la missive épiscopale, devina facilement que cette entrée en scène de l'Électeur était due aux démarches des métiers luxembourgeois, inspirés eux-mêmes par des raisons mesquines, et faisant preuve d'un zèle peu éclairé.

Il proposa donc de répondre à l'Archevêque de Trèves qu'il entraît dans les intentions du Gouvernement d'admettre Hencke à Luxembourg, comme certains de ses coreligionnaires l'avaient été sans inconvénients dans d'autres villes des Pays-Bas, depuis une époque déjà ancienne.

D'ailleurs, il demeurerait bien entendu que le seul culte catholique pouvait être pratiqué, et il était prescrit aux dissidents de se conduire avec la plus grande discrétion ⁽²⁾.

timents de respect, soumission et fidélité envers leur Souverain, et qui ne puissent mettre dans le cas, par leur infidélité atroce de nous donner des spectacles sanglants. »

Cette pièce porte les signatures suivantes :

Barthelemy Bochoz ;
 † Marque de Nicolas Poncin ;
 Joannes Diedenhoffen ;
 Jean Faulbecker ;
 J.-P. Courtois ;
 Andreas Pfinder ;
 M. Haas ;
 Nicolas Hoffmann ;
 † Marque de Nicolas Scheck ;
 Jacob Ungeschiedt ;
 † Marque d'André Gredt ;
 Mathias Limpach ;
 Fr. Schiffer.

(1) La lettre originale de Clément-Wenceslas de Saxe est conservée dans le cart. 707 du Conseil privé. De même la minute de la réponse du prince Charles, datée du 18 juin 1768. Ces deux pièces sont en allemand ; la dépêche du prince Charles de Lorraine est traduite en marge.

(2) Le Conseiller Kulberg, rapporteur, s'exprime ainsi :

« L'on peut envisager cette lettre comme l'effet d'une nouvelle tentative de la part de ceux qui, soit par défaut de connaissance des principes du Gouvernement à l'égard de la tolérance simple de l'habitation des acatholiques dans ces païs de sa domination, soit par

Charles de Lorraine se rallia à l'avis exprimé par le Conseil et écrivit dans ce sens à l'Électeur.

La dépêche de Clément Wenceslas avait été transmise au Conseil privé, le 4 mai; quinze jours plus tard, le 19 mai, le Conseil eut à s'occuper d'une nouvelle requête des « Treize maîtres ».

Le rapport présenté par le conseiller Kulberg juge leurs démarches avec sévérité. Le seul mobile de l'opposition opiniâtre faite à une mesure de police sans importance réelle, est l'intérêt mercantile le plus vulgaire : « Ce sont des gens jaloux de voir un commerçant venir augmenter leur nombre ». Le rapporteur juge « inutile de combattre les principes que les suppliants avancent en matière de concurrence commerciale : leur absurdité saute aux yeux ».

Ces conclusions furent admises. D'autre part, le Conseil fut d'avis qu'il y

un zèle peu éclairé et outré, qui ne leur permet pas de combiner le bien de l'État avec celui de la Religion, soit par des vues d'intérêt, auxquelles la Religion sert souvent de prétexte, auront cherché ce recours à l'Électeur de Trèves, en sa qualité d'Archevêque et d'Ordinaire, comme un moyen de parvenir à éloigner de Luxembourg ce nouvel habitant, et lui auront énoncé, dans leur représentation à cet effet, des maximes et des principes contraires à ceux que le Gouvernement a adoptés sur cette matière, et auront ainsi induit cet archevêque dans l'erreur de fait que sa lettre annonce.

» Le Conseil pense qu'il suffira, dans cet état de choses, que Son Altesse Royale, en répondant à la lettre de l'Électeur de Trèves, lui dise que c'est ensuite d'une dépêche adressée au Procureur général de Luxembourg, pour être notifiée au Magistrat de cette ville, que l'habitation du négociant Hencke y est tolérée, comme l'est celle de plusieurs acatholiques dans les autres villes des Pays-Bas, depuis un temps considérable; que cette tolérance ne porte que sur l'habitation simplement; que, du reste, elle n'autorise en aucune manière l'exercice d'aucune autre religion que de la Religion catholique, qui est la seule dominante dans ces pays, et qu'au surplus ces acatholiques ainsi tolérés ne le sont qu'autant qu'ils se contiennent exactement dans les bornes du silence, de la discrétion, qu'ils ne donnent aucun scandale, et qu'ils ne troublent en aucune manière l'ordre civil et la tranquillité publique.

» Son Altesse Royale pourrait ajouter qu'elle a trouvé convenable de lui tracer les principes et les maximes du Gouvernement sur cette matière, pour la désabuser de l'erreur de fait dans laquelle il paraît qu'on a tenté de mettre cet Électeur par les représentations, qu'il annonce lui avoir été faites. »

La dépêche du prince Charles de Lorraine à l'Électeur de Trèves est la paraphrase de cette consulte (Conseil privé, cart. 707).

avait lieu d'infliger un blâme au Procureur général, pour ne pas s'être conformé aux instructions du Gouvernement et avoir laissé passer dans le public la dépêche du 25 février, tandis qu'il aurait dû se borner à la commenter verbalement devant le Magistrat de Luxembourg ⁽¹⁾.

Hencke obtenait donc gain de cause; l'incident, toutefois, était loin d'être terminé.

Le prince de Kaunitz en personne s'en préoccupa. Le protocole du Conseil privé ayant passé sous ses yeux, il eut avec le comte Charles de Cobenzl, Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, un échange de vues, au cours duquel il s'exprima d'une manière qui nous étonne quelque peu ⁽²⁾.

Il convenait, écrivait-il, d'épargner toute tracasserie aux dissidents, une fois qu'ils avaient été autorisés à se fixer dans le pays. Cependant cette immigration pouvait présenter certains dangers au point de vue politique, et le Chancelier jugeait que tel était le cas pour l'établissement de Hencke à Luxembourg ⁽³⁾.

Le Procureur général fut invité à présenter un nouveau rapport. Il résulte de ce document ⁽⁴⁾, daté du 2 juin 1768, que, dans la conférence rappelée plus haut, les membres du Magistrat ne firent pas précisément d'objection de principe à l'admission d'un luthérien, mais qu'ils tirèrent argument des difficultés d'ordre fiscal auxquelles on allait se heurter.

En effet, disaient-ils, Hencke, ne professant pas la religion catholique, n'était admissible dans aucun corps de métier, et, dès lors, on ne savait comment procéder pour déterminer la somme qu'il aurait à fournir dans les taxes communales.

Le Procureur général avait répondu qu'il ne voyait là aucune difficulté : rien de plus simple que de taxer le nouveau venu « d'une manière proportionnelle à ses moyens et facultés ».

Il n'autorisa Hencke à louer une maison pour y exercer son commerce; il lui a vivement recommandé de se conduire avec discrétion et d'éviter

(1) *Conseil privé*, cart. 707.

(2) En effet, Kaunitz comptait parmi les protagonistes des idées nouvelles.

(3) *Conseil privé*, cart. 707.

(4) *Ibid.*

soigneusement tout ce qui serait de nature à scandaliser les catholiques de la ville ; cet engagement a été pris immédiatement par l'intéressé.

Deux mois plus tard, alors que Hencke s'était établi sans nouvelle opposition, le « Corps des marchands ⁽¹⁾ » lui fit sommation de déclarer « de quelle autorité il vendait ses marchandises ailleurs qu'au poids de la ville ⁽²⁾ ».

Le Magistrat fixa à son nouvel administré un délai de huit jours « pour répondre péremptoirement ». Craignant de voir confisquer ses marchandises, Hencke invoqua la protection du Gouverneur général, et celui-ci donna l'ordre d'éconduire les opposants ⁽³⁾.

A cette occasion, le prince Charles de Lorraine manifesta de nouveau son mécontentement, parce que le Procureur général avait communiqué le texte de sa dépêche au Magistrat de Luxembourg, contrairement à ses instructions ; il insistait sur l'inconvénient grave qu'il y avait à rendre publique et officielle une mesure de circonstance, non destinée à constituer un précédent ⁽⁴⁾.

On n'était pas encore au bout de cette interminable affaire.

A leur tour, les États de la province entrèrent en lice.

Ils avaient appris, « avec la plus vive douleur », l'autorisation accordée à un hérétique de prendre domicile à Luxembourg, et ils avaient senti « redoubler leur consternation » quand la requête des XIII maîtres avait été écartée.

Jamais, affirment-ils, l'hérésie n'a souillé le territoire luxembourgeois. Ses habitants ont toujours fait marcher de pair l'accomplissement de leurs devoirs envers Dieu et la fidélité à l'égard du Souverain. A l'époque où

(1) Il résulte d'un rapport du conseiller Kulberg que ce « Corps des marchands » est la corporation des merciers. (*Ibid.*)

(2) *Ibid.*

(3) « Sa Majesté, à la délibération de Son Altesse Sérénissime le duc Charles de Lorraine et de Bar, son dit Lieutenant Gouverneur et Capitaine général des Pays-Bas, inhérent dans son décret du 25 février 1768, a déclaré et déclare que ce que les suppliants requièrent ne se peut accorder. » (*Ibid.*, cart. 708.)

(4) Voir Annexe I.

de terribles révoltes ont ébranlé la puissance des princes, les Luxembourgeois se sont dévoués avec ardeur à l'autorité légitime, en même temps qu'ils veillaient à se garantir de la contagion de l'erreur.

L'admirable unité religieuse, dont cette province donne le spectacle, est le fruit et la récompense de ses sacrifices, et elle doit être considérée comme la plus précieuse des garanties dont l'Impératrice a juré le maintien lors de son avènement au trône.

La tolérance accordée au « religionnaire » s'étendra naturellement à sa femme et à ses enfants. Cette famille pourra s'accroître, et d'autres protestants, désireux de jouir de la même liberté, solliciteront la même faveur, sous le vain prétexte d'aider au développement du commerce, car les États ne peuvent considérer l'admission des dissidents comme un avantage économique, et bientôt se produiront les conséquences désastreuses de la faiblesse gouvernementale et de cette « nouveauté effrayante » ; l'unité de la foi disparaîtra sans retour.

On objecterait en vain que Hencke est déjà domicilié dans le duché ; le fait est contestable, mais fût-il péremptoirement établi, cela ne prouverait rien, attendu que Schleiden est une seigneurie de nature particulière, très différente des autres districts du pays ⁽¹⁾.

La prétention émise par ce personnage « est la chose la plus extraordinaire que l'on ait jamais vue et, en même temps, celle qui cause à tout le public la plus juste consternation ». On a cherché à justifier le système de la tolérance par l'exemple des autres provinces. Cet argument est de nulle valeur aux yeux des États : « Ces provinces ne peuvent pas se flatter d'avoir toujours été à l'abri de la peste luthérienne. Mais, comme celle du Luxembourg, depuis qu'elle a eu le bonheur de recevoir le christianisme, a constamment triomphé de toutes les erreurs, pourquoi lui ôter ce vrai bien et introduire dans son sein des acatholiques, pour troubler le repos des autres sujets et s'y enrichir à leurs dépens ? »

Ce système, « si impudemment prêché par les philosophes », les trois ordres du Luxembourg le condamnent de la manière la plus absolue et la

(1) Nous en parlerons plus loin.

plus catégorique : « Un État, dans lequel ce principe serait admis et pratiqué, serait certainement le composé le plus monstrueux aux yeux de Dieu et de tous ceux qui le connaissent et ont sa crainte en partage. »

La présence d'un dissident scandalisera les fidèles animés de convictions ardentes et les incitera peut-être à des violences destructives de l'ordre public. Et, d'autre part, que ne doit-on pas craindre de l'exemple pernicieux donné aux esprits faibles ? Ce spectacle quotidien du mépris affiché pour les préceptes et les dogmes de la seule vraie religion, n'aura-t-il pas pour effet d'écarter certaines gens du droit chemin pour les entraîner dans l'erreur ?

Aussi les auteurs de la protestation espèrent-ils que Marie-Thérèse se souviendra du beau titre qu'elle porte et supplient-ils l'*Impératrice apostolique* d'envoyer à Hencke l'ordre de transporter son domicile ailleurs ⁽¹⁾.

Conformément à la règle, la représentation des États du Luxembourg fut renvoyée à l'avis du Conseil privé ⁽²⁾.

Celui-ci fit observer qu'aucun argument nouveau n'avait été produit. Les États, disait le rapporteur, s'étaient bornés à reprendre les raisons alléguées par les « Treize maîtres », en y ajoutant « de la déclamation, » produit d'un zèle un peu outré ».

Il se demandait ensuite s'il était bien opportun de répondre officiellement. Les bonnes raisons de s'abstenir ne manquaient pas, et le Gouvernement désirait éviter les explications publiques sur cette question brûlante.

Le point de droit est très simple : il n'y a dans les Pays-Bas qu'un seul culte reconnu, c'est le culte catholique romain. Un habitant qui s'aviserait d'en pratiquer un autre, serait poursuivi et châtié conformément aux lois.

(1) Voir Annexe II.

Ce *factum* est signé :

Willebrord, abbé de Saint-Maximin.
Étienne, abbé d'Orval.
Le baron de Boland.
P. d'Ossinfaing.
E. Gerardy.
Lorent.

(2) Le Conseil privé s'occupa de l'affaire dans sa séance du 3 août 1769. Un protocole de cette séance est conservé dans le carton 708 des archives dudit Conseil.

Mais, dans l'espèce, l'objet de la requête se réduit à « la simple habitation ». En pareil cas, l'autorité supérieure ne doit ni autoriser ni interdire : « elle connive seulement ».

C'est ce que le pouvoir central avait voulu faire « insinuer » aux édiles luxembourgeois. Et ici le rapporteur revient sur la maladresse commise par le Procureur général ; il regrette, une fois de plus, que ce haut magistrat ait mal compris ou mal exécuté les instructions du Conseil.

Cependant, quelque fâcheuse qu'ait été cette indiscretion, on ne peut pas dire qu'il y ait eu une disposition officielle : « Cela n'a rien changé aux termes de connivence dans lesquels cette affaire est restée de la part du Gouvernement. »

A quel parti s'arrêter ? Rejeter purement et simplement la réclamation est chose difficile : on risque de faire naître des froissements, car la matière est particulièrement délicate ⁽¹⁾ ; et cependant l'accueillir est impossible.

En effet, la législation de Charles-Quint n'a pas été formellement abrogée, c'est incontestable ; mais il est tout aussi certain que plusieurs de ces édits sont tombés en désuétude et ne répondent plus aux nécessités de l'époque présente ⁽²⁾.

Dès le XVI^e siècle, dit le rapporteur, dans ces temps troublés, où l'on poursuivait impitoyablement les hérétiques, on croyait devoir faire une exception pour les marchands ⁽³⁾.

Les gens du Luxembourg, qui ont si laborieusement colligé tous les placards et qui en invoquent si opiniâtrement les stipulations draconiennes,

(1) « Ce pourrait être pour leur zèle peu éclairé une matière à en inférer les conséquences que l'ignorance des principes, d'après lesquels on se dirige, rendrait plus absurdes encore. » (*Conseil privé*, cart. 708.)

(2) « Leur sévérité excessive ne doit être attribuée qu'aux fatales circonstances du temps ; ils ne sont plus observés, et il y a été constamment dérogé depuis la fin du XVI^e siècle jusqu'à présent. » (*Ibid.*)

(3) L'édit du 25 septembre 1550 multiplie les précautions à prendre pour empêcher la contagion de l'hérésie. C'est ainsi qu'aucun habitant ne peut changer de domicile sans être muni d'un certificat d'orthodoxie, délivré par le curé de la paroisse qu'il va quitter, et qui doit être produit à l'officier de la localité où il veut s'établir. Toutefois, ce certificat

ont eu soin de passer cette exception sous silence, parce qu'elle détruit toute leur argumentation.

La meilleure solution serait peut-être de faire comprendre officieusement aux États que le cas particulier dont il s'agit ne doit pas constituer un précédent et ne peut tirer à conséquence ⁽¹⁾.

De cet acte de tolérance individuelle, on ne pourra conclure que tout protestant demandant à établir son domicile dans le Luxembourg verra sa requête accueillie, et la crainte de voir la province contaminée par l'hérésie serait absolument puérile.

Nous n'avons pu découvrir dans les documents des archives la fin de cette discussion. Toutefois, le marchand luthérien demeura paisiblement à Luxembourg. Douze ans plus tard, les États n'avaient pas oublié l'insuccès

n'est pas obligatoire pour les marchands étrangers venus aux Pays-Bas pour les nécessités de leur commerce. Il leur est seulement prescrit de vivre conformément aux lois du pays et sans donner de scandale.

Voici le texte de l'ordonnance visée par le Conseil privé :

« Willen, ordineren ende statueren, dat niemand van den inwoonders van onzen voorsegden Nederlanden van wat state, qualiteyt ofte conditie hy zy, en zal gheadmitteert, nocht ontfanghen worden, in stad, nocht in dorpe van dezelve landen, om aldaer te woonen, ten zy dat hy brynghe certificatie van den parochiaen van der plecken van zyne leste woonstede. Welcke certificatie hy ghehouden zal wesen te exhiberen en onderleveren in handen van den principalen officier van der stad ofte dorpe, daer hy sal willen woonen : op de peine dat deghene die alzulcke certificatie niet bringhen en zullen, niet gheadmitteert en zullen worden om aldaer te woonen.

»

» Ende angaende den vremden coopliden, ende andere die in onze voorschreven Nederlanden zouden willen commen, onze meenynghe en es niet, de zelve te bedwynghen, de voorschreven certificatie te overbryngen ende exhiberen : behoudelick, dat sy aldaer leven naervolghende onze voorschreven Ordonnancien, ende hemlieden draghen zonder schandalisatie als vooren. »

(*Placards de Flandre*, Livre I, p. 191 ; édit. de Gand-Van den Steen, 1639).

(1) « On pourrait leur déclarer dans les termes suivants : qu'il ne peut y avoir lieu aux dispositions qu'ils demandent par leur représentation, eu égard à ce que le cas particulier, dont il y est question, ne doit point être du tout tiré à conséquence. » (*Conseil privé*, cart. 708.)

de leurs démarches, et l'affaire Hencke est rappelée avec aigreur dans la représentation de 1781, dont nous parlerons plus loin ⁽¹⁾.

Vers la même époque se produisit un nouvel incident du même ordre. Il eut pour théâtre le fief ⁽²⁾ luxembourgeois, qui portait le nom de comté ⁽³⁾ de Manderscheid.

Le 16 juillet 1768, le curé de Schleiden ⁽⁴⁾ fit tenir au Procureur général du Conseil de Luxembourg une dénonciation, ⁽⁵⁾ à charge du comte de La Marck.

Ce seigneur avait, en 1755, autorisé les habitants luthériens de son domaine de Kirscheiffen ⁽⁶⁾ à organiser une école.

Au dire du curé, il en est résulté un scandale public dans la paroisse, car les maîtres ne se contentent pas d'enseigner la lecture et l'écriture, mais ils y prêchent les doctrines hérétiques.

Le dénonciateur se fonde sur les lois existantes pour requérir la fermeture de l'école. Il ne nous fait pas connaître les raisons qui ont déterminé l'autorité religieuse à garder le silence pendant treize ans ⁽⁷⁾.

Le Procureur général transmet la plainte du curé au Conseil privé, le

(1) « Sans manquer au respect qu'ils ont pour tout ce qui part de l'autorité suprême de leur auguste Souverain, ils oseront faire reparaitre ici les très humbles remontrances qu'ils ont faites, le 14 février 1769, à feu Sa Majesté, de glorieuse mémoire, à l'occasion de l'établissement du protestant Henri Hencke, de cette ville de Luxembourg.

» Le zèle avec lequel ils ont exposé cette matière relativement au service de Sa Majesté et à la tranquillité de ses fidèles sujets, fera en tout temps connaître quelle importance ils y ont attachée, et de là quel peut être le trouble actuel de leurs âmes. » (FELLER, *Recueil des représentations*, t. VI, p. 3.)

(2) En 1343, Guillaume de Manderscheid déclare tenir son château en fief du comte de Luxembourg. (A. WAUTERS, *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique*, t. X, p. 140, charte du 25 octobre 1343.)

(3) Les seigneurs de Manderscheid reçurent le titre de comte en 1459. (J.-F. SCHANNAT, *Eiflia illustrata*, publ. par G. BARSCH, t. I, 2^e part., p. 491.)

(4) Il s'appelait Korman.

(5) Elle est conservée dans le carton 708 des archives du Conseil privé.

(6) Dépendance de la seigneurie de Schleiden.

(7) Nous n'avons trouvé aucune trace de plaintes que l'autorité religieuse aurait fait entendre, de 1755 à 1768. Les Archives de l'État à Bruxelles et à Luxembourg, ainsi que les archives de la maison d'Arenberg, sont muettes.

23 juillet 1768, et, « observant là-dessus que, comme il sait que l'intention de Sa Majesté est que les luthériens et autres acatholiques soient tolérés, dès lors qu'ils se contiennent dans les bornes de la modération et du silence », il demande qu'on lui fasse parvenir des instructions.

Après une longue délibération, le Conseil jugea que, s'il était louable de tolérer dans le pays la présence des dissidents paisibles et inoffensifs, on ne pouvait admettre que les doctrines hérétiques fussent publiquement prêchées dans une école ⁽¹⁾.

Le prince Charles de Lorraine se rallia aux conclusions émises par le Conseil, et signa, le 15 septembre 1768, l'ordre de fermer l'école luthérienne de Kirscheiffen.

Le Gouvernement restait donc fidèle à son principe : tolérance individuelle pour les dissidents inoffensifs; pas de liberté religieuse reconnue officiellement; pas de propagande contre la religion de l'État.

Après cela, durant près de neuf années, les archives sont muettes.

La question religieuse est rouverte, le 3 février 1777, par un mémoire assez étendu, adressé au Gouverneur général des Pays-Bas, de la part du duc d'Arenberg, héritier du comte de La Marck ⁽²⁾.

Ce mémoire rappelle une transaction conclue, le 12 novembre 1546, entre Charles-Quint, agissant comme duc de Luxembourg, et le comte Théodoric ou Thierry de Manderscheid, agissant en qualité de seigneur de Schleiden et Kronenburg.

(1) « Le Conseil observa :

» 1^o Que tout ainsi que la Religion catholique, est la seule dont le culte public soit autorisé dans les Païs-Bas, il n'y a aussi d'autres écoles publiques qui y soient permises que celles qui enseignent les principes de cette même religion ;

» 2^o Que l'enseignement public qui se fait dans les écoles tient à la police, et qu'il a été sagement établi par plusieurs édits, de n'admettre pour maîtres d'école que des gens qui auront fait profession de foi, qui ont de bonnes mœurs et les autres qualités nécessaires ;

» 3^o Que c'est sortir visiblement des bornes de la modération et du silence, que d'enseigner publiquement dans une école les principes de la religion luthérienne, comme le fait le maître d'école de Kirschseiffen. » (Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 708.) — L'incident est rappelé dans le rapport présenté, en 1781, par le comte de Neny, *sur la tolérance des sectaires*. (*Ibid.*)

(2) Voir Annexe III.

Aux termes de cette convention, les Manderscheid, tout en se reconnaissant vassaux des ducs de Luxembourg, devaient garder les titres et prérogatives dont ils jouissaient auparavant.

Usant des droits ainsi reconnus, Thierry et ses successeurs maintinrent la liberté de conscience dans leurs domaines, et les luthériens y pratiquèrent publiquement leur culte, sans être troublés le moins du monde.

La seigneurie ayant passé à la famille catholique des La Marck ⁽¹⁾, le comte Ernest ⁽²⁾ fit démolir l'oratoire évangélique, en 1623. Les dissidents furent alors obligés, faute de temple, de se rendre à trois lieues de distance, pour accomplir leurs devoirs religieux à Gmünden, dans le pays de Juliers.

Cet état de choses provoqua le départ de plusieurs familles aisées, qui allèrent s'établir sur les terres des princes protestants d'Allemagne. Le duc d'Arenberg, craignant que ce mouvement d'émigration ne s'aggravât, sollicita l'autorisation de faire rebâtir l'église des réformés et d'y adjoindre une école luthérienne, aux leçons de laquelle aucun élève catholique ne serait d'ailleurs admis.

Le duc affirmait son droit de prendre cette décision, de son autorité propre, en vertu de la convention de 1546; toutefois, agissant dans un sentiment de déférence et de respect pour l'Impératrice, il la pria de se déclarer d'accord avec lui, en considérant que le maintien de l'interdiction amènerait des conséquences fâcheuses au point de vue de l'état économique du pays et de l'alimentation du Trésor public.

Le Conseil estima qu'on ne pouvait accueillir la proposition du duc d'Arenberg, « à moins que de vouloir abandonner la souveraineté sur la

(1) Philippe de La Marck (1548 † 1594), ayant résigné ses prébendes ecclésiastiques, épousa, en 1587, Catherine, la plus jeune fille du comte Thierry V de Manderscheid, et, en 1593, s'empara de la seigneurie de Schleiden, avec l'aide des troupes électorales de Cologne, au détriment de la veuve de Thierry VI, dont c'était le douaire. Sur cette lutte, voir B^{on} DE CHESTRET DE HANEFFE, *Histoire de la maison de La Marck*, pp. 222-224.

(2) Ernest de La Marck (1590 † 1654), successeur de Philippe, en faveur de qui Schleiden fut érigé en comté, « opprima durement ses sujets évangéliques de Schleiden ». (BÄRSCH, *Die Städte und Ortschaften der Eifel*, t. II, 1^{re} part., p. 121.)

terre de Schleiden, dont Sa Majesté est dans la possession la plus constante depuis plusieurs siècles ⁽¹⁾ ».

D'ailleurs, le duc, après un entretien avec le prince Charles de Lorraine, n'insista plus.

On revint à la charge, en 1785.

Dans l'intervalle, Joseph II avait promulgué, le 12 novembre 1784, l'ordonnance célèbre connue dans l'histoire sous le nom d'Édit de tolérance, que nous avons rappelée en tête de cette étude.

Aux termes de l'édit, la religion catholique demeure dominante, et son culte peut seul être exercé publiquement. Dans toutes les localités où le nombre des dissidents sera suffisant pour couvrir les dépenses, l'exercice privé du culte protestant sera libre.

En conséquence, il est permis aux dissidents de bâtir des églises dans les emplacements au choix desquels les magistrats locaux auraient donné leur approbation. Ces édifices ne pouvaient d'ailleurs présenter aucune apparence extérieure d'église.

D'autre part, les protestants pourraient être admis à la bourgeoisie des villes, aux corps de métiers, ainsi qu'aux grades académiques, et l'Empereur se réservait de leur conférer des emplois civils par voie de dispense.

On n'ignore pas que cet édit, marqué au coin d'une réelle modération, fut accueilli par les protestations les plus violentes des autorités civiles et ecclésiastiques ⁽²⁾. Nous avons parlé ailleurs de cette campagne d'opposition. Nous nous bornerons à rappeler ici l'attitude prise par les États du Luxembourg.

(1) En 1715, Charles VI avait affirmé son droit suzerain sur le comté de Schleiden, fief du duché de Luxembourg. Les La Marck protestèrent, soutenant que cette terre relevait immédiatement de l'Empire, et réussirent, en 1716, à faire occuper le château par les troupes du cercle de Westphalie. Celles-ci en furent chassées et, malgré les réclamations répétées des deux comtes, les souverains autrichiens des Pays-Bas conservèrent leur suzeraineté. (BÄRSCH, *ibid.*, t. I, 1^{re} part., p. 124, cité par DE CHESTRET, p. 237.)

(2) Voir l'*Étude sur la condition des protestants en Belgique, depuis Charles-Quint jusqu'à Joseph II*, pp. 114-136.

Leur représentation ⁽¹⁾, conçue en termes très vifs, est datée du 15 décembre 1781.

Les « remontrants » ne peuvent dissimuler leurs alarmes ⁽²⁾ en voyant « les zélateurs d'une doctrine réprouvée transplanter dans le pays un nouveau culte et y partager avec les enfants légitimes les droits de l'incolat et les honneurs des emplois ».

Ils rappellent que, depuis la naissance de la Réforme, la religion catholique a été maintenue dans toute sa pureté par les autorités luxembourgeoises, et qu'aucune secte quelconque n'a été « ni soufferte ni tolérée ».

Les statuts de tous les corps de métiers portent comme première condition que « l'aspirant doit faire conster qu'il est de la religion catholique, apostolique et romaine ».

Cette unité remarquable dans la foi a produit une inébranlable fidélité à l'égard des princes; la religion a constitué le plus ferme appui du trône, et jamais les révoltes, dont les Pays-Bas ont été le théâtre, n'ont trouvé d'appui dans le duché ⁽³⁾.

Introduire les protestants dans cette province, c'est donc rompre cette

(1) FELLER, *Recueil*, t. VI, pp. 2-9.

(2) « Un événement si inattendu vient de jeter les plus vives alarmes sur le bonheur, qu'à l'exemple de leurs prédécesseurs, ils ont eu jusqu'à présent, d'être nés et de vivre dans une province, dont l'unité de doctrine et de croyance a toujours formé le plus solide et le plus respectable lien de l'harmonie de leur société. »

(3) « Il est d'autant plus aisé d'apprécier le mérite de cette sage administration, que l'on lit, dans l'histoire des derniers siècles, que, tandis que l'hérésie soufflait la révolte dans presque toutes les autres provinces des Pays-Bas, et armait les sujets contre leurs souverains légitimes, cette province du Luxembourg, toujours fidèle à Dieu et à son Roi, demeurait non seulement inviolablement attachée à la religion de ses pères, mais s'épuisait encore pour le soutien de la couronne.

» La religion catholique considère dans le Prince l'image de Dieu, et il n'y en a pas qui puisse lui être comparée dans son attachement à ce point de morale : l'on sait que les premiers chrétiens priaient jour et nuit pour les Césars, leurs persécuteurs, et l'on sait aussi que les prétendus réformateurs ont rempli l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et l'Angleterre de révoltes, de guerres et de toutes sortes de maux : l'esprit de division a toujours été leur partage.

» Que de querelles, que d'accusations, que de grossièretés parmi ces faux hommes apostoliques ! En combien de sectes ne se sont-ils pas divisés et sous-divisés ? »

uniformité de doctrine qui, depuis les premiers siècles du christianisme, a toujours rassemblé dans un même esprit ses habitants au pied des autels; c'est leur enlever la paix et la tranquillité.

Sans doute, disent les États, l'Empereur déclare que la religion catholique demeurera la dominante, et que son culte pourra seul être exercé publiquement. Mais cette prééminence « ne sera qu'une légère et stérile distinction », et l'on peut se demander si la primauté de la religion catholique demeurera longtemps réelle, et si la majorité des habitants se maintiendra dans une entière fidélité à la vraie foi. Les avantages faits aux protestants, joints à la « dégradation actuelle des mœurs », peuvent faire craindre qu'une religion aux pratiques infiniment plus faciles n'exerce une séduction rapide sur des esprits faibles et mal affermis dans leurs croyances ⁽¹⁾.

En conséquence, les États suppliaient les Gouverneurs généraux d'intercéder auprès de l'Empereur, pour obtenir que l'édit ne fût pas mis à exécution dans la province ⁽²⁾.

On sait que les représentations des corps constitués ne produisirent aucun effet.

Le 5 janvier 1785, « les protestants de Schleiden et des environs » sollicitèrent de l'Empereur l'autorisation de construire des temples et des écoles.

Ils faisaient valoir à l'appui de leur demande, qu'ils comptaient cent soixante-douze familles ⁽³⁾; ils rappelaient aussi la liberté dont avaient joui

(1) « Il est bien à craindre que l'exemple dangereux des pratiques visées de la religion de ceux-là n'ait malheureusement de trop puissants appas pour répandre le désordre et faire secouer les contraintes salutaires que la religion catholique impose. »

(2) Cette représentation est signée : Willibrord, abbé de Saint-Maximin. — Étienne, abbé d'Orval. — Jean, abbé de Munster. — Emmanuel, abbé d'Echternach. — Pierre, prieur de Houffalize. — Malempré, prévôt de La Roche. — H.-W. Helm. — De la Mock. — Huart. — F.-J.-E. de Blier. — J. Halbardier. — N. Wathier. — Malemprée. — Le baron du Prel. — Le baron de Zitzwitz. — de Stein. — Le comte de Bryas. — J.-B. Seyl. — J.-B. Pierre. — P. Canter. — F.-J. Delbovier. — J.-C. Didier. — Blum. — P.-C. Devillers. — P. Schrantz. — Heuschling. — J.-A. Clees.

(3) Voici comment ces familles sont réparties : Schleiden, 5; — Wieszen, 3; — Ober-

leurs ancêtres et s'étendaient longuement sur les inconvénients de la situation actuelle ⁽¹⁾.

Le Gouvernement ne pouvait refuser aux pétitionnaires le bénéfice de l'édit de tolérance ⁽²⁾; mais il eut soin de stipuler que les « acatholiques » paieraient les frais de construction du temple et pourvoiraient à l'entretien du pasteur et du maître d'école ⁽³⁾.

A ce moment surgit un désaccord entre les pétitionnaires.

Ceux de Schleiden se prononcent pour la construction d'un temple unique, desservant toute la région; il serait établi à Schleiden même, « cette ville

hausen, 11; — Blumenthal, 14; — Kirschseyffen, 25; — Hellenthal, 54; — Schöne-seiffen, 7; — Harperscheid, 23; — Bronsfeld, 23; — Euhén et Ingersberg, 7. (Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 708.)

(1) « Il y a cent soixante-six ans qu'on nous a imméritablement (*sic*) dépouillés de l'exercice de notre sermon dans ladite terre, et, depuis, on a été obligé d'aller faire sermon aux étrangers, deux et trois lieues éloignées, fort insupportable pour vieux et jeunesses, qu'aussi à l'industrie. »

(2) « Dans toutes les villes, bourgs et autres lieux où il y aura un nombre suffisant de sujets pour fournir à la dépense du culte de l'une des deux religions connues sous le nom de protestants, leur exercice privé sera libre. » (Article II de l'édit.)

(3) « L'intention des supplians, expliquée avec assez d'ambiguïté dans leur requête, paraît tendre uniquement afin de pouvoir assister aux prêches et de faire instruire leurs enfants soit chez eux, soit dans quelque autre maison, par un maître d'école de leur religion, sans pouvoir être molestés de ce chef.

» Le Conseil estime, conformément à ce qui a été proposé en général sur l'objet de la tolérance, que Leurs Altesses Royales pourraient agréer qu'il soit déclaré que les supplians peuvent assister, dans leurs maisons ou dans quelque autre, au culte privé de leur religion, et de faire de même instruire leurs enfans, quoiqu'ils ne seraient pas au nombre de cent familles, ou qu'ils n'aient pas rempli les autres points et formalités prescrites par les déclarations de Sa Majesté, au sujet de la tolérance. » (Rapport du conseiller d'Aguilar.)

En marge : « Si les supplians sont au nombre requis, s'ils ont rempli ou sont à même de remplir les conditions et formalités déterminées par l'Empereur, c'est Notre intention qu'ils obtiennent d'abord le plein effet de ce que Sa Majesté a accordé par le principe de la tolérance qu'Elle a établi.

» Dans le cas contraire, on fera par provision ce que le Conseil propose, en déclarant cependant aux supplians ce qu'ils auront à faire et à prouver pour obtenir une disposition pleine et finale conforme aux intentions de Sa Majesté.

» (S.) MARIE-ALBERT. »

Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 708.)

étant l'endroit le plus convenable, parce qu'elle est située au milieu de tous les endroits du comté, le plus éloigné ne l'étant que d'une lieue et demie ».

Ils proposent que leurs coreligionnaires de Hellentahl, Kirscheiffen et Blumentahl se joignent à eux pour former une seule communauté, et comme ces derniers se montrent peu disposés à entrer dans ces vues ⁽¹⁾, ils demandent que le Gouvernement intervienne dans cette affaire par voie d'autorité.

Le Conseil privé fut d'avis qu'il y aurait de graves inconvénients à user de contrainte en pareille matière; il préféra l'action officieuse, et prescrivit au Procureur général de réunir des délégués des deux groupes, afin de faire régler la question de commun accord.

Si ces procédés de conciliation n'aboutissaient pas, le Procureur général signifierait aux intéressés qu'aux termes de l'édit de tolérance, ils peuvent exercer librement leur culte et faire appel au concours d'un ministre et d'un instituteur, sauf à observer les règles de police et à éviter toute cause de trouble ⁽²⁾.

(1) « Ils avaient engagé les habitants d'Hellendaele (*sic*), Kirschseyffen et Blumentahl, dépendants dudit comté, consistant environ en 70 familles, de se joindre avec eux, mais ils n'ont pu y réussir, parceque ceux-ci les ont précédés vis-à-vis de Votre Majesté, pour pouvoir bâtir une église à Hellendahl (*sic*) où à Kirschseyffen, prétendant être aussi nombreux que les autres et devoir avoir une église particulière pour eux.

» Votre Majesté daignera observer que les familles protestantes du comté de Schleiden ne sont pas assez moiennés pour entretenir deux églises, et si ceux des dites trois communautés obtenaient leur demande à l'exclusion des remontrants, dont les familles sont plus nombreuses, la plus grande partie préférerait d'aller hors du pays, plutôt que de se joindre à ceux de Hellendahl, vu que ledit village et les deux autres sont aux confins du comté, et qu'étant à moitié terre d'Empire, ils pourraient admettre des étrangers dans leur nombre, avec qui les remontrants n'ont aucune connexion. » (Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 708, protocole de la séance du 6 avril 1785.)

(2) « Le Procureur général leur déclarera qu'ils étaient libres de vaquer au culte privé de leur religion et de pourvoir à l'instruction particulière de leurs enfants, dans telle maison qu'ils trouveraient convenable, et d'employer tel ministre et tel maître d'école de la religion protestante qu'ils jugeront propre à cette fin, moiennant qu'ils se conforment aux règles de police et qu'ils évitent tout scandale contre la religion catholique. » (*Ibid.* Consulte du 18 avril 1785.)

En marge de la consulte : « Nous nous conformons, et, comme en portant dans

L'intervention du Procureur général ne réussit pas à mettre les protestants d'accord ⁽¹⁾. Ceux des petites communes persistèrent dans leur résolution de se bâtir un temple particulier et offrirent un terrain suffisant, ainsi qu'un engagement solidaire de pourvoir aux dépenses du culte.

Cela étant, et contrairement à l'avis du Conseil de Luxembourg, le Conseil privé estima qu'ils étaient dans leur droit; les objections formulées par l'officier principal de la communauté de Schleiden ⁽²⁾ ne lui parurent nullement pertinentes, et il proposa aux Gouverneurs généraux d'accueillir favorablement la requête des dissidents de Hellentahl, Kirschseiffen et Blumenthal ⁽³⁾.

L'autorisation fut accordée ⁽⁴⁾ par décret du 26 novembre 1785.

A ce moment la duchesse d'Arenberg, « dame et comtesse de Schleiden », intervint dans le conflit. Respectant ses droits de seigneurie, les protestants ⁽⁵⁾ avaient sollicité son agrément pour leur construction.

Leur demande fut agréée, mais la Duchesse leur fit savoir que s'ils voulaient agir de concert dans cette entreprise, il leur serait loisible de bâtir une église au lieu d'un simple oratoire ⁽⁶⁾.

Une lettre, écrite, au nom de la Duchesse, par l'Intendant général de la Maison d'Arenberg au Magistrat de Schleiden, et conservée dans les archives du Conseil de Luxembourg, nous fait connaître en détail les vues de la noble dame ⁽⁷⁾. Elle estime qu'un seul temple doit suffire pour donner satisfaction aux besoins religieux de la population dissidente. L'intention de

le principe le nombre des familles à cent, on a prévu dès lors qu'on serait dans le cas de se relâcher quant au nombre, il en résulte que le moindre nombre ne devra pas faire obstacle, si d'ailleurs les autres conditions sont remplies.

» (S.) MARIE-ALBERT. » (Voir Annexe V.)

(1) Voir Annexe VI.

(2) Voir Annexe VII.

(3) Voir Annexe VIII.

(4) Voir Annexe IX.

(5) « Les sujets protestants du comté de Schleiden, savoir les habitants des villages de Gronsfeldt, Harperscheidt, Schonenseiffen, Gangfort, Coll, Eichen, Wisgen, Oberhausen, Ingersberg, joints à ceux de la ville de Schleiden. »

(6) Voir Annexe X.

(7) Voir Annexe XII.

l'Empereur, dit-elle, ne peut avoir été de favoriser la propagation du protestantisme dans ses États; ce qu'il a voulu, c'est user de tolérance à l'égard des acatholiques et leur faciliter l'accomplissement de leurs devoirs spirituels. Or, cette intention sera parfaitement respectée si l'on érige au centre du comté ⁽¹⁾ un temple qui pourra réunir tous les réformés, ce qui évitera à ceux-ci un surcroît de dépenses.

Accorder un temple aux rares familles hérétiques des trois villages dissidents pourrait entraîner de fâcheuses conséquences pour l'ordre public ⁽²⁾.

D'ailleurs, aucune construction quelconque ne peut être élevée sans l'autorisation de la Duchesse, et le décret impérial du 26 novembre 1785 n'a pu détruire le droit préexistant du Seigneur; le fait même de la requête des intéressés le prouve à suffisance.

Ces ouvertures n'obtinrent aucun succès. Le Procureur général, jugeant que la volonté impériale était clairement exprimée, écrivit dans ce sens à l'officier principal de Schleiden ⁽³⁾ et manifesta, en termes assez raides, l'espoir de ne plus être obligé d'intervenir.

Il y eut encore de légers tiraillements ⁽⁴⁾, mais le décret impérial reçut son exécution. Un temple fut érigé à Kirschseiffen, et il n'y en eut pas au chef-lieu du comté.

Le Gouvernement eut encore à s'occuper de ces dissidents au mois de mars 1789.

La communauté protestante avait notifié au Conseil de justice du duché que le pasteur Jahn ayant été appelé à un poste plus important, dans le duché de Berg; elle avait élu en son remplacement ⁽⁵⁾ Guillaume

(1) « Et non pas à l'un des bouts de ce pays. »

(2) « C'est ouvrir la porte à la multiplication de ces sortes de lieux publics, toujours dangereux pour le bon ordre et la tranquillité dans les endroits où les catholiques romains ont de toute ancienneté leurs chapelles ou églises. »

(3) Voir Annexe XI.

(4) Voir Annexe XIII.

(5) « Les Anciens de la communauté de Schleiden, confession d'Augsbourg, déclarent avoir choisi pour leur pope (*sic*) Guillaume-Arnold Webus. » (Protocole de la séance tenue par le Conseil du Gouvernement général, le 26 mars 1789. Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil du Gouvernement général*, cart. III.)

Webus, et demanda que cette élection fût confirmée par l'autorité supérieure ⁽¹⁾.

Le Procureur général fut d'avis que cette confirmation constituerait une nouveauté et qu'avant de délibérer sur le fond il serait utile de demander « la royale volonté de Sa Majesté ».

Le Conseil du Gouvernement général ⁽²⁾ délibéra sur cette affaire, le 26 mars 1789.

On rappela la circulaire ⁽³⁾ adressée par les Gouverneurs généraux à diverses autorités ⁽⁴⁾, le 1^{er} mai 1782. Il en résultait que les élections des pasteurs ne devaient pas être soumises à l'approbation du Souverain ⁽⁵⁾. La chose avait d'ailleurs été déclarée d'une manière expresse ⁽⁶⁾ dans une

(1) Archives du Grand-Duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil*.

(2) Le Conseil avait été créé par le diplôme impérial du 1^{er} janvier 1787, établissant une nouvelle forme pour le Gouvernement des Pays-Bas.

(3) Voir le texte de cette circulaire dans l'*Étude sur la condition des protestants en Belgique, depuis Charles-Quint jusqu'à Joseph II*, pp. 223-224.

(4) A tous les Conseils de justice, aux évêques, aux magistrats des principales villes des Pays-Bas.

(5) Voir l'article 3 de la circulaire précitée.

A ce sujet, le prince de Starhemberg écrivait au prince de Kaunitz, le 13 novembre 1781 : « Il me reste une observation à faire, fondée sur l'exemple de la Hollande, où nos prêtres ne peuvent pas célébrer la messe sans se faire connaître de l'écouterie ou de l'officier du lieu.

» L'observation porte sur la question s'il ne conviendrait pas d'exiger aussi que les ecclésiastiques protestants se fissent connaître de même chez les officiers de police de nos villes, ou s'ils devaient se faire avouer avant que d'exercer leurs fonctions.

» On pourrait dire, pour l'affirmative, que, regardant les protestants comme sujets, il n'est pas indifférent à l'État que l'on soit sûr des qualités de ceux qui feront les prêches à cette partie des sujets : mais ce sera, en échange, mieux rester dans les termes de la tolérance, si l'on n'établit point de précaution de cette espèce, que si l'on imposait l'obligation de demander une sorte d'attache qui aurait le caractère d'un aveu ; et je pense, d'après cela, qu'il vaudra mieux se réduire à la surveillance ordinaire, sans aller cependant à un point qui tendrait à la persécution. » (Archives du Royaume à Bruxelles. *Chancellerie autrichienne des Pays-Bas*. D. 106 ad L^m R. : 2, n^o 5.)

(6) « Par une dépêche particulière, adressée au Procureur général de Luxembourg, le 4 mai 1785, cet officier a été chargé de faire connaître aux protestants de Schleiden, ainsi qu'à ceux de Hellenthal, Kirschseiffen et Blumenthal, que, jusqu'à ce qu'ils pourraient fournir ou assigner un fond suffisant pour la construction d'un oratoire et l'entretien d'un ministre et d'une maison d'école, il leur était libre de vaquer au culte privé de leur

dépêche du Gouvernement central au Procureur général de Luxembourg, datée du 4 mai 1785.

Enfin, au mois d'août de la même année 1789, la Loi ⁽¹⁾ de Schleiden réclama du pasteur le droit de bourgeoisie et arrête que les protestants seraient tenus de contribuer aux frais du culte catholique; les droits d'étole, dus au curé ⁽²⁾ étaient sensiblement augmentés ⁽³⁾; enfin tous protestants venant s'établir dans la commune, seraient tenus de payer de nouveau le droit d'étole, même si leur mariage remontait à plusieurs années.

Saisi d'une plainte contre ces petites vexations, le Conseil du Gouvernement général ⁽⁴⁾ reconnut que les *jura stolæ* étaient dus au curé catholique par tous les habitants de la paroisse, sans distinction de culte; mais le tarif, disait-il, devait être uniforme, et il déclarait abusive la taxe de mariage nouvellement créée à charge des immigrants.

Après la déchéance de Joseph II, le temple de Kirschseiffen ainsi que l'école luthérienne furent fermés, par ordre des États de Luxembourg ⁽⁵⁾.

religion et de pourvoir à l'instruction particulière de leurs enfants dans telle maison qu'ils trouveraient convenable, *en employant tel ministre* et tel maître d'école de la religion protestante qu'ils jugeraient propres à cet effet, moyennant se conformant en tout aux règles de police.

» Cette notification ■ été faite auxdits protestants par le Procureur général de Luxembourg, et ils s'en sont contentés. » (*Ibid.* Conseil du Gouvernement général, cart. III.)

⁽¹⁾ La nomination de ce corps de magistrature appartenait au duc d'Arenberg.

⁽²⁾ Les droits d'étole avaient été réservés au curé par la circulaire des Gouverneurs généraux en date du 1^{er} mai 1782. (Voir *Étude sur la condition des protestants en Belgique, depuis Charles-Quint jusqu'à Joseph II*, pp. 223-224.) Cette disposition reproduisait l'article 4 de l'Édit de tolérance dans les pays de la couronne d'Autriche. (*Ibid.*, p. 219.)

⁽³⁾ Ils étaient portés, pour chaque baptême ou mariage, à 31 sols au lieu de 13, que payaient les catholiques.

⁽⁴⁾ Délibération du 17 août 1789. (Archives du Royaume à Bruxelles. Conseil du Gouvernement général, cart. III.)

⁽⁵⁾ Il est à noter que l'Édit de tolérance n'est pas compris dans le décret révocatoire du 12 février 1790.

Joseph II avait envoyé aux Pays-Bas le comte Philippe de Cobenzl, ministre plénipotentiaire, chargé de redresser les griefs de l'opposition, et lui avait remis de pleins pouvoirs pour abroger toutes les ordonnances qui avaient provoqué des troubles.

L'original de ces pleins pouvoirs est conservé aux Archives du Royaume à Bruxelles; l'Édit de tolérance n'y est pas mentionné.

Il est vrai que, dans le comté de Hainaut, les États signifièrent au Conseil de justice

Lorsque la Maison d'Autriche eut été restaurée dans les Pays-Bas, les luthériens demandèrent à être remis en possession de leurs immeubles.

Au mois d'octobre 1791, le pasteur Jean Schrumpf ⁽¹⁾ sollicita « le placet requis » pour réoccuper l'oratoire et la maison que ses coreligionnaires avaient bâtis avec l'autorisation du Gouvernement.

Dans son rapport ⁽²⁾ au Conseil privé, le Procureur général de Luxembourg, tout en affirmant — à tort, nous l'avons vu — que l'édit du 12 novembre 1781 avait été révoqué par la déclaration du comte de Cobenzl ⁽³⁾, estima que la requête devait recevoir un accueil favorable, l'autorisation de bâtir ayant été jadis formellement octroyée.

Cette conclusion fut admise par le Conseil privé et sanctionnée par l'archiduchesse Marie-Christine ⁽⁴⁾.

que « les déclarations des Gouverneurs généraux des 12 novembre et 15 décembre 1781, concernant la tolérance à l'égard des protestants, viennent à cesser ». (Archives de l'État à Mons. *Registres aux actes du Conseil de Hainaut*, 1790, n° XVIII, f° 8.)

Mais on était alors en pleine révolution, et la décision des États de Hainaut ne fut pas mise en vigueur. Peut-être les dirigeants de la République ménagèrent-ils les protestants, afin de ne pas froisser les États généraux des Provinces-Unies, dont ils recherchaient l'alliance.

Il y eut quelques vexations individuelles et locales, par exemple à Rongy (voir *Le Protestantisme à Tournai pendant le XVIII^e siècle*, p. 152) et dans le Limbourg (*Les églises protestantes du duché de Limbourg pendant le XVIII^e siècle*, pp. 223-224); toutefois, aucune mesure ne fut décrétée par l'autorité centrale contre les protestants.

La Convention de La Haye, du 10 décembre 1790, qui rendit les Pays-Bas à la Maison d'Autriche, ne fit aucune mention de l'Édit de tolérance.

⁽¹⁾ « Jean Schrumpf, natif de Creuznach, ministre des habitants protestants des villages de Hellendahl, Blumendahl et Kirscheiffen, de la terre de Schleiden. »

⁽²⁾ Daté du 24 avril 1792. Il est conservé dans le carton 709 du *Conseil privé*.

⁽³⁾ Déclaration du 12 février 1790.

⁽⁴⁾ « Le Conseil observa dans la délibération (23 mai 1792) que les habitants protestants desdits trois villages, qui sont depuis longtemps en assez grand nombre et qui jouissaient déjà d'une parfaite tolérance avant le règne de Joseph II, ayant un droit acquis par le décret qu'ils ont obtenu, le 26 novembre 1783, et les choses n'étant plus en entier à leur égard, puisqu'ils ont fait les frais des bâtiments octroyés par ledit décret, il est juste de les y maintenir. »

En marge : « Je me conforme

» MARIE. »

(Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 709.)

Cette décision a lieu de nous surprendre, attendu que, trois mois auparavant, les Gouverneurs généraux avaient déclaré l'Édit de tolérance définitivement abrogé ⁽¹⁾, et cela notamment sur les instances des États de Luxembourg ⁽²⁾.

Quoi qu'il en soit, les luthériens de Kirschseiffen obtinrent gain de cause et jouirent paisiblement de la liberté religieuse jusqu'à nos jours ⁽³⁾.

Il nous reste à parler d'un dernier incident d'histoire religieuse, qui eut le Luxembourg pour théâtre, à la fin du XVIII^e siècle.

Le 6 octobre 1790, le substitut du Procureur général de Luxembourg, De Traux, fit savoir au Conseil privé que le Vicaire général de Trèves, exerçant la juridiction ecclésiastique dans le Luxembourg, avait requis le Conseil de justice de « faire signifier adjournement personnel à Nicolas-

(1) La déclaration de l'Empereur Léopold II, datée du 16 mars 1791, portant abrogation de différents édits en matière ecclésiastique, ne parlait pas de l'Édit de tolérance. Aussi, les États de Hainaut, qui tenaient à voir disparaître de la législation belge ce dernier souvenir du règne de Joseph II, adressèrent, le 17 janvier 1792, aux Gouverneurs généraux, une requête (reproduite dans *l'Étude sur la condition des protestants en Belgique, depuis Charles-Quint jusqu'à Joseph II*, pp. 158 à 160) tendant à obtenir la révocation des dépêches du 12 novembre 1781 et du 1^{er} mai 1782, « attendu que ces dispositions n'ont pas été nominativement comprises dans la déclaration de Sa dite Majesté, du 16 mars 1791, portant révocation de différents édits, décrets et ordonnances en matière ecclésiastique, dont la Religion catholique, apostolique et romaine est la pierre fondamentale. »

Les États de Hainaut obtinrent gain de cause par une dépêche du 9 février 1792 (reproduite *ibid.*, p. 160).

(2) Les États de Luxembourg avaient fait une démarche semblable à celle des États de Hainaut. Nous n'avons pu découvrir à Bruxelles ni à Luxembourg le texte de leur requête. Mais nos archives conservent une apostille des Gouverneurs généraux, datée du 12 février 1792, et ainsi conçue : « Nous remettons ci-joint au Conseil [privé], pour qu'il en fasse l'usage qu'il trouvera convenir, une représentation des États de Luxembourg, tendant à ce que notre dépêche du 12 novembre 1781, concernant la tolérance, ne soit suivie d'aucun effet, ni mise à exécution dans la province.

» (S.) MARIE-CHRISTINE-ALBERT. »

(Archives du Royaume à Bruxelles. *Secrétairerie d'État et de Guerre*, reg. MDLXI, f^o 291.)

(3) On sait qu'après avoir suivi les destinées des Pays-Bas et passé sous la domination française, depuis la bataille de Fleurus jusqu'à la chute de Napoléon, le comté de Mandercheid fut annexé au royaume de Prusse, en vertu des traités de Vienne.

Hilbert Lejeune, Michel Feyder et Guillaume Decker, cultivateurs de la commune de Sanem » (1).

De Traux estime cette poursuite nécessaire, en raison du scandale donné et de l'obstination dont les inculpés font preuve, malgré les instances des autorités ecclésiastiques (2).

Ils ne fréquentent pas les sacrements, affectent de s'assembler dans une de leurs maisons, pendant le service divin, les dimanches et les jours de fêtes, profèrent des blasphèmes contre la religion catholique et notamment nient le dogme de la transsubstantiation.

Sans doute, le Conseil privé ne s'était-il pas rallié à cette manière de voir, au moins peut-on le supposer, car c'est seulement dix mois plus tard que l'affaire revient.

Par une dépêche du 20 août 1791, De Traux notifie aux Gouverneurs généraux que le Conseil de Luxembourg ■ fait arrêter les trois paysans cités plus haut et assigner plusieurs autres, du chef d'hérésie manifeste et de scandale public (3).

(1) Sassenheim, dans la province de Soleuvre.

(2) Il s'exprime ainsi :

« Je supplie Vos Seigneuries de me permettre de Leur observer qu'il me paraît que les criminelles et audacieuses démarches, que ces trois personnages se sont permis avec autant d'effronterie que d'opiniâtreté, doivent être de la compétence du Conseil, pour parvenir à les faire réprimer ; surtout n'ayant pas voulu céder aux représentations leur faites par le curé de cette ville, comme de la part du suffragant de Trèves...

» Ces objets sont en effet d'une telle conséquence que je ne puis les dissimuler à Vos Seigneuries, afin que, sous leur autorité, je puisse agir et exécuter les ordres qu'elles trouveront bon de me prescrire, soit par la voie d'information ou toute autre, pour prévenir les effets funestes des entreprises si téméraires et en même temps si dangereuses dans une province si attachée à son Dieu et à son souverain. » (Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 709.)

(3) « Pour toute sorte d'hérésie, dans laquelle ils donnaient publiquement, accompagnée de blasphèmes et du scandale le plus affreux.

» Ces familles sont accusées d'hérésie et de démarches publiques, au point de ne fréquenter aucun sacrement ni église ; qu'au contraire, ils affectaient constamment et avec la plus grande opiniâtreté de s'assembler dans une de leurs maisons, pendant le service divin, fêtes et dimanches, pour s'instruire entre eux dans leur doctrine et sentiments les

Cette procédure ne reçoit pas l'approbation du Conseil privé. Le rapporteur fit observer que sans doute il était nécessaire au maintien du bon ordre de réprimer les attaques publiques contre la religion de l'État, mais il fallait aussi, disait-il, éviter que des causes de cette nature eussent des suites bruyantes. Un procès d'hérésie ne pouvait aboutir qu'à des condamnations très sévères, prescrites par une législation surannée, en désaccord complet avec l'esprit du siècle ; des exécutions publiques exciteraient à coup sûr des mouvements populaires, et de graves désordres seraient à redouter.

Le Conseil de Luxembourg avait donc manqué de tact, en attachant une importance excessive aux divagations de quelques villageois obscurs, plus insensés que criminels.

La meilleure solution consisterait à étouffer cette affaire : on devrait conseiller à ces malheureux de solliciter la grâce du Souverain, et leur requête serait accueillie moyennant quelques précautions, destinées à empêcher le retour du scandale ⁽¹⁾.

Cette manière de voir fut partagée par les Gouverneurs généraux, et ils expédièrent des ordres dans ce sens au Conseil de Luxembourg ⁽²⁾, le 28 septembre 1791.

En conséquence, le Procureur général chargea un capucin de se rendre à la prison et d'exhorter les trois détenus à rentrer dans le giron de l'Église romaine.

En même temps, il prescrivait au Substitut de faciliter la mission du religieux et aussi de veiller à ce que les hérétiques ne pussent entrer en communication avec l'extérieur et « scandaliser les passant ».

plus pernicieux, au point, entre autres, de soutenir et enseigner que Jésus-Christ ne se trouve pas dans le tabernacle de l'autel... » (*Ibid.*)

« Le Pape et les prêtres n'ont plus aucun pouvoir. Les cérémonies extérieures du sacrement du baptême ainsi que des autres sacrements ne sont plus requises pour leur validité, et généralement toutes les cérémonies ou signes extérieurs de la Religion catholique sont devenus inutiles... » (Rapport du Substitut Procureur général de Taux, en date du 29 octobre 1790. *Ibid.*)

(1) Voir Annexe XIV.

(2) Voir Annexe XV.

Il était entendu, d'ailleurs, qu'il fallait les traiter « avec toute la douceur et les ménagements dus à des gens dont l'esprit est aliéné » ⁽¹⁾.

Ces sages conseils furent suivis. Les cinq hérétiques de Saenem qui n'avaient pas été mis en prison se soumirent; ils abjurèrent leurs erreurs, en présence du clergé paroissial.

Le Gouverneur général proposa de leur accorder grâce pleine et entière, en les dispensant même de payer les frais du procès ⁽²⁾. Comme mesure de précaution pour l'avenir les graciés devaient se présenter, tous les trois mois ⁽³⁾ devant le curé de Soleuvre, pour faire constater qu'ils persévéraient dans l'orthodoxie.

D'autre part, les trois détenus ne consentirent pas à suivre l'exemple de leurs parents. En vain le Président du Conseil les fit-il exhorter par deux capucins, afin d'obtenir d'eux une rétractation, rien ne put les déterminer à céder ⁽⁴⁾ « Leur égarement, écrivait ce haut magistrat, était plus susceptible de compassion que d'indignation », mais il pouvait cependant faire naître de nouvelles difficultés.

Il semblait donc nécessaire de poursuivre la procédure, et même de s'adjoindre un commissaire ecclésiastique, à désigner par le Vicaire général de Trèves, « parcequ'il n'appartient qu'à l'Ordinaire de prononcer sur le point si des sentiments sont contraires ou non à la foi ».

Le Conseil privé n'admit pas l'intervention d'un commissaire ecclésiastique étranger. Il ne s'agissait pas, dans l'espèce, de punir les paysans de Saenem

(1) Voir Annexe XVI.

(2) Voir Annexe XVII.

(3) Le Conseil privé, dans sa délibération du 23 février 1792, jugea « qu'il pourrait suffire d'exiger la production de la déclaration du curé de Soleuvre une fois l'an seulement, par exemple à Pâques. » (*Conseil privé*, cart. 709.)

(4) On conserve dans le carton 709 du Conseil privé le rapport des capucins Laurent, de Boefferdange, et Richard, de Grevenmacher. Les inculpés ont soutenu « qu'il n'y a point d'Église visible, et qu'ils ne sont aucunement obligés à observer les commandements d'icelle... que leur doctrine provenait de Dieu, et qu'ils ne pouvaient pas se résoudre à croire aux hommes... »

« C'est à quoi ils ont encore insisté sans aucune apparence ni disposition de résiliation, ou de la moindre soumission, de sorte que les soussignés estiment absolument inutile de faire aucune démarche à leur égard. » 10 décembre 1791.

parce qu'ils avaient adopté des doctrines hérétiques, mais parce qu'ils avaient attaqué publiquement la religion de l'État et troublé ainsi l'ordre public ⁽¹⁾.

Grâce fut accordée aux cinq repentants ⁽²⁾, par un décret du 3 mars 1792.

Le procès continua à charge des trois obstinés.

Les Gouverneurs généraux avaient prescrit au Conseil de communiquer la sentence au Gouvernement central, avant de la prononcer.

En conséquence, le 24 janvier 1793, le Président du Conseil de Luxembourg écrit au Ministre plénipotentiaire que le projet portait condamnation des trois accusés à la détention perpétuelle ⁽³⁾, à la confiscation de leurs biens et à l'amende honorable devant l'église de Soleuvre.

Le Conseil privé fut saisi de ce rapport dans sa séance du 6 février 1793.

Il estima ⁽⁴⁾ que la peine de la détention perpétuelle était suffisante et qu'il y avait lieu de ne pas prononcer une confiscation qui frapperait des innocents ⁽⁵⁾. Il fit observer aussi que l'amende honorable ne pouvait avoir d'autre effet que de causer un scandale au moins inutile, puisque les condamnés, s'opiniâtrant dans leurs erreurs, ne consentiraient certainement pas à s'humilier.

(1) « S'agissant, dans le cas présent, principalement d'un crime sous les rapports temporels, de trouble de la Religion dominante et de la tranquillité publique, et nullement de la peine à infliger précisément pour des sentiments hétérodoxes. » (*Ibid.*)

(2) C'est-à-dire Nicolas Hilbert et sa femme, la mère de Michel Feyder, la femme de Guillaume Decker et Dominique Seypeler.

(3) « Icelle sentence tend à les faire enfermer pour le reste de leurs jours, en punition des crimes dont ils sont atteints et convaincus. » (Archives du Grand-Duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil.*)

La dépêche du Président Gerden mentionne, sans commentaires, le fait que Guillaume Decker ■ quatre enfants, Nicolas Hilbert cinq et Michel Feyder huit. Est-ce un appel indirect à la clémence? Peut-être.

(4) Voir Annexe XVIII.

(5) « La confiscation a pour effet à peu près inévitable d'enflammer la cupidité de l'esprit de parti et de corrompre ce qui, par soi-même, n'est déjà que trop corrompu.

» En réduisant d'ailleurs, non seulement le condamné, mais sa famille, par contre coup, à l'indigence, la confiscation atteint l'innocent à l'occasion du coupable; elle l'exaspère sans motif, le provoque au crime et tend à perpétuer les discordes civiles. » (Duc DE BROGLIE, *Revue française*, septembre 1828.)

Après un nouvel examen de la cause, le Conseil reconnut « qu'il résultait des actes que l'obstination des accusés dans leurs erreurs et leur état véritablement maniaque » s'opposaient à ce que la liberté pût leur être rendue, et conclut à l'emprisonnement perpétuel ⁽¹⁾. Il en fut ainsi.

Il est probable que l'occupation française délivra bientôt ces malheureux, mais ni les archives de Bruxelles, ni celles de Luxembourg ne fournissent plus de renseignements sur leur sort après le 23 septembre 1793.

(1) Voir annexe XIX.

ANNEXES

I

Consulte du Conseil privé en date du 8 juin 1768.

Négociations du Procureur général du Conseil de Luxembourg avec le Magistrat de cette ville, au sujet de l'établissement du luthérien Hencke. — Recommandations faites à celui-ci par le Procureur général. — Le corps des marchands de Luxembourg prétend interdire à Hencke de faire le commerce. — Apostille du Prince Charles de Lorraine : le Procureur général a excédé les termes des ordres qui lui avaient été donnés; la négociation avec le Magistrat de Luxembourg aurait dû être purement verbale.

M. de Kulberg rapporta la rescription faite par le Procureur général du Conseil de Luxembourg, en conséquence de la dépêche du 26 mai dernier, qui lui enjoignait d'informer de quelle manière il avait été satisfait à celle du 23 février précédent, relative à l'habitation du négociant Hencke, de la communion luthérienne dans la ville de Luxembourg.

Il résulte de cette rescription :

1° Que le Procureur général se rendit lui-même à l'assemblée des Magistrats, pour leur faire connaître les dispositions du Gouvernement par rapport à l'habitation de ce négociant, et qu'il consentit même, à leur réquisition, à ce qu'ils fissent la lecture de la dépêche qui lui avait été adressée à ce sujet, le 25 février.

Que ces Magistrats n'opposèrent rien contre l'habitation de ce Hencke, mais qu'ils se bornèrent à lui exposer qu'ils seraient dans le cas de devoir faire une représentation au Gouvernement, pour qu'il fût déterminé de quelle manière ce nouvel habitant payerait les charges qui lui incombent pour subvenir aux aides et subsides, dans les circonstances que, ne pouvant être d'aucun corps de métiers, à cause qu'il n'est pas catholique, il ne pouvait entrer dans la cotisation qui se répartit, à ce titre, sur ces treize métiers.

A quoi, lui, Procureur général, leur répliqua qu'eux, Magistrats, pouvaient taxer cet homme dans ces charges, d'une manière proportionnée à ses moyens et facultés, et, qu'en attendant qu'il fût disposé à cet égard sur la représentation qu'ils annonçaient se proposer de faire au Gouvernement, l'import de cette taxe provisionnelle pouvait être payée et mise en mains du Receveur général.

2° Que quelques jours après, Hencke s'est rendu chez le Procureur général, pour savoir ce qu'il pouvait faire en conséquence d'une dépêche qu'il savait lui avoir été adressée par rapport à son habitation, et que cet officier lui a répondu qu'il pouvait louer une maison dans la ville et exercer son commerce; qu'il lui recommanda le silence et la discrétion sur l'article de sa religion, de s'abstenir de tout ce qui pourrait scandaliser les catholiques ou troubler la tranquillité publique, et de se comporter de manière qu'il ne vint aucune plainte à sa charge, ce que Hencke lui promit.

Qu'en conséquence, celui-ci a pris maison, y a établi un commerce qu'il continue, sans que le Procureur général sache qu'on lui ait opposé à l'égard de cette habitation aucun obstacle.

3° Que le Procureur général est informé que ceux du corps des marchands viennent de faire interpeller Hencke par un notaire de leur déclarer en vertu de quel droit il commerce dans la ville; se fondant apparemment, dit le Procureur général, sur ce que ce nouvel habitant n'est pas membre de leur corps.

Le Conseil, en portant le résultat de cette rescription à la connaissance de Son Altesse Royale, par extrait du protocole, conformément aux intentions de Son Altesse Royale, mentionnées dans la lettre adressée au Chef et

Président par le Secrétaire d'État et de guerre, le 25 mai dernier, et chargé de faire à ce sujet les observations dont la matière sera susceptible, observe que ce compte rendu par le Procureur général confirme les réflexions qui ont été faites dans l'extrait du protocole du 19 mai dernier, contre les imputations que les maîtres des métiers à Luxembourg ont avancées à la charge de Hencke, dans leur requête qui a donné lieu à cet extrait, n'étant pas naturel de croire que si ce Hencke était tel que ces maîtres de métiers, qui ont intérêt à éloigner un négociant accrédité, l'ont dépeint, les Magistrats ne se seraient pas prévalus de ces circonstances pour avoir un moyen du moins indirect et plausible de rejeter ce nouvel habitant, comme il est du ressort de tous juges policiers (*sic*).

Le Conseil réitère aussi cette observation intéressante, qui a servi à diriger en grande partie sa proposition primitive dans cette affaire, savoir que Hencke, avant qu'il ne passât au nouveau domicile qu'il a aujourd'hui, était déjà domicilié dans la province de Luxembourg et était par conséquent déjà toléré dans les États de Sa Majesté.

Il observe enfin que, dans le fait, ce négociant est fixé depuis trois mois dans le Luxembourg, qu'il y a son magasin et exerce son commerce en gros, sans que les Magistrats y aient mis opposition. Quant à ce que dit le Procureur général au sujet de la manière d'imposer Hencke dans les charges publiques, il n'a paru jusqu'à présent aucune représentation des Magistrats de Luxembourg sur ce point, et il serait assez surprenant que cela pût y donner matière, puisque ce négociant s'étant soumis à acquitter les charges publiques quelconques qui peuvent lui incomber, on peut les apprécier sur le même pied qu'on apprécie celles que supportent les autres marchands en gros.

Du reste, ce point est d'espèce à être arrangé par les Magistrats et est étranger à la tolérance même de l'habitation de Hencke.

Pour ce qui est de l'interpellation faite par les marchands pour qu'il ait à se déclarer sur l'exercice de son commerce, c'est là un point à discuter entre eux et lui, par-devant qui il appartient, d'après les règles de police qui peuvent être particulières à la ville de Luxembourg, toute cette affaire se réduisant au seul objet de la tolérance à l'égard de ce nouvel habitant.

En marge de la consulte :

« J'ai résolu d'éconduire les Treize maîtres de la ville de Luxembourg, sur le pied mentionné dans l'extrait du protocole du Conseil, du 19 mai 1768; et je me conforme au sentiment du Conseil énoncé dans le présent extrait.

» Mais il paraît toujours que le Conseiller Procureur général de Luxembourg a excédé les termes des ordres qui lui ont été donnés, car il ne devait pas produire au Magistrat, comme il l'a fait, une lettre dont le contenu ne devait être insinué que de vive voix, et s'il n'a pas lâché de copie, il doit paraître étonnant que les Treize maîtres de Luxembourg aient pu rendre, aussi parfaitement qu'ils l'ont fait dans leur requête, les termes de la lettre dont il est question.

» Il est donc à présumer que la copie a été laissée à quelqu'un du Magistrat, et je veux que ce point soit approfondi.

» Mais, comme dans l'un comme dans l'autre cas, les termes de la lettre étant si exactement connus, il paraît en résulter une sorte d'éclat, qui rend inutile la précaution que le Conseil a eue en vue, en me proposant de ne faire connaître Nos dispositions que de vive voix au Magistrat de Luxembourg, et qui, en rendant trop connue et trop publique une chose que je voulais n'être insinuée qu'avec ménagement, peut faire paraître ou envisager comme une permission ouverte ce qui n'est que tolérance, et engager ou encourager trop d'acatholiques, même des gens indifférents et nullement utiles à l'État ni au commerce, à se fixer chez nous, ce qui ne répondrait probablement pas aux intentions de Sa Majesté, je veux que le Conseil examine s'il n'est point à craindre que la manière dont a fait usage de la lettre en question n'entraîne des inconvénients, et, en ce cas, si et quelles mesures on pourrait prendre pour le prévenir. »

(S.) CHARLES DE LORRAINE.

(Archives du Royaume à Bruxelles. Conseil privé, carton 708-1293, ancien).

II

**Représentation des États provinciaux du Luxembourg
en date du 14 février 1769.**

Les États ont ressenti une vive douleur en apprenant la décision prise par la Souveraine en cause de Henri Hencke. — Ils espèrent que Sa Majesté écoutera favorablement leurs respectueuses remontrances. — Résumé des édits de Charles-Quint. — Ordonnance de Philippe II, promulguée à Gand, le 22 août 1556. — Instructions données au Gouverneur du Luxembourg, le 18 avril 1558. — Dépêche de la duchesse de Parme, 20 octobre 1559. — Instructions adressées, le 6 mars 1583, par le prince Alexandre Farnèse au comte de Mansfelt, gouverneur du Luxembourg. — Dépêche du même à la comtesse de Manderscheidt. — Dispositions arrêtées en 1592 par le Conseil de Luxembourg à l'égard du comte de Manderscheidt, afin de le contraindre à élever son fils dans la religion catholique. — Ordonnance de l'archiduc Albert, du 31 décembre 1605, en cause du comte Ayssel. — Sentence portée, le 19 juin 1613, par le Conseil provincial en cause des habitants de Cronenburg. — Requête adressée au Gouvernement par le comte de Raesberg, le 24 juillet 1616, tendant à obtenir le libre exercice de la religion réformée. — Cette requête n'est pas accueillie. — Nouvelle intervention du Conseil en cause des dissidents de Cronenburg, juillet 1617. — Lettres circulaires du Conseil, en date du 3 décembre 1636, ordonnant l'expulsion des sectaires. — Ordonnance analogue du même Conseil, en date du 6 février 1637. — Bannissement du sectaire Balthasar Renders, 13 novembre 1648. — Stipulations concernant l'exercice de la religion inscrites dans la capitulation de la forteresse de Luxembourg, 1684. — Décision en cause du luthérien Sartorius, 1752. — Importance de l'unité religieuse. — Inanité des objections tirées de l'ordre économique. — La question du domicile. — L'argument tiré de la présence d'acatholiques dans d'autres provinces des Pays-Bas n'est par probant.

A SA MAJESTÉ,

Remontrent en très profond respect les députés des États du païs et duché de Luxembourg et comté de Chiny, qu'ils sont chargés d'exposer à Votre Majesté que c'a été avec la plus vive douleur que les États ont appris par la requête ci-jointe sub n° 1, présentée par les Treize maîtres de cette ville de Luxembourg, que Votre Majesté avait ordonné au Conseiller Procureur général de son Conseil provincial ⁽¹⁾ de faire connaître de vive voix au

(1) Le Conseil de Luxembourg ne fut érigé en Conseil souverain que le 1^{er} août 1782, par les Lettres-Patentes de Joseph II.

Magistrat de cette ville, que, quoique la Religion Catholique fût la seule dominante dans ces pays de Sa domination, et qu'il fût très expressément défendu d'en exercer une autre, soit publiquement ou secrètement, que cependant le Gouvernement s'était prêté depuis longtemps à dissimuler et tolérer que des acatholiques restassent dans ces païs, dès lors qu'ils se contenaient exactement dans les bornes du silence et de la discrétion, qu'ils ne donnaient aucun scandale, et qu'ils ne troublaient en aucune manière l'ordre civil et la tranquillité publique, que c'était d'après ces principes et sur ce pied qu'on voyait dans plusieurs villes de ce pays des commerçants, quoiqu'acatholiques, qui y sont établis, sans que la Religion en souffre quelqu'atteinte, à cause de la conduite pleine de discrétion et de modération, à laquelle ils voient qu'ils sont assujettis à cet égard, pour être tolérés.

Que dans cet état des choses, et en égard que Henri Hencke était déjà domicilié dans les États de Votre Majesté, que proprement il ne s'agissait que de passer d'un domicile, où il a été toléré, dans un autre, que le but principal de cet homme était d'animer le commerce dans cette ville de Luxembourg, qu'il ne cherchait pas d'ailleurs d'entrer dans un corps de métier, Votre Majesté avait lieu de s'attendre que le Magistrat prendrait à l'égard dudit Hencke le parti de la connivence et de la dissimulation, ainsi que le font en pareil cas les Magistrats des autres villes, également zélés pour le bien de la Religion, et attachés à la garantie contre toute atteinte.

Les États ont même senti redoubler leur consternation, en apprenant en outre que les Treize maîtres avaient été éconduits de leur demande, contenue dans la représentation qu'ils avaient faite à Votre Majesté, pour qu'Elle daignât lever la disposition émanée en faveur de Henri Hencke.

Convaincus cependant que Votre Majesté ne dédaigne jamais les respectueuses remontrances de ses fidèles sujets, qu'Elle les écoute favorablement, et les console par un sage accord de ces bontés maternelles avec sa justice, c'est sous de si gracieux auspices que les remontrants vont présenter au pied de son trône l'importance de la matière placée dans un nouveau jour.

Les édits des augustes prédécesseurs de Votre Majesté tiennent tous le même langage sur l'objet de la Religion.

L'extrait, joint sub n° 2, de l'édit du 7 octobre 1531 justifie avec quel

soin l'Empereur Charles-Quint s'est opposé aux nouvelles sectes et particulièrement à celle de Martin Luther.

L'on y voit qu'ayant fait émaner, le 14 octobre 1529, un placard contre les hérésies, il a, le même jour de l'émanation de l'édit de 1534, fait renouveler ce placard « que, en Notre présence, y est-il dit, avons ce jourd'hui » fait lire aux États de tous nos pays de pardeça, assemblés vers Nous ».

L'on joint sub n° 3 l'édit et perpétuelle loi que le même Empereur a fait émaner, le 25 septembre 1550, en la ville Impériale d'Augsbourg, confirmé et renouvelé par Philippe, Roi de Castille, son fils, le 22 août 1556, en la ville de Gand.

Entre les dispositions de cet édit, qui tendent toutes à l'extirpation et proscription des hérésies, sectes et erreurs, l'article 8 est remarquable, par lequel il est dit : « à cause que plusieurs de nos dits Païs étant suspects » d'hérésie, et même de la secte des anabaptistes viennent à commencer ■ leur domicile pour infecter les simples gens ès places là où leur qualité » n'est connue, Nous, pour à ce obvier, voulons, ordonnons et statuons que » nul des habitans de nos dits Païs d'Embas, de quelque état, qualité ou » condition qu'il soit, ne sera admis ni reçu en ville ou village d'iceux Païs » pour y résider, n'est qu'il apporte certification du curé du lieu de sa » dernière demeure, laquelle certification il sera tenu exhiber au Chef- » Officier de ladite ville ou village où il voudra résider, à peine que ceux » qui n'apporteront pas telle certification, ne seront admis à y résider, » et enchargeons les officiers de s'informer soigneusement contre eux, et » y procéder comme il appartiendra, sans que nos dits officiers ou les » seigneurs particuliers et leurs officiers puissent à telles gens donner aucun » sauf-conduit ou gueleyde ».

L'on voit par l'extrait, joint sub n° 4, des instructions données, le 18 avril 1558, au Gouverneur et Capitaine général de ce duché de Luxembourg, qu'il lui ■ été enjoint de corriger et extirper les sectes réprouvées en notre mère la Sainte Eglise, suivant les placards sur ce ordonnés et publiés.

La lettre jointe sub n° 5, du 20 octobre 1559, de la duchesse Marguerite de Parme, Gouvernante générale des Pays-Bas, et la proposition faite de sa

part au Magistrat de la ville de Trèves, démontrent la sollicitude de cette Princesse à empêcher et prévenir que les troubles, qui s'étaient élevés dans la ville de Trèves par rapport à la religion, ne s'étendissent jusque dans cette province, et n'y portassent la contagion.

Par la lettre jointe sub n° 6, du 6 mai 1583, le prince Alexandre de Parme et de Plaisance ordonne au comte de Mansfelt, Gouverneur général de cette ville et province de faire les devoirs requis, afin qu'ensuite des lettres du dit Prince, écrites à la comtesse de Manderscheidt, elle envoyât son fils à l'université de Douai, pour y être instruit et préservé des sectes et hérésies, voulant Sa Majesté que la Religion catholique soit inviolablement entretenue et observée.

Par autre lettre, du 1^{er} mars 1584, jointe sub n° 7, le même Prince prescrit au comte de Mansfeldt d'itératives jussions à faire à la comtesse de Manderscheidt, et il ajoute : « Comme il y a grande raison de suspicion que » lesdits de Manderscheidt, même ceux qui sont sujets du Païs de Luxem- » bourg, se conduisent autrement que selon la Religion catholique, ce qui » serait contre la bonne intention de Sa Majesté, vous enchargeons de » prendre tel égard comme pour accomplissement de la volonté de Sadite » Majesté, et ordonnerez sur ce fait ce que trouverez être requis, et entendre » répondre » .

La pièce jointe sub n° 8, du 10 septembre 1592, fait voir que le Conseil de cette province, ayant fait saisir les biens des comtes de Manderscheidt, pour les contraindre à élever le jeune comte de Manderscheidt dans la Religion catholique, conformément aux placards, Sa Majesté aiant daigné lever cette saisie, eu égard à l'alliance qu'avait faite Thiry de Manderscheidt avec la fille du comte Joachim de Manderscheidt, et que ledit Thiry de Manderscheidt vivait selon la Religion catholique, et qu'il avait fait conster que son épouse vivait selon la même Religion, à charge néanmoins d'ainsi continuer.

Il conste aussi par l'extrait, joint sub n° 9, des griefs des États apostillés, le 31 décembre 1605, par l'archiduc Albert, que les États, aiant porté à la connaissance de ce Sérénissime Prince que le comte Aysel tenait sa résidence au château de Beaurepart, et y exerçait avec sa famille la Religion

réprouvée, ils ont supplié ce prince d'y pourvoir, et qu'à personne autre, de quelle qualité qu'elle soit, ne sera permis de pouvoir domicilier ni résider au Païs de Luxembourg et comté de Chiny, n'est qu'il soit de la Religion catholique, apostolique et romaine, à quoi il a été répondu que « l'intention » et volonté de Leurs Altesses n'est de souffrir en ce païs doctrine ou » exercice d'autre religion que catholique, et déjà ont écrit au comte de Berlaymont et Conseil de Luxembourg de pourvoir contre le scandale ici » mentionné, sachant bon gré à iceux Etats de l'avertissement ».

Il paraît par la pièce du 19 juin 1613, jointe sub n° 10, que par sentence du Conseil provincial du 25 janvier 1597, il avait été ordonné aux communs habitants de Cronenburg de ne point exercer d'autre religion que la catholique, et que comme cependant on s'était aperçu qu'au préjudice de cette sentence plusieurs sectes s'étaient établies audit endroit, il fut enjoint que les placards contre tels sectateurs seraient remis en pleine vigueur et seraient exécutés suivant leur teneur.

La lettre jointe sub n° 11, du 24 juillet 1616, prouve que le comte de Raesberg, demeurant à Raville, s'était adressé à l'archiduc Albert, afin qu'il lui fût permis de continuer sa demeure et vivre selon sa confession d'Augsbourg, sans en faire profession extérieure, ni commettre aucun scandale, mais sa demande ne lui a pas été accordée. Le Prince y déclare au contraire que si ledit Comte ne se veut conformer aux lois et placards observés au Païs de Luxembourg, il lui fera chose agréable de prendre ailleurs sa résidence.

Par autre lettre, jointe sub n° 12, du 15 juillet 1617, le Conseil de cette province, après avoir fait scavoir au comte de Manderscheidt qu'il lui était parvenu que les sectes et religions défendues étaient tolérées à Cronenburg et dans les villages de cette seigneurie, au préjudice de la sentence que le Procureur général avait obtenue contre les sectaires, lui enjoint, eu égard que cette tolérance est contraire, tant à l'autorité de la justice et aux volontés du Prince, qu'aux différents placards émanés sur cette matière, de faire faire dans la dite seigneurie toutes les recherches possibles, afin que s'il se trouvait que l'hérésie s'y fût glissée, il eut aussitôt à en chasser ceux qui en seraient infectés, et qu'il n'y souffrit aucune autre Religion que la Catholique et Apostolique.

La lettre circulaire du même conseil, en date du 3 décembre 1636, jointe sub n° 13, justifie que le Procureur général aiant fait connaître que plusieurs sectaires, de l'un et de l'autre sexe venaient de différens endroits s'établir dans cette province, le dit Conseil ordonna qu'en cas qu'il se trouverait quelques personnes qui ne seraient point de la Religion catholique, on aurait à les chasser incessamment, en purger la province, et ne point souffrir qu'ils l'habitassent plus longtems, à peine qu'il serait procédé contre eux, en conformité des placards émanés contre les Religionnaires.

Le même Conseil s'étant aperçu que l'on souffrait dans cette ville de Luxembourg des étrangers et même des domestiques qui étaient infectés de l'hérésie, il ordonna, par la lettre, jointe sub n° 14, du 6 février 1637, au Magistrat de cette ville, de faire publier au son de la caisse que tous ceux qui n'étaient point de la Religion catholique, grands et petits, jeunes ou vieux, auraient à se retirer de cette ville dans vingt-quatre heures, avec défense d'y revenir, à peine d'être fustigés, à moins que ceux qui se trouveraient en service ne fissent conster qu'ils fussent catholiques, lesquels, en ce cas y seraient soufferts jusqu'à nouvel ordre, avec défense à un chacun de donner le logement à ces sortes de sectaires, à peine d'une grosse amende.

Par sentence du dit Conseil, du 13 novembre 1648, jointe sub n° 15, portée à la poursuite du Substitut Procureur général, Baltasar Renders, de la ville de Cronembourg, a été déclaré suffisamment convaincu d'hérésie, et, en conséquence, condamné à abandonner et quitter non seulement le lieu de sa résidence et cette province, mais aussi tous les États de Sa Majesté, ne fût qu'il fit son abjuration et que dans le mois il en fit conster au greffe dudit Conseil.

Le même jour, il fut encore prononcé quatre autres pareilles sentences contre Gaspard Renders et Antoine Gemun, dudit Cronembourg, et Arnould Schmit et Everard Elsgen de Bassenheim, ainsi qu'il conste par la déclaration du premier Official du greffe du même Conseil, couchée au bas de la sentence ci-dessus.

Quand, en 1684, cette ville de Luxembourg, assiégée par les troupes de France, fut obligée de se rendre, le Prince de Chimay, qui en était gouverneur, présenta pour premier article de la capitulation, que la foi catholique,

apostolique et romaine serait gardée inviolablement en la ville, Païs, Duché de Luxembourg et comté de Chiny, sans qu'aucunes sectes ou hérésies y pussent être souffertes et tolérées en aucune sorte et manière.

Depuis ces différentes époques, les édits et ordonnances émanés pour le maintien et la conservation de la pureté de la religion catholique dans cette province y ont été ponctuellement observés et exécutés, de sorte que les hérétiques ni aucune secte n'y ont jamais été soufferts ni tolérés.

On peut en rapporter un exemple assez récent à l'égard du nommé Jean Conrard Sartorius, qui était de la religion reformée ou luthérienne, et auquel Frédéric Balèvre, marchand de la ville de Saarlouis, avait passé bail de la terre de Raville, où ledit Sartorius avait, en qualité d'admodiateur, fixé sa résidence.

Le Conseiller Procureur général du Conseil de cette province, informé de la religion que cet étranger professait, écrivit, en 1752, à son principal, Frédéric Balèvre, pour qu'il eût à mettre un autre admodiateur à la place dudit Sartorius. Balèvre aiant représenté audit Conseil qu'il était prêt à déférer à l'ordre du Procureur général, mais qu'il serait en péril évident de perdre ce que Sartorius lui devait, puisque celui-ci ne serait pas plus charmé que de retourner dans son païs, il demanda arrêt civil sur la personne de Sartorius, si mieux il n'aimait de donner à l'instant bonne et suffisante caution pour sa redevance à écheoir, ce qui lui fut accordé par le décret du 18^e octobre 1752, sur la requête jointe sub n^o 16.

Si de toutes ces dispositions générales on passe aux particulières, on y trouvera encore partout le même esprit et le même soin pour la conservation de la religion ; témoins les statuts et réglemens que Votre Majesté, de même que ses glorieux prédécesseurs ont daigné décréter pour les villes et leurs différens corps de métiers de cette province. Une des premières conditions pour y être reçu, c'est qu'il faut nécessairement faire conster que l'on est de la religion catholique, apostolique et romaine.

Si donc, depuis trois siècles, les augustes Souverains de ce païs ont fait publier tant d'édits et d'ordonnances pour réprimer les hérésies de leurs sectateurs, si le Conseil de cette province a constamment veillé à l'exécution de ces ordonnances et conservé la pureté de la religion entre les fidèles

sujets de Votre Majesté, si enfin les comtes Ayssel et de Raesberg n'ont pas pu continuer leur domicile dans cette province, à cause de la religion réprouvée qu'ils professaient, par quel motif de distinction est ce que Henri Hencke a mérité d'être placé au dessus de tant de constitutions si sages et d'être le premier d'entre les sectaires qui eût été souffert dans cette province?

Chaque année produit des monuments de la piété de Votre Majesté; cette piété est aussi pure et aussi éclairée que le zèle qui l'anime pour la conservation de la religion catholique est saint et précieux devant Dieu, et cependant l'on déclare au Magistrat de cette ville que Votre Majesté a lieu de s'attendre qu'il prendra à l'égard d'un sectaire le parti de la connivence et de la dissimulation, ainsi que le font en pareil cas les Magistrats des autres villes.

Mais que votre Majesté permette de le dire, cette connivence et dissimulation ne peuvent non plus se concilier avec ses gracieuses promesses qu'avec le bien de son Roïal service et le bonheur de ces sujets.

L'erreur et l'hérésie n'ont jamais corrompu cette province. Toujours fidèle, elle a constamment allié les devoirs de la Religion envers Dieu avec ceux de la soumission qu'elle devait à ses Souverains. Pendant les temps de troubles et de révoltes, elle s'est épuisée pour les secourir, et n'a pas cessé de veiller à se garantir de la contagion; elle est restée pure jusqu'à présent et sans aucun mélange d'hérésies, sous l'autorité et la protection des édits et ordonnances; cette pureté doit donc lui être conservée, puisqu'elle est le fruit et la récompense de sa fidélité, et qu'ainsi entre tous les droits, franchises et privilèges dont Votre Majesté a daigné lui promettre et jurer la conservation à son avènement à la couronne, elle est sans contredit le plus précieux dépôt dont elle puisse se glorifier.

Si le religionnaire Henri Hencke est toléré dans cette ville, sa femme et ses enfants, quand il en aura, y jouiront sans doute de la même indulgence, et voilà une progéniture transplantée ici, qui, au bout d'un certain espace de temps, peut se multiplier très considérablement, joint à cela que la tolérance étant une fois ouverte, il ne manquera pas de s'en présenter d'autres de la même secte, qui, sous prétexte de commerce ou d'autre avantage public, solliciteront la même liberté.

C'est donc ainsi que toutes les loix et les édits émanés pour empêcher

l'établissement des sectaires dans ce païs se trouveront sans effet, les Magistrats préposés à leur exécution auront les mains liées, et contre le propre de leurs charges ils devront conniver et dissimuler.

Cependant ces loix et ces édits n'ont pas été depuis trois cents ans jusqu'à présent si inviolablement observés, que les augustes législateurs n'aient été engagés à ainsi l'ordonner par des motifs aussi graves que par une nécessité indispensable.

Entre ces motifs on ne peut y méconnaître le premier et le principal, qui a toujours été un constant attachement à la Religion catholique et le zèle que ces pieux princes avaient d'y maintenir leurs sujets, pour concourir autant à leur félicité éternelle qu'à leur bonheur temporel.

Un deuxième motif ne s'y remarque pas moins clairement ; il consiste dans ce qu'il n'y a pas de plus ferme appui de la couronne des Souverains que la réunion des esprits de leurs sujets par la conformité de leur doctrine et de leur Religion.

Cette vérité se prouve par les effets funestes des divisions sur cette matière, car que de révoltes, que de cruautés, de sacrilège et de sang répandu, occasionnés, tant en France que dans les provinces des Païs-Bas, par les seules hérésies de Luther et de Calvin.

Cette ville, cette province a toujours eu le bonheur de conserver cette uniformité de foi et de doctrine, depuis les premiers temps du Christianisme, un même esprit a toujours rassemblé ses habitants autour des autels, et une même fidélité a bravé les temps orageux pour le soutien et la gloire de leurs augustes Souverains, mais si la tolérance est introduite, pourra-t-on s'attendre à une harmonie si parfaite, comme si différer sur le point de la religion ne contenait pas par soi-même une division qui affecte le plus étrangement le peuple ?

Une nouveauté si effrayante et si contraire à la constitution de cette province présentera, en effet, deux extrêmes toujours également dangereux, ou une division dans les esprits, comme on vient de remarquer, ou une atteinte aux saintes maximes de la Religion catholique.

Le Religieux domicilié dans cette ville ou dans cette province scandalisera les faibles ; les uns ne pourront le voir ni le souffrir sans haine et

dissension ; les autres, le voyant négliger ou plutôt mépriser les préceptes et les dogmes de la Religion catholique, un exemple si pernicieux flattera leurs passions, et donnant insensiblement dans l'erreur, ils s'écarteront du vrai chemin.

Henri Hencke doit, dit-on, être toléré dans cette ville, parce que le but principal de cet homme est d'y animer le commerce, et que d'ailleurs il était déjà domicilié dans les États de Votre Majesté.

Quant à son domicile, les treize maîtres ont déjà observé quel il a été, par leur très humble représentation faite à Votre Majesté, ce domicile, prétendument fixé à Schleiden, était frauduleux.

Après avoir été obligé de quitter Hespérange, village situé aux portes de cette ville, et possédé par la France, dans lequel il avait loué une maison, il lui a pris envie d'acheter au dit Schleiden une mesure de vil prix, pour, sous la protection de ce supposé domicile, éluder l'ordonnance du 3 septembre 1764, qui défend, sous peine de confiscation, à tous marchands étrangers de débiter dans cette province des marchandises sujettes au colportage, que préalablement ils ne fussent domiciliés dans ce pays, y payant les tailles, et ayant dans leur domicile une boutique ouverte, contenant les mêmes marchandises que celles qu'ils prétendent colporter, de quoi ils doivent faire conster par certificat des gens de loi.

Aussi un employé, soupçonnant la fraude de la part du dit Hencke, s'est transporté à Schleiden, et après s'être enquis de sa demeure, n'ayant trouvé ni domicile ni boutique, il est revenu en cette ville mettre arrêt et saisie sur les marchandises qu'il y avait exposées en vente au poids banal, et en a demandé le décrètement de la confiscation, comminée par la dite ordonnance du 3 septembre 1764.

D'ailleurs, quand le domicile de Hencke à Schleiden aurait été aussi réel qu'il était prétexté, il ne paraît pas, sous très humble correction, qu'il devrait lui servir de titre pour être recevable à le changer contre celui qui lui est accordé en cette ville, d'autant que Schleiden est une de ces terres de cette province que l'on y nomme franchises, qu'elle a des règles particulières et que, sans doute à cause de son voisinage avec l'Empire, on y a toujours tolérés des acatholiques.

Que Hencke se contienne donc dans cette terre, et qu'il y établisse son domicile, il se trouvera avec de ses frères ; mais qu'il figure comme habitant de la capitale de cette province, qui par sa situation n'a aucuns acatholiques pour voisins, et où, depuis qu'elle existe, il n'en a jamais été souffert, non plus que dans le reste du païs ; c'est la chose la plus extraordinaire que l'on ait jamais vue, et, en même temps, celle qui cause à tout le public la plus juste consternation.

Comment en outre, s'est-il introduit ici ? Sa tolérance lui attribue les privilèges les plus étendus et tels dont aucun sujet catholique de Votre Majesté n'y a jamais joui ; il n'est attaché à aucun corps de métiers, il n'est soumis à aucuns statuts, à aucunes règles dans le débit de ses marchandises, il exerce tel commerce qu'il veut, et comme il lui plaît, il ne supporte aucune charge publique avec la commune bourgeoisie, il est enfin volontaire, et rien ne le gêne.

Si, gratifié de tous ces avantages, cet homme doit animer ici le commerce, par quel principe pourra-t-il former des émules ? Les commerçants de cette ville, ne jouissant des mêmes libertés et franchises, ne pourront jamais entrer en concurrence avec lui, l'égalité étant ôtée, la préférence sera toute pour lui, et il l'enchaînera d'autant plus invinciblement, que, s'emparant de tout le débit, et ne contribuant en rien dans les aides et subsides et autres charges publiques avec la commune bourgeoisie, celle-ci se trouvera tout d'un coup privée de commerce, et sans soulagement du côté des impositions publiques ; elle languira dans la misère et le découragement, tandis qu'un étranger et sectaire triomphera du monopole.

Pour être accueilli de tant de faveur, Henri Hencke est-il venu apporter une nouvelle branche de commerce dans cette province ? Y a-t-il établi une manufacture, qui, occupant nombre de bras, et travaillant ses matières premières, y attirât l'argent de l'étranger, et, par une vaste main-d'œuvre y procurât une plus grande consommation de ses denrées ?

Non, il n'est ni manufacturier ni fabricant, il est tout au plus un simple commerçant, on le dit même commis d'un autre ; les marchandises qu'il débite, il les tire des fabriques des pays étrangers, comme font les autres marchands de cette ville.

Quel avantage résulte-t-il donc à la généralité pour acheter un homme si cher et aux dépens de tous les édits et ordonnances, de la Religion catholique, de la tranquillité publique et enfin de toute la bourgeoisie de cette ville?

Si, dans les autres villes des provinces des Pais-Bas, il se trouve des acatholiques d'établis, et qu'ils y soient tolérés par les magistrats, cet exemple ne paraît pas aussi devoir décider pour en introduire dans cette province, outre que ces autres provinces ont pour voisins des acatholiques, et que, par raison de réciprocité de commerce, cette tolérance y subsiste depuis très longtemps.

Ces provinces ne peuvent pas, d'ailleurs, se flatter d'avoir toujours été à l'abri de la contagion, mais comme celle de Luxembourg, depuis qu'elle a eu le bonheur de recevoir le Christianisme, a constamment triomphé de toutes les erreurs, pourquoi lui ôter ce vrai bien et introduire dans son sein des acatholiques pour troubler le repos des autres sujets et s'y enrichir à leurs dépens.

L'on croit que dans un État ou bien une province, où il se trouve un grand nombre d'acatholiques établis depuis longtemps, ce serait faire une plaie à l'État que de ne pas continuer à les y souffrir, dès lorsqu'ils ne cabalent point, et qu'ils se tiennent dans les bornes du respect et de la soumission.

Mais, si un État ne scauroit subsister sans Religion, si la Religion est le plus ferme appui du trône du Souverain, et le frein le plus puissant contre tous les crimes et les désordres, une même Religion entre tous les sujets et une Religion aussi pure et aussi sainte que la Catholique, ne doit-elle pas plus sûrement atteindre à ce but, que si une tolérance universelle, telle que les nouveaux philosophes la prêchent aujourd'hui si impudemment dans leurs écrits, avait rassemblé dans un État toutes les religions et les sectes du monde? Un État ainsi peuplé, quand même il le serait de tous pareils philosophes, serait certainement le composé le plus monstrueux aux yeux de Dieu et de tous ceux qui le connaissent et ont sa crainte en partage.

La sage politique paraît en effet enseigner qu'il faut laisser les choses, sur cette matière, dans l'état où on les trouve, puisque l'expérience a souvent

convaincu que les changements de religion donnent de trop grandes secousses à l'État, et qu'il s'en ébranle toujours plus ou moins.

S'il est permis de raisonner du grand au petit, l'établissement de Henri Hencke en cette ville est donc une nouveauté, qui, d'aucun chef, ne peut compâtrir ni avec le bien du service de Votre Majesté, ni avec ses promesses sacrées, ni avec la pureté de la religion de ses fidèles sujets, ni avec leurs soulagements et avantages temporels.

Aussi le titre de Reine apostolique, que Votre Majesté vient de renouveler sur sa personne sacrée, titre soutenu par tant d'actes de piété, annonce à toute cette ville et province que ce ne sera pas sous ce règne, qui a toujours été le plus ferme appui de la Religion catholique, que les premiers protestants viendront par leur établissement ternir la gloire si justement acquise à ce païs, pour avoir toujours été aussi fidèle à Dieu qu'à ses augustes souverains.

C'est dans cette ferme confiance que les remontrants se prosternent aux pieds de Votre Majesté, et la suppliant avec la soumission la plus respectueuse que son bon plaisir soit de défendre l'établissement des acatholiques dans cette ville et province, de faire ordonner au dit Henri Hencke d'en retirer incessamment son domicile, et de le transporter ailleurs, sauf à lui de le fixer à Schleiden, où il s'est dit ci-devant domicilié.

Fait à Luxembourg, le 14^e février 1769.

(S.) WILLIBRORD, abbé de Saint-Maximin.

ETIENNE, abbé d'Orval.

Le Baron DE BOLAND.

F. D'ORSINFAING.

P. GERARDY.

LORENT.

(Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 707.)

ANNEXES : 1. Copie de la requête des Treize maîtres de la ville de Luxembourg. — 2. Copie du placard édicté contre les luthériens par Charles-Quint, le 7 octobre 1534. — 3. Copie de l'Édit perpétuel, donné à Augsbourg le 25 septembre 1550. — 4. Copie des institutions données, le 8 avril 1550, au Gouverneur du Luxembourg. — 5. Dépêche de la Gouvernante générale des Pays-Bas au Magistrat de Trèves. — 6. Instruction d'Alexandre Farnèse au comte de Mansfeldt relativement à la comtesse de Manderscheidt. — 7. Nou-

velles instructions du même au même. — 8. Levée, par le Roi d'Espagne, de la saisie des biens des comtes de Manderscheidt, opérée pour cause d'hérésie, 10 septembre 1592. — 9. Apostille de l'archiduc Albert du 31 décembre 1605. — 10. Sentence rendue par le Conseil de Luxembourg le 23 janvier 1597, reproduite dans un acte du 19 juin 1613. — 11. Dépêche de l'archiduc Albert au comte de Riesberg, 24 juillet 1616. — 12. Dépêche du Conseil de Luxembourg au comte de Manderscheidt, 15 juillet 1617. — 13. Circulaire du même Conseil en date 3 décembre 1636. — 14. Dépêche du même Conseil au Magistrat de la ville de Luxembourg, 6 février 1637. — 15. Sentence rendue par le même Conseil le 13 novembre 1648. — 16. Requête de Frédéric Balèvre au Conseil de Luxembourg, 18 octobre 1752.

III

Mémoire présenté par le feu comte de La Marck au comte de Cobenzl, et présenté de nouveau, le 3 février 1777, par le duc d'Arenberg au prince Charles de Lorraine.

Transaction Caroline conclue, en 1546, entre Charles-Quint et Theodorich de Manderscheidt.

— La liberté de conscience est accordée aux habitants du comté de Schleyden, en vertu de ladite transaction. — Inconvénients qui résultent, pour les protestants du comté, de la destruction de leur temple. — Requête des protestants en vue d'obtenir le rétablissement du temple et d'une école. — Le comte de La Marck recommande les suppliants à la bienveillance de l'Impératrice. Il fait valoir en leur faveur des arguments d'ordre économique. — Intervention du Procureur général du Conseil de Luxembourg. — L'affaire est renvoyée aux Fiscaux du Grand Conseil de Malines. — Décision du prince Charles de Lorraine.

L'Empereur Charles, comme duc de Luxembourg, et Theodorich, comme comte de Manderscheid, Schleyden et Cronembourg, voulant mettre fin à des contestations, qui duraient depuis environ un siècle, au sujet des droits prétendus par les ducs de Luxembourg, que les comtes de Manderscheid, Schleyden et Cronembourg prétendaient ne leur être point dus, consentirent, en 1545, de nommer chacun deux commissaires pour discuter leurs droits respectifs.

Charles nomma Charles Boiseaux ⁽¹⁾ et Violius Schwichem ⁽²⁾; et Theodorich nomma Pierre de Monheim et Jean de Zanthis.

(1) Boisot (Charles), homme d'État et homme de guerre, † 1575. Voir, sur ce personnage, la notice de T. JUSTE, dans la *Biographie nationale*, t. II, p. 619.

(2) Aytta de Zuichem (Viglius d'), président du Conseil d'État et du Conseil privé, 1507 † 1577. Voir la notice de T. JUSTE, dans la *Biographie nationale*, t. I, pp. 590-591.

Ces quatre commissaires, après avoir travaillé, pendant le cours d'une année, à discuter les droits respectifs des duc et comte qui les avaient nommés leurs commissaires à cet effet, firent, en 1546, une transaction appelée *Caroline*, que Charles, duc de Luxembourg, et Theodorich, comte de Manderscheid, Schleyden et Cronembourg, promirent d'exécuter très religieusement, eux, leurs enfants et successeurs.

Par cette transaction, datée du 12 novembre 1546, signée Pierre de Monheim et Jean de Zanthis, le comte Theodorich de Manderscheid, Schleyden et Cronembourg, tant en son nom que pour ses enfants et successeurs, se reconnut vassal de Charles, duc de Luxembourg, de ses enfants et successeurs, qui consentit, ainsi que le porte l'article III^e de la *Transaction Caroline*, de laisser jouir Theodorich, comte de Manderscheid, Schleyden et Cronembourg, lui et ses enfants et successeurs, des mêmes titres honorifiques et prérogatives sur leurs sujets de Manderscheid, Schleyden et Cronembourg, dont ils jouissaient avant la dite transaction.

La possession intacte, laissée par le duc de Luxembourg aux comtes de Manderscheid, Schleyden et Cronembourg, pour lui, ses enfants et successeurs, de tous les droits et prérogatives dont ils jouissaient avant la transaction, est bien prouvée.

Il paraît donc, sans réplique, que le comte de La Marck, seigneur de Schleyden, en doit jouir comme ont fait ses ancêtres.

C'est en conséquence de l'article III^e de la *Transaction Caroline* que les comtes de Manderscheid, Schleyden et Cronembourg ont toujours accordé la liberté de conscience aux sujets de leur dit comté de Schleyden, et il n'y a en aucun acte de révocation fait entre les ducs de Luxembourg et les comtes de Schleyden à ce sujet, la transaction s'observant toujours de part et d'autre, selon sa forme et teneur.

Il a subsisté un temple dans la ville de Schleyden jusqu'en 1623, et les Réformés et Luthériens y ont fait l'exercice de leurs religions ouvertement et sans que les fonctions en fussent troublées en aucune manière.

Philippe, comte de La Marck, baron de Lumay, épousa, en 1587, Catherine, fille de Theodorich de Manderscheid, seigneur de Schley-

den et de Cronenburg, et, par cette alliance, devint seigneur de Schleyden ⁽¹⁾.

Il était catholique romain, et, par cette raison, protégea sa religion, de préférence à la réformée et à la luthérienne, sans cependant empêcher ses sujets qui étaient de l'une de ces deux dernières religions de les professer.

Le temple qui était à Schleyden ayant été détruit, les sujets réformés et luthériens se sont trouvés forcés d'aller à Gemünd, dans le pays de Juliers, pour y remplir les devoirs de leurs religions, et d'y envoyer leurs enfants, pour être instruits par les ministres; les villages du comté de Schleyden, où résident les familles réformées et luthériennes, étant éloignés d'environ trois lieues de Gemünd, elles ne peuvent assister tous les dimanches, en hiver surtout, au service divin qui se dit dans leurs temples, ce qui occasionne l'émigration de plusieurs des dites familles, le dépeuplement des villages et la misère dudit comté.

Les réformés et luthériens, qui, étant les habitants et les sujets les plus riches et les plus laborieux, sont les plus imposés aux tailles et subsides que paient à la Reine ⁽²⁾ les habitants du comté de Schleyden, sont de fidèles sujets, fort attachés à leur seigneur, et remplissant parfaitement leurs devoirs envers lui.

Ils lui ont présenté une supplique pour obtenir le rétablissement du temple luthérien de Schleyden et des écoles, s'engageant, par les serments les plus solennels, à n'y laisser entrer aucun enfant catholique.

Le comte de La Marck, pénétré du plus profond respect pour Sa Majesté l'Impératrice-Reine, n'a pas voulu, quoique très autorisé par la *Transaction Caroline*, donner une permission authentique aux suppliants de rétablir leur temple, sans en avoir fait part à ses ministres, pour en rendre compte à Sa Majesté.

(1) Philippe de La Marck occupa la seigneurie de Schleiden, avec l'aide des troupes électorales de Cologne, au détriment de la veuve de Thierry VI, dont c'était le douaire. Sur cette lutte, voir DE CHESTRET DE HANEFFE, *Histoire de la Maison de La Marck, y compris les Clèves de la seconde race*, pp. 222 à 224.

(2) C'est l'Impératrice Marie-Thérèse que l'on désigne sous ce titre. Elle était Reine de Bohême et de Hongrie.

Le comte de La Marck la supplie de protéger ce projet, qui est le seul moyen de remettre l'abondance dans le comté de Schleyden, attendu les manufactures de draps, peaux et autres marchandises propres à faire fleurir le commerce, qui se rétabliraient, les manufacturiers et ouvriers, tous réformés et luthériens, n'ayant abandonné ledit comté qu'après la destruction de leur temple, pour aller à Gemünd et autres villes du pays de Juliers, où ils ont des temples.

Si le comte de La Marck refuse aux suppliants de leur accorder leur demande, il en résulte deux inconvénients considérables : le premier, l'émigration d'une partie des familles de ces deux religions, ce qui occasionnera la ruine totale du peu de commerce dudit comté ; et le second, l'impossibilité où seront les habitants catholiques de payer à Sa Majesté les subsides établis et imposés par ses ordres sur ce pays.

C'est d'après toutes ces considérations que le comte de La Marck se déterminera volontiers à promettre aux suppléants le rétablissement de leur temple dans la ville de Schleyden, où il n'a cessé de subsister que par la dévotion outrée du comte Philippe de La Marck, qui ne se contenta pas d'en donner des preuves dans cette circonstance, mais qui en donna encore de bien plus onéreuses à ses ascendants, en donnant à l'abbaye de Reinfeld une partie des dîmes du comté de Schleyden, qui lui appartenaient.

L'exécution de ce projet, approuvé par Sa Majesté l'Impératrice-Reine, fera reflourir le commerce dans le comté de Schleyden, et mettra les habitants plus en état de lui payer les taxes qu'on y impose par ses ordres, et donnera au comte de La Marck de nouvelles preuves de la religieuse observation que met Sa Majesté dans les transactions faites par ses ancêtres.

Le comte de La Marck sera toujours très attentif à observer avec la plus grande exactitude tous les articles de la *Transaction Caroline*, selon sa forme et teneur.

(Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 708.)

Le 28 juin 1775, le Procureur général du Conseil de Luxembourg avait signalé « l'usurpation » du comte de La Marck.

Par dépêche du 8 mai 1776, le prince Charles de Lorraine prescrivit

aux Conseillers fiscaux du Grand Conseil de Malines d'examiner la question de savoir si le comte devait, de ce chef, être jugé par le Grand Conseil, ou s'il devait être renvoyé devant le Conseil de Luxembourg.

Nous n'avons pu découvrir la réponse des Fiscaux. Mais, le 3 février 1777, le Conseil privé exprima l'avis que le duc, en autorisant les réformés de Schleiden à pratiquer librement leur culte, avait empiété sur les pouvoirs du Souverain, et que cette usurpation devait être réprimée « à moins que de » vouloir lui abandonner (au duc) la souveraineté sur la terre de Schleiden, » dont Sa Majesté est dans la possession la plus constante, depuis plusieurs » siècles ».

En marge :

« Le duc m'a déclaré qu'il n'avait, dans ce qu'il a fait à la suite d'une » disposition plus positive de son beau-père, pas eu l'intention d'excéder » dans les droits qu'il pouvait avoir, et que, du moment où il a eu connais- » sance de la difficulté, il avait fait cesser et retirer l'autorisation accordée, » de manière qu'il n'en serait plus question. »

(S.) CHARLES DE LORRAINE.

(Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 708.)

IV

Liste des protestants de Schleyden et environs, qui se sont engagés par acte reçu devant la justice du lieu, le 25 mars 1785, à acheter un terrain pour y bâtir une église.

VILLE DE SCHLEYDEN.

G. Enders.	Jacq. Vüth.
Trautman.	P. Crum.
J. Scheffer.	J.-G. Scheffer.
J.-H. Scheffer.	H. Brock.
J.-A Schlossman.	J. Peters.

VILLAGE DE GRONSFELD.

A. Wahl.	P. Keuth.
M.-H. Hens.	J. Hens.
E. Neunonch.	M. Hellendahl.
P. Thass.	J. Franzen.
H. Thusz.	J.-M. Wahl.
J.-B. Lammerts.	J.-M. Frantzen.
J.-W. Breuer.	J.-W. Keuth.
J.-P. Staff.	M.-P. Lammert.
Cath. Lammert.	J.-A. Lammert.
J.-F. Mittib.	P. Müller.
J. Lambert.	Cath. Frantzen.
F. Peters.	

VILLAGE DE HARPERSCHIED.

F. Staff.	P. Staff.
Ant. Breuer.	J. Stosz.
Michel Staff.	J.-H. Stosz.
Jean-Daniel Lammert.	P. Hens.
J.-M. Staff.	J.-H. Hens.
M. Hemmes.	P. Heutz.
P. Lamert.	J. Van Lemmert.
J.-P. Görres.	J.-P. Schertzer.
Cath. Hens.	Ant. Heutz.
M. Cath. Jontges.	Rod. Görres.
M. Wahl.	P.-A. Heimrich.
F. Staff.	Herm.-Guill. Lamert.
P. Görres.	J. Vogel.
J. Guill. Schertzer.	F. Joentges.

NOTES ET DOCUMENTS

VILLAGE DE SCHONENSEIFFEN.

J.-P. Muller.	J. Wahl.
Gertr. Wiesen.	Phil. Horntgen.
J.-G. Miss.	Dan. Lommert.
J.-P. Miess.	M.-Cath. Muller.

VILLAGE DE DOMMERSBACH.

J. Hellendahl.	M. Hörntges.
----------------	--------------

VILLAGE D'INGERSBERG.

Ant. Görres.	J. Speck.
M.-G. Hertzwourm.	

VILLAGE D'EICHEN.

M. Hertzwourm.	J.-P. Hellendahl.
J.-G. Staete.	J.-P. Hertzwourm.

VILLAGE DE CALL.

J.-P. Steuer.	M. Wilhelm.
L.-P. Vogel.	Chr. Krieger.
H. May.	

VILLAGE D'OBERHAUSEN.

J.-Arm. Scheffer.	P. Huberts.
J.-P. Matheis.	J.-P. Speck.
M. Wilhelm.	H.-J. Mengelbier.
F. Mengelbier.	J.-W. Speck.
J. Mengelbier.	J. Bungenberg.
J.-H. Hubertz.	H. Thuss.

VILLAGE DE WIESGEN.

M.-C. Leistert.

J.-B. Bungenberg.

Math. Leistert.

(Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 708.)

V

Dépêche adressée, de Bruxelles, le 4 mai 1785, par les Gouverneurs généraux au Conseiller Procureur général de Luxembourg touchant la question du temple réformé dans le comté de Schleiden.

Le Procureur général s'efforcera de mettre d'accord les dissidents sur les moyens à mettre en œuvre pour réaliser les effets de l'Édit de tolérance. — Au cas où cet accord ne pourrait s'établir, les intéressés seraient autorisés à pratiquer leur culte, mais un culte privé. — Le nombre de cent familles ne doit pas être exigé.

L'EMPEREUR ET ROI,

Cher et féal, sur le rapport qui nous a été fait des demandes des protestants établis dans les différents endroits du comté de Schleiden, ainsi que de la circonstance que ceux domiciliés dans les villages d'Hellendaele, Kirscheffen et Blumendahl ne seraient pas d'intention de contribuer avec les autres aux frais nécessaires pour une église et une école que les suppliants désireraient d'avoir à Schleiden, Nous vous faisons la présente, à la délibération des Sérénissimes Gouverneurs généraux des Pays-Bas, pour vous dire que c'est Notre intention que vous indiquiez, tant aux suppliants qu'aux habitants des trois villages susmentionnés, un jour, pour lequel leurs constitués respectifs pourront se rendre chez vous, munis de leur commission, pour s'expliquer et s'arranger sur cette affaire, touchant laquelle vous leur

proposerez l'arrangement que vous trouverez le plus convenable afin de les mettre d'accord sur le moyen de se procurer les effets de ce que Nous avons ordonné touchant le libre exercice de la religion protestante dans ce pays.

Et pour le cas qu'il serait impossible de les mettre d'accord sur ce point, et que, ni conjointement ni séparément, ils ne pourraient se procurer les fonds indiqués par Nos déclarations touchant la tolérance, Nous vous autorisons à leur déclarer que, jusqu'à ce qu'ils pourront fournir ou assigner ces fonds, il leur est libre de vaquer au culte privé de leur religion et de pourvoir à l'instruction particulière de leurs enfants, dans telle maison qu'ils trouveront convenable, en employant tel ministre et tel maître d'école de la religion protestante qu'ils jugeront propre à cette fin, moyennant qu'ils se conforment en tout aux règles de police et qu'ils évitent tout scandale contre la religion catholique, sur quoi il sera dressé dans ce cas des ordres et instructions à ceux qu'il appartient.

Vous ne devez pas, du reste, vous arrêter, dans les propositions que vous ferez, à ce que le nombre des protestants serait moindre que de cent familles, si d'ailleurs les autres conditions énoncées dans Nos déclarations sur la tolérance sont remplies.

Vous vous acquitterez au plus tôt de cette commission, et vous en porterez sans délai le résultat à Notre connaissance, pour que Nous puissions y disposer et faire parvenir Nos intentions ultérieures sur la matière.

A tant, cher et féal, Dieu vous ait en sa sainte garde.

De Bruxelles, le 4 mai 1785.

Par ordre de Sa Majesté,

(S.) P. MARIA.

Au Conseiller Procureur général de Luxembourg.

(Archives du grand-duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil.*)

VI

**Dépêche adressée aux Gouverneurs généraux des Pays-Bas, le 25 août 1785,
par le Procureur général du Conseil de Luxembourg.**

Propositions faites par les dissidents, en vue de la construction d'un temple
et d'une maison d'école.

Après avoir rappelé les précédents, le Procureur général expose qu'il a demandé aux protestants de lui envoyer des délégués avec lesquels il tentera de négocier un accord.

« Je leur ai fait différentes propositions d'accommodement sur le moyen de se procurer les effets de ce que Votre Majesté a ordonné touchant le libre exercice de la religion protestante dans cette province, en cherchant principalement qu'ils s'unissent à bâtir conjointement une église et une école, mais toutes mes propositions à cet égard furent inutiles; chaque partie a persisté à avoir son église.

» J'ai fait observer à ces commis ⁽¹⁾ que les procurations qu'ils m'avaient produites ne contenaient pas les fonds nécessaires et indiqués par la déclaration de Votre Majesté touchant la tolérance, et comme, après de longues conférences avec ces commis, je me suis aperçu qu'ils auraient bien de la peine, surtout ceux de Schleiden, de pouvoir fournir ces fonds, je leur ai déclaré, conformément à l'autorisation que Votre Majesté m'a donnée par cette dépêche, que, jusqu'à ce qu'ils pourront fournir ou assigner ces fonds, il leur est libre de vaquer au culte privé de leur religion et de pourvoir à l'instruction particulière de leurs enfants, dans telle maison qu'ils trouveront convenable, en employant tel ministre ou maître d'école de la religion protestante, qu'ils jugeront propre à cette fin, moyennant qu'ils se conforment en tout aux règles de police et qu'ils évitent tout scandale contre la religion catholique.

» Les commis m'ayant prié de, avant de faire rapport à Votre Majesté, leur accorder un délai de deux mois, à l'effet de pouvoir rendre compte à

(1) C'est-à-dire aux délégués.

leurs principaux, tant des propositions que je leurs ai faites, que de voir s'ils ne pourraient pas fournir les fonds nécessaires à ces édifices, je les ai réassignés au 18^e de ce mois.

» A ce jour, personne n'est comparu de la part de ceux de Schleiden; mais les commis de Hellendahl, Kirschenseiffen et Blumendahl m'ont remis la résolution de laquelle il conste :

» 1^o Que la veuve de Jean Matheis, Jean-Guillaume Speck et Herman Thosse veulent donner un terrain de quinze verges en quarré, si Votre Majesté daigne permettre à ces trois villages de se bâtir une église et une maison d'école.

» 2^o Que les experts ont estimé l'érection et construction des deux bâtiments à cinq mille trois cents florins de cette province, et que les étrangers ont promis de donner à cet effet un secours de huit cents florins.

» 3^o Tous ceux qui ont accédé à cet acte se sont obligés solidairement non seulement de payer les quatre mille cinq cents florins restants, mais aussi, et sous la même obligation solidaire, d'entretenir ces bâtiments et de payer les salaires du ministre et du maître d'école.

■ Ils posent en fait que c'est sur ce pied qu'ils ont toujours contribué à l'entretien de l'église et du ministre au pays étranger.

» Ils sont au nombre de cent six qui ont signé cette résolution.

» Les habitants de ces trois villages m'ayant remis la requête qu'ils ont présentée à Votre Majesté, le 7 du mois de mai dernier, avant que je n'avais reçu la dépêche de Votre Majesté du 4 du même mois, ainsi que je l'ai dit ci-dessus, je l'avais communiquée à l'Officier de Schleiden, pour qu'il m'y donne sa déclaration.

» Il m'a, en conséquence, remis son rapport ci-joint, où il observe, entre autres inconvénients qui résulteraient, si Votre Majesté permet aux suppliants de bâtir au village de Kirchenseiffen, celui que le commerce se retirerait insensiblement hors de la domination de Votre Majesté, et que l'établissement de cette église servirait plutôt à la commodité et avantage des protestants étrangers qu'à ceux de la province de Luxembourg.

» Je supplie Votre Majesté de me permettre d'observer que l'obligation soli-

daire à laquelle ces habitants se sont soumis par l'acte ci-dessus cité, de fournir à la construction de l'oratoire et de l'école, ainsi qu'à l'entretien du ministre et du maître d'école, est très onéreuse, et peut tendre à la ruine successivement d'une grande partie de ces habitants, et il ne me paraît pas, d'après la déclaration de Votre Majesté, du 1^{er} mai 1782, que ce soient là des moyens de pourvoir d'une manière solide à la dépense que les suppliants devront faire.

» Je me remets néanmoins, etc.

■ (S.) D'OLIMART. »

Luxembourg, le 25 août 1785.

(Archives du grand-duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil.*)

VII

Rapport adressé au Procureur général du Conseil du Luxembourg par Bégasse ⁽¹⁾, 17 mai 1785.

Il propose d'ériger un seul temple pour tous les dissidents du comté.

La ville de Schleiden est l'endroit qui convient le mieux à cet effet.

MONSIEUR,

Sa Majesté Impériale et Royale ayant fait émaner l'*Édit de tolérance*, par où le libre exercice de la religion protestante est permis sous de certaines conditions et restrictions dans les Pays-Bas, la plus grande partie des sujets protestants de la terre de Schleiden, consistant en nonante-huit familles, s'est adressée au gouvernement de Bruxelles, ayant présenté une requête à cet effet, pour obtenir la permission de pouvoir bâtir une église dans le bourg de Schleiden, endroit le plus propre et situé justement

(1) Dans le protocole de la séance tenue par le Conseil privé, le 21 novembre 1785, Bégasse est qualifié de « Principal officier de la terre de Schleiden ».

au centre de ladite terre, outre que c'est la résidence ordinaire du seigneur, qui, naturellement, préférerait que l'église soit plutôt bâtie dans cet endroit que dans un autre.

Malgré cette raison, avouée la plus juste de tout le monde, puisqu'une église doit être située dans l'endroit le plus à portée pour la commodité de tous les sujets, trois villages, situés sur les frontières, appelés Hellendahl, Kirscheiffen et Blumendahl, se sont avisés de s'adresser pareillement au gouvernement, à l'exclusion de tous les autres villages, pour le même sujet, c'est-à-dire pour avoir la permission de bâtir une église dans un de ces trois villages, et, selon l'ouï-dire, le gouvernement, avant que de décider pour l'un ou l'autre parti, doit avoir demandé l'avis de Monsieur le Procureur général de Luxembourg.

Dans cette position, Monsieur, j'ai l'honneur de vous observer :

1° Que le nombre de tous les protestants de la terre de Schleiden, pris ensemble, suffit à peine pour faire la dépense de bâtir une église.

2° Les trois communautés contraires font le plus petit nombre, quoiqu'ils se vantent de faire le plus grand, à raison qu'ils comprennent des autres sujets protestants d'une terre d'Empire voisine dans ledit nombre.

3° A bien considérer les choses, on croit ici que les protestants se pourraient contenter, si Sa Majesté leur accorde la permission pour bâtir une seule église au centre de la terre de Schleiden ⁽¹⁾, pour la commodité de tous et chacun, dont tous les villages-frontières sont éloignés à peu près à une lieue et demie.

4° Dans la supposition que ces trois communautés contraires à la pluralité obtiendraient la permission de bâtir une église aux frontières, ce sera plutôt pour la commodité des étrangers que des sujets de Sa Majesté.

5° Par là, le commerce se tirerait insensiblement hors de la domination de Sa Majesté, puisque tous ces trois villages sont moitié terre d'Empire.

(1) Dans une autre dépêche, datée du 2 juin 1785, Bégasse signale le fait « que c'est à Schleiden que les habitants protestants des six villages ont eu de tout temps leur cimetière ». (Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 1293 ancien.)

6° Outre que la plus grande partie s'obstinerait de continuer à aller à Gemundt, dans le pays de Juliers, comme ils ont toujours fait jusqu'ici, plutôt que de se joindre à ceux-là, et être obligés de faire le même chemin comme du passé.

Ce sont les motifs, Monsieur, qui m'obligent dans ma qualité de vous faire ce très humble rapport, espérant que vous jugerez vous-même qu'il sera plus convenable pour l'intérêt de Sa Majesté et du Seigneur, qu'une seule église soit érigée dans la petite ville de Schleiden.

Ayant l'honneur d'être, etc.

(S.) BÉGASSE.

Schleiden, ce 17 mai 1785.

(Archives du grand-duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil.*)

VIII

Protocole de la séance tenue par le Conseil privé, le 21 novembre 1785.

Le Conseil propose d'autoriser les protestants des villages de Hellenthal, Kirscheiffen et Blumenthal à bâtir un oratoire et une maison d'école, en se conformant aux stipulations de l'Édit de tolérance.

Après avoir rappelé les rétroactes de l'affaire,

■ Le Conseil observe que, suivant les avis, tous les protestants du comté de Schleiden ont contribué jusqu'à présent aux frais de l'oratoire et du ministre de cette religion qui se trouvent hors de la domination de Sa Majesté, dans le voisinage du même comté, et qu'il n'est rien moins qu'apparent que, tandis que cette situation sur terre étrangère ne les a point engagés à y fixer leur domicile, ils iront quitter la domination de Sa Majesté, lorsqu'il y aura un oratoire et une école pour eux dans le comté de Schleiden même.

» La crainte de la fraude semble être aussi un prétexte, par lequel ceux du bourg de Schleiden et l'officier de cette terre tâchent d'engager le gouvernement à vouloir forcer les protestants des trois villages situés vers les confins de l'Empire à concourir et contribuer malgré eux à l'établissement d'un oratoire et d'une école dans le bourg ou au centre de ce comté.

» Le Conseil ne trouve point, du reste, que ce serait l'intention de Sa Majesté que l'on fournisse une hypothèque et des fonds réels et perpétuels, pour permettre un pareil établissement, dès que les protestants qui le demandent procurent les deniers nécessaires, et s'obligent même solidairement pour la première construction et l'entretien.

» Le nombre de ceux qui forment cette demande est considérable; la circonstance que des étrangers veulent bien y contribuer pour une somme, au lieu que jusqu'à présent les sujets de Sa Majesté en payaient une aux étrangers au même effet, fait une raison de plus pour ne point se refuser à leurs instances, et les autres protestants du comté de Schleiden peuvent, s'ils le trouvent convenir, suivre leur exemple, ou profiter de la permission de vaquer autrement au culte privé de leur religion.

» Le Conseil résolut, d'après ces observations, de proposer à Leurs Altesses Royales de charger le Conseiller Procureur général de Luxembourg de faire connaître aux protestants des villages de Hellendaele, Kirscheiffen et Blumenthal, qu'ils peuvent bâtir un oratoire et une école sur le terrain désigné dans l'acte de leur soumission, et y établir et entretenir un ministre et un maître d'école de leur religion, sur le pied et aux charges énoncées dans le même acte, en se conformant aux déclarations de Sa Majesté relativement à la tolérance. »

Plus bas :

« Nous nous conformons,

MARIE, ALBERT. »

(Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 708-1293 ancien.)

IX

Décret impérial du 26 novembre 1785, en cause des protestants
de Schleiden.

L'EMPEREUR ET ROI,

Cher et féal,

Sur le rapport qui Nous a été fait de celui par lequel vous rendez compte du résultat des conférences que vous avez eues avec les constitués des protestants établis dans le bourg de Schleiden et dans les environs de ce bourg, d'un côté, et les constitués des protestants des villages d'Hellendaele, Kirchseyfen et Blummendael, dépendant également du comté de Schleiden, mais situés vers la frontière de l'autre côté, ainsi que des propositions que vous leur avez faites pour les mettre d'accord au sujet de la construction d'un oratoire et d'une école, et de l'établissement d'un ministre et d'un maître d'école de leur religion,

Nous vous faisons la présente pour vous dire que, puisque les deux parties ne peuvent ou ne veulent point s'arranger pour un oratoire, une école, ainsi qu'un ministre et un maître d'école de leur religion, dont ils feraient tous ensemble la dépense en commun, et que ceux des villages de Hellendall, Kirschefffen et Blumendael offrent de se charger en leur particulier des frais de la construction d'un oratoire et d'une école, ainsi que de l'entretien de ces bâtiments et au surplus de ceux relatifs au ministre et au maître d'école protestants à y établir; qu'on offre de leur céder gratuitement à cet effet un terrain convenable, et que des protestants étrangers sont même prêts à contribuer une somme de huit cents florins à cette fin; c'est Notre intention que vous leur fassiez connaître que Nous leur permettons d'accepter et d'exécuter les offres susmentionnées, qu'ils construisent et entretiennent en conséquence l'oratoire et l'école qui en font l'objet, et qu'ils y aient à leurs frais un ministre et un maître d'école de leur religion, moyennant qu'ils se conforment à ce qui est énoncé dans Nos déclarations concernant la tolérance.

Vous en donnerez part à tous ceux qu'il appartient, et vous surveillerez à ce qu'il n'arrive aucune difficulté ni aucun inconvénient à cet égard.

A tant, cher et féal, Dieu vous ait en sa sainte garde.

De Bruxelles, le 26 novembre 1785.

Par ordonnance de Sa Majesté,

P. MARIA.

(Archives du grand-duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil.*)

X

Réponse donnée de la part de Son Altesse Madame la Duchesse d'Arenberg aux protestants luthériens d'Hellendhal, Kirscheiffen et Blumendahl.

La duchesse leur accordera l'autorisation de se bâtir une église, s'ils veulent s'entendre avec leurs autres coreligionnaires du comté pour couvrir les frais de l'entreprise.

Vu la supplique que les constitués d'entre les habitants des villages de Hellendahl, Kirscheiffen et Blumendahl, de la Confession d'Augsbourg, au comté de Schleiden, ont présenté à Son Altesse le Duc d'Arenberg, et que ce prince a renvoyée à Madame la Duchesse d'Arenberg Douairière, sa mère, comme Dame et Comtesse de Schleiden,

Je soussigné, Intendant général de la Maison d'Arenberg, en l'absence de Madite Dame Duchesse, de qui je suis constitué généralement, et pour et en son nom, déclare aux suppliants que, par apostille du 21 décembre 1785, conclue sur la requête à elle présentée, au nom des sujets protestants du comté de Schleiden, savoir des habitants des villages de Grondseldt, Harperscheidt, Schonenseiffen, Gangfort, Coll, Eichen, Wisgen, Oberhausen, Ingersberg, joint à eux ceux de la ville de Schleiden, Madite Dame Com-

tesse de Schleiden leur a permis de bâtir, sur le cimetière dont ils usent audit Schleiden, un oratoire et demeure nécessaires tant au logement d'un ministre que d'un maître d'école.

Que si ces suppliants veulent se réunir aux protestants des endroits susmentionnés et concourir avec eux aux frais ainsi qu'aux compétences des ministres, maîtres d'école et autres nécessités de l'établissement, à quoi elle les exhorte, en place d'un oratoire, on leur accordera la permission de se bâtir une église.

En foi de quoi j'ai signé et muni les présentes du sceau aux armes de Son Altesse Monseigneur le Duc d'Arenberg.

A Bruxelles, le 13 janvier 1786.

(S.) GENDEBIEN.

Inscrit au registre des octrois et commissions reposant à la Secrétairerie de l'hôtel d'Arenberg commençant le 21 d'avril 1776, f° 79.

Pour copie conforme à l'original.

(S.) BÉGASSE.

Pour expédition et enregistrement de l'apostille à
leur requête 4 couronnes.

Au sergent, pour citation des députés 20 sols.

4 couronnes 20 sols.

Est payé.

(S.) BÉGASSE.

(Archives du grand-duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil.*)

XI

Billet du Procureur général du Conseil de Luxembourg à Jean Frantzen, négociant luthérien à Hellendhal, 13 février 1786.

MONSIEUR,

Pour réponse à votre lettre du 31^e janvier dernier, je vous adresse ci-joint une lettre pour M. Bégasse, votre officier, que vous ferez bien de lui remettre en mains propres.

Si, après cela, on vous fait encore des difficultés relativement à la construction de l'oratoire et de l'école que Sa Majesté vous a permise, vous m'en informerez, et en quoi elles consistent.

(S.) D'OLIMART.

De Luxembourg, le 13^e de février 1786.

A ce billet était jointe la lettre que voici :

Le Procureur général rappelle à l'Officier Bégasse le décret impérial du 26 novembre, autorisant les protestants de Hellendahl, Kirscheiffen et Blumendahl à construire un temple. — Propositions de la duchesse d'Arenberg. — Elles ne concordent pas avec la décision du Souverain. — Il faudra veiller à l'exécution pure et simple du décret.

MONSIEUR,

Par ma lettre du 8 décembre dernier, je vous ai informé du décret que Sa Majesté a porté, le 26 novembre précédent, en faveur des villages de Hellendahl, Kirscheiffen et Blumendahl, par lequel Elle a daigné leur permettre de construire un oratoire et une école sur un terrain convenable, qu'on a offert de leur céder gratuitement à cet effet.

Ces protestants m'ont adressé, par lettre du 31^e du mois dernier, copie de la supplique qu'ils ont présentée à Son Altesse le Duc d'Arenberg, le 15^e dudit mois, et une copie de la réponse que l'Intendant général de la Maison d'Arenberg a donnée à cette supplique, le 23^e janvier dito, en l'absence et au nom de Son Altesse Madame la Duchesse douairière d'Aren-

berg, comme Dame et Comtesse de Schleiden, par laquelle il dit que si les suppliants veulent se réunir aux protestants habitants de Gronsfeld, Harserscheid, Schauenseiffen, etc., et concourir avec eux aux frais ainsi qu'aux compétences des ministres, maîtres d'école et autres nécessités de l'établissement, à quoi elle les exhorte, en place d'un oratoire, on leur accordera la permission de bâtir une église.

Ces conditions me paraissent d'un côté dures, et d'un autre, absolument contraires à la disposition royale de Sa Majesté, qui permet à ces protestants de bâtir leur oratoire et école sans aucune restriction ni condition.

Et comme, par la même disposition, Sa Majesté m'a chargé de surveiller à ce qu'il n'arrive aucune difficulté à l'exécution de son décret, j'espère, Monsieur, que vous ferez en sorte que ce décret ait son exécution, et que ces protestants n'aient plus sujet de recourir à moi.

J'ai l'honneur, etc.

(S.) D'OLIMART.

De Luxembourg, le 13 février 1786.

A M. Bégasse.

(Archives du grand-duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil.*)

XII

Lettre de Gendebien, intendant de la duchesse d'Arenberg, à l'Officier Bégasse, 8 mars 1786.

Les propositions de la duchesse d'Arenberg ne sont pas en contradiction avec les ordres de l'Empereur. — Étendue des droits de la duchesse. — Ces droits ont été implicitement reconnus par les pétitionnaires protestants. — Raisons de fait qui justifient les propositions de la duchesse.

J'ai vu, Monsieur, la lettre que vous a écrite Monsieur le Procureur général de Luxembourg.

Il me semble que vous devez lui dire en réponse : que vous avez attentivement considéré et la résolution qu'au nom de Sa Majesté il a prise, le

26 novembre dernier, en faveur des protestants des villages de Hellendahl, Kirscheiffen et Blumendahl, et au préjudice de ceux des autres villages de la terre de Schleiden, et la permission qu'en date du 21^e de décembre 1785, a donnée Son Altesse Madame la Duchesse d'Arenberg, douairière, Comtesse de Schleiden, aux protestants, tant de la ville que des autres villages du comté, au nombre de nonante-six familles.

Que vous savez qu'il a paru à ceux du Conseil de Leurs Altesses Monsieur le Duc et Madame la Duchesse d'Arenberg, que Sa Majesté, par son Édit de tolérance, n'avait pas entendu multiplier en ses États le Luthéranisme, au préjudice de la Religion Catholique et Romaine, mais seulement souffrir les protestants, et permettre que librement ils exercent les fonctions de leur religion, ce qui jusqu'ici n'avait pas pu se permettre dans les Pays-Bas.

Que cependant, accorder que le petit nombre de familles luthériennes qui se trouvent dans les trois villages de Blumendahl, Kirscheiffen et Hellendahl se bâtissent un oratoire public, c'était ouvrir la porte à ces sortes de lieux publics, toujours dangereux pour le bon ordre et la tranquillité, dans les endroits où les Catholiques Romains ont, de toute ancienneté, leurs chapelles ou églises.

Qu'il est vraisemblable que c'est remplir les intentions de Sa Majesté que d'accorder à tous les villages du comté de Schleiden un seul oratoire ou une seule église ; et qu'en tel cas il est simple que ce lieu devait être au centre de tous ces villages, et non pas à l'un des bouts de ce pays.

Que c'est dans ces vues que Madame la Duchesse, après avoir accordé aux protestants des autres villages de son comté la permission de se bâtir un oratoire à Schleiden même, avait, par son apostille du 23^e de janvier de cette année, donnée sur la requête des protestants de ces trois villages susdits, exhorté ceux-ci à se réunir à ceux des autres villages.

Qu'il semble que, ce faisant, Madame la Duchesse n'a imposé, ni entendu imposer aucune condition à ceux de ces trois villages, et que, loin d'avoir voulu contrevenir à la disposition royale de Sa Majesté, elle a cru que c'est remplir l'intention de Sa Majesté que d'accorder à tous les protestants de sa terre un seul et même oratoire, également propre à tous ceux qui en habitent les extrémités ; en même temps qu'à tous également elle épargnerait la dépense de l'établissement de plusieurs et celle du salaire de divers ministres.

Que vous croyez devoir informer M. le Procureur général que les droits de Madame la Duchesse d'Arenberg en la terre de Schleiden sont tels que personne ne peut y bâtir sans sa permission, et que ceux de son Conseil croient fermement que Sa Majesté, en permettant aux protestants des trois villages susnommés de se donner un oratoire, n'a pas entendu les dispenser de cette obligation envers leur Seigneur.

Qu'il semble que c'est cette permission, que, par leur requête, appointée le 23^e de janvier, ils ont entendu requérir, en demandant sa protection, mais que, cependant, cela ne remplit pas l'obligation de demander cette permission; pourquoi on se réservait bien d'user de son droit à cet égard, si ces protestants bâtaient avant de s'être mis en règle.

Voilà, Monsieur, en substance, la réponse qu'à mon avis vous devez faire à la lettre honnête que vous m'écrite M. d'Olimart, qui, certainement, engagerait lui-même ceux des trois villages à se réunir au corps des autres protestants, s'il daignait faire attention que la ville de Schleiden est le centre du comté, que Sa Majesté, voulant que tous ses sujets participent également à ses grâces, ce serait mal répartir celle accordée aux protestants du pays de Schleiden de se donner un oratoire ou une église, que d'en permettre l'emplacement à l'une de ses extrémités, parce qu'alors l'éloignement de ceux de l'extrémité opposée serait tel, qu'ils ne pourraient guère en profiter, y ayant entre eux plus d'une lieue de distance.

Du reste, si l'intention de M. le Procureur général était d'empêcher que les protestants du comté de Schleiden ne pussent profiter de la faveur de l'Édit de Sa Majesté, je dirais en les désunissant, il y parviendra certainement, et qu'il est assuré de leur désunion, s'il veut forcer ceux des autres villages à concourir aux dépenses d'un oratoire, d'un ministre et d'un maître d'école à créer dans l'un des dits trois villages.

J'ai l'honneur, etc.

(S.) GENDEBIEN.

De Bruxelles, le 8^e de mars 1786.

A M. Bégasse.

(Archives du grand-duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil.*)

XIII

A. Lettre de Bégasse au Procureur général du Conseil du Luxembourg,
13 mars 1786.

Embarras dans lequel il se trouve à la suite d'ordres contradictoires.
Il demande des instructions.

MONSIEUR,

L'embarras que me cause la réquisition que vous me faite, par celle dont vous m'avez honoré, sous la date du 13 février, que je fasse en sorte que votre décret ait son exécution, tandis que de la part de Son Altesse Madame la Duchesse douairière d'Arenberg je suis aussi requis de donner toute aide et assistance aux protestants, à qui elle a permis de bâtir un oratoire à Schleiden, cet embarras m'a mis dans le cas d'envoyer au Conseil de ma dite Dame Duchesse copie de votre lettre, le requérant de m'indiquer la voie que je dois tenir.

Sur quoi, on a ordonné, Monsieur, que je vous fasse une réponse dont la substance est transcrite dans la lettre de M. Gendebien, en date du 8 de ce mois; mais, comme j'aurais peine à vous rendre fidèlement cette substance, j'ai cru mieux faire de vous envoyer copie de cette lettre en entier, en la gardant ici, vous prévenant, Monsieur, que je ne ferai certainement jamais obstacle à ce que votre décret soit exécuté.

Cependant, comme je crains très fort qu'il ne survienne des querelles entre les protestants, si les deux parties ne se réunissent pour bâtir de main commune un oratoire ou église, indiquez-moi, Monsieur, le cas arrivant, la conduite que je devrais tenir, et soyez persuadé de la parfaite considération avec laquelle etc.

(S.) BÉGASSE.

Schleiden, ce 13 mars 1786.

B. Réponse du Procureur général du Conseil de Luxembourg à Bégasse.**29 avril 1786.**

La décision impériale du 26 novembre 1785 ne peut être modifiée.

MONSIEUR,

J'ai examiné la lettre de M. Gendebien.

Sa Majesté, en me chargeant par dépêche du 4^e du mois de mai dernier, d'accorder, si je pouvais, ces deux partis sur cet objet, m'a fait connaître qu'Elle désirait également cette union. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour parvenir à les accorder, mais infructueusement.

Vous, Monsieur, qui connaissez sans doute l'intention de Madame la Duchesse, vous m'avez fait parvenir de fort bonnes instructions pour cette réunion, et pour que l'oratoire soit bâti à Schleiden.

Enfin, toutes ces démarches ayant été inutiles, j'ai adressé toutes ces pièces à Sa Majesté, avec mon rapport.

Sur quoi s'en est suivi le décret de Sa Majesté, du 20 novembre dernier, dont je vous ai informé par ma lettre du 8 décembre suivant, décret qui permet à ces trois villages d'y bâtir un oratoire.

Il n'est pas du tout dans mon pouvoir de changer quelque chose à cette décision royale; au contraire, Sa Majesté m'a chargé de veiller à ce qu'il n'arrive aucune difficulté à cet égard, ainsi que je vous l'ai fait connaître par ma lettre du 13 février dernier.

Vous me dites dans votre dernière que vous craignez qu'il ne survienne des querelles entre les protestants, si les deux partis ne se réunissent pour bâtir de main commune un oratoire, et vous me demandez de vous indiquer, le cas arrivant, la conduite que vous devez tenir.

Je ne vois pas, quant à présent, quelles puissent être ces querelles que vous craignez. En tout cas, s'il en survient, vous pouvez m'en infor-

mer, et je me ferai un plaisir de concourir avec vous pour les terminer d'abord.

J'ai l'honneur, etc.

(S.) D'OLIMART.

De Luxembourg, le 29 avril 1786.

(Archives du grand-duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil*.)

XIV

Protocole de la séance tenue par le Conseil privé, le 28 septembre 1791, concernant les hérétiques de Saenem.

Le Vicariat général de Trèves fait poursuivre, du chef d'hérésie, quelques habitants du village de Saenem. — Le Gouvernement a pour devoir de réprimer le scandale, mais il est désirable que la chose se fasse sans bruit et que l'on ne remette pas en vigueur les lois sévères d'une époque éloignée. — Le Conseil de Luxembourg a manqué de prudence. — Le Président du Conseil sera chargé d'inviter les accusés, qui paraissent plus fous que criminels, à solliciter leur grâce. — De la sorte, on évitera un procès fâcheux, et l'on pourra libeller la grâce de telle manière qu'il n'en résultera aucun désordre. — On échappera aussi au reproche d'irrégularité, que le clergé luxembourgeois ne manquerait pas de formuler, si l'on supprimait purement et simplement toute la procédure.

M. de Müller a fait le rapport suivant :

Au mois d'octobre dernier, le Substitut Procureur général Detraux, annonça à la Commission royale ⁽¹⁾, alors établie à Luxembourg, que le Vicariat général de Trèves avait décrété d'ajournement personnel quelques

(1) Le 12 février 1790, le comte Philippe de Cobenzl avait établi provisoirement une jointe ou commission royale « pour l'examen et direction de toutes les affaires qui étaient ci-devant du ressort du Conseil privé, du Conseil des Finances et de la Chambre des Comptes ».

habitants du village de Saenem, province de Luxembourg, pour cause d'hérésie et d'autres erreurs, et venait s'adresser au Conseil à l'effet de pouvoir faire signifier son décret à ces habitants; que le Conseil la lui ayant communiquée pour s'y déclarer, ce qu'il avait fait, ce tribunal avait ordonné au Fiscal du Consistoire de Trèves de remettre au Substitut toutes les pièces antérieures, pour que celui-ci pût antérieurement se déclarer, sur quoi il demandait les ordres de la Commission royale.

Celle-ci, sur le rapport, autorisa Detraux, par sa dépêche du 12 octobre, à donner une déclaration, et cet officier informe par son rapport ci-joint des suites données par le Conseil de Luxembourg à cette affaire : il en résulte qu'ayant fourni sa déclaration ultérieurement sur ces pièces, le Conseil lui avait permis d'informer sur les faits en résultant, qui étaient, dit-il, toutes sortes d'hérésies, dans lesquelles les nommés Nicolas Hilbert, Michel Feyder et Guillaume Decker donnaient publiquement, les accompagnant de blasphèmes et du scandale le plus affreux; et que, sur ces informations, le tribunal avait, par sentence dont ci-joint copie, décrété ces trois individus de prise de corps et ajourné personnellement la femme de Nicolas Hilbert, Nicolas Hilbert, père de celui-ci, la mère de Michel Feyder, la femme de Guillaume Decker et Dominique Seipeler, beau-père de celui-ci, lesquels formeraient les trois familles accusées d'hérésie et de ne point fréquenter les sacrements, d'affecter au contraire de s'assembler dans une de leurs maisons pendant le service divin, les fêtes de dimanche, de nier la transsubstantiation, etc.

Detraux informe de plus qu'il a exécuté le décret de prise de corps, que les trois décrétés sont colloqués dans les prisons de Luxembourg, que les autres sont ajournés au 5 octobre prochain, et qu'enfin il s'adresse au Gouvernement, parce qu'il se trouve chargé par la sentence du Conseil de lui donner connaissance de la nature et de l'état de la cause.

On voit par le protocole de la Commission royale, que ces pièces, qui lui avaient alors été produites, annonçaient que ces gens soutenaient avoir des révélations qui les guidaient dans l'interprétation de l'Écriture sainte, qu'ils niaient le Nouveau Testament, que la vraie Église n'existait point encore, que les sacrements n'étaient d'aucune utilité, etc.

Il fut observé dans la délibération que, s'il était de la sollicitude du Gouvernement et convenable pour le maintien du bon ordre d'empêcher et de faire réprimer les atteintes qui peuvent être ainsi portées avec éclat et scandale contre la religion dominante, il est, d'un autre côté, toujours bien désirable, même pour la tranquillité publique, autre objet important de la sollicitude de l'autorité, de tâcher d'éviter que ces sortes d'affaires n'aient des suites bruyantes, et qu'elles n'entraînent point surtout des démonstrations publiques, qui, fondées sur d'anciennes lois très rigoureuses, émanées pour ce pays, dans des temps bien différents quant aux idées et aux circonstances, de l'époque présente, pourraient produire des mouvements dans les têtes, dans une matière où ils deviennent quelquefois si dangereux, et pourraient paraître d'autant plus extraordinaires, qu'elles seraient bien peu conformes à l'esprit général de l'Europe et à ses mœurs actuelles.

Il fut observé d'après cela, qu'il était fâcheux que le Conseil de Luxembourg ait traité la chose si sérieusement et d'une manière plus difficile à réparer, en décrétant quelques-uns des accusés de prise de corps, et que le Substitut Detraux les ait effectivement fait appréhender.

Quoi qu'il en soit, le Conseil estime, par les raisons précédentes, qu'il convient d'assoupir cette affaire, et ne voit à cet égard pas de meilleur moyen que d'y employer le ministre du Président du Conseil de Luxembourg ⁽¹⁾, magistrat sage, modéré, et qui n'a point ces principes rigides, d'après lesquels la disposition, au moins imprudente, portée par son corps, y aura sans doute prévalu.

Le Conseil sent bien qu'il serait peu prudent de faire cesser l'affaire de haute lutte : ce serait s'exposer à donner de nouveau lieu à ces odieuses imputations d'irréligion, que les ecclésiastiques, assez fanatiques dans la province de Luxembourg, pourraient se permettre de propager à cette occasion ; mais il paraît qu'en faisant engager indirectement les détenus et leurs associés à demander grâce, à quoi certainement le Président parviendra aisément, l'on pourrait finir ce procès, et que l'on devrait, du reste,vinculer

(1) Durieu.

la grâce, de manière que les trois familles dont s'agit, qui paraissent plutôt atteintes de folie que véritablement criminelles, puisqu'il se trouve même dans leurs excès un mélange d'inspiration et de possession du démon, se conduisent désormais convenablement et sans plus troubler leur village par leurs visions et folies.

(Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 707.)

XV

Dépêche adressée par les Gouverneurs généraux des Pays-Bas
au Président du Conseil de Luxembourg, le 28 septembre 1791.

Il est chargé d'insinuer aux habitants de Saenem, détenus du chef d'hérésie,
qu'ils doivent solliciter leur grâce.

MARIE ET ALBERT, etc.,

Rapport nous ayant été fait d'une disposition portée par le Conseil de Luxembourg, le 8 août dernier, à l'égard de quelques individus du village de Saenem, accusés d'hérésie, de se prétendre inspirés, etc. Nous vous faisons la présente pour vous dire que, désirant pour la tranquillité publique que cette affaire puisse se terminer sans éclat et sans bruit, et nous confiant à votre prudence, à vos lumières et à votre dextérité, c'est notre intention que vous fassiez engager secrètement, par tel canal que vous jugerez convenir, et sans éclat, les accusés, dont une partie sont en prison et partie ajournés au 3 octobre prochain, de demander grâce des peines qu'ils peuvent avoir encourues pour les faits dont il s'agit, nous proposant de fairevinculer l'acte de grâce des clauses et restrictions nécessaires pour empêcher ces gens de répéter le scandale et l'éclat que leur affaire a sans doute causé, et que vous nous indiquiez au reste, lorsque vous nous rendrez

compte de l'exécution de notre présente dépêche, les moyens et les clauses que vous croirez les plus propres à remplir cet objet.

A tant, etc.

(S.) MARIE ALBERT.

De Bruxelles, le 28 septembre 1791.

Au Président du Conseil de Luxembourg.

(Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 709-1294 ancien.)

XVI

Lettre adressée par le Président du Conseil de Luxembourg au Substitut Procureur général Detraux, le 14 octobre 1791.

Il ■ chargé le Vicaire des Capucins de se rendre à la prison dans laquelle sont détenus les hérétiques de Saenem, pour les ramener à l'orthodoxie. — Le Substitut est invité à faciliter la mission du religieux précité et à veiller à ce qu'aucun scandale ne se produise. — Les détenus doivent être traités avec tous les ménagements que commande leur faiblesse d'esprit.

MONSIEUR,

Leurs Altesses Royales les Sérénissimes Gouverneurs généraux désirant, pour la tranquillité publique, que l'affaire des habitants de Saenem, accusés d'hérésie et de se prétendre inspirés, puisse se terminer sans bruit, et de manière à ce qu'ils se mettent en état d'obtenir la grâce du scandale qu'ils ont occasionné dans cet endroit, j'ai cru, Monsieur, que le moyen le plus propre pour les ramener de leur égarement était de prier, ainsi que je l'ai fait, le Père Laurent Reuter, vicaire actuel du couvent des Capucins de cette ville, de se rendre aux prisons de Pfaffenthal, là où sont détenus les trois arrêtés, pour tâcher de les faire rentrer dans les sentiments de notre Religion et de leur faire abjurer celle qu'ils se sont forgée et qu'ils ont inculquée à leurs femmes et parents ajournés en personne. A quoi je lui ai aussi conseillé de s'adjoindre tel autre religieux de son couvent qu'il y croira le plus propre.

D'après cela, Monsieur, il convient que vous chargiez le geôlier de ces prisons de donner accès à ces religieux, ensemble ou séparément, auprès des prisonniers, toutes et quantes fois ils se présenteront pour leur parler, et que vous vous concertiez aussi avec le Père Laurent, pour faire venir successivement les ajournés en personne, soit au couvent, soit dans tel autre endroit qu'il indiquera, afin qu'il puisse également entrer en conférence avec eux.

Je ne doute pas, Monsieur, que vous n'ayez déjà pris les précautions nécessaires pour que les arrêtés ne puissent point se faire voir et parler aux passants, qu'ils pourraient scandaliser par leurs propos sur la religion, en observant cependant de les faire traiter d'ailleurs avec toute la douceur et les ménagements dus à des gens dont l'esprit est aliéné.

Il convient aussi, Monsieur, que vous soyez exactement informé de la conduite que tiendront à Saenem les ajournés en personne, auxquels je suppose que l'on n'aura laissé aucun livre dont la lecture puisse nuire aux fins proposées.

Je suis, etc.

DUTRIEUX.

A Monsieur le Substitut Procureur général Detraux.

(Archives du grand-duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil.*)

XVII

Dépêche du Président du Conseil de Luxembourg aux Gouverneurs généraux des Pays-Bas, 7 janvier 1792.

Les efforts des capucins sont demeurés stériles pour trois des gens de Saenem, accusés d'hérésie ; ils ont réussi auprès de cinq autres. — Ces derniers sollicitent leur grâce, et le Président appuie leur requête. — Il propose également de ne pas user de contrainte pour le recouvrement des frais de l'instance. — Après avoir obtenu leur grâce, les intéressés devront produire, tous les trois mois, un certificat de leur curé, constatant qu'ils observent les lois de l'Église. — Quant aux trois accusés qui s'obstinent dans leurs erreurs, le procès doit continuer, mais il serait prudent d'ordonner au Conseil

de remettre la sentence au Gouvernement avant de la prononcer. — Cette sentence ne devra pas aller au delà de l'emprisonnement. — Il faudrait inviter l'archevêque de Trèves à déléguer un commissaire ecclésiastique pour assister aux interrogatoires.

MADAME, MONSEIGNEUR,

Pour remplir les intentions de Vos Altesses Royales, contenues dans Leur dépêche en date du 28^e septembre, touchant les individus du village de Saenem accusés d'hérésie et de se prétendre inspirés, dont le Conseil d'ici en a décrété trois de prise de corps, savoir : Nicolas Hilbert fils, Michel Feyder et Guillaume Decker, qui sont réellement détenus, en conséquence, en prison depuis le 17 août dernier, et les cinq autres d'ajournement personnel.

J'avais requis le Substitut Procureur général Detraux, à la poursuite duquel ces décrets ont été portés, de se concerter avec deux religieux du couvent des capucins de cette ville, que je lui indiquai pour qu'ils se rendissent conjointement ou séparément, et aussi souvent qu'il serait nécessaire, auprès des trois prisonniers, afin de les ramener, s'il était possible, à la pratique des points de la religion catholique, et de leur faire abjurer celle qu'ils se sont forgée, et qu'ils avaient inculquée à leurs femmes et parents ajournés en personne, que le Substitut Procureur général devait aussi faire venir successivement en ville, pour que les deux religieux puissent également entrer en conférence avec eux aux mêmes fins.

Tout cela, Madame, Monseigneur, ayant été ponctuellement exécuté, ainsi que Vos Altesses Royales le reconnaîtront par le rapport du Substitut Procureur général, Elles verront avec peine, sans doute, par les déclarations y cotées :

N^o 1^o que toutes les démarches et exhortations, tant des deux pères capucins que du vicaire de Saenem ont été absolument sans succès à l'égard des trois prisonniers.

Mais l'acte coté n^o 2^o contient, en revanche, une pleine et entière soumission de la part des cinq ajournés en personne, faite en présence de leur curé et vicaire, ainsi que des synodaux du lieu, avec abjuration de tous principes contraires à la religion catholique, qu'ils ont promis de professer à l'avenir, ainsi qu'ils faisaient avant que les trois arrêtés ne les en eussent

détournés de quoi ils ont demandé pardon à l'Église et à Sa Majesté, qu'ils ont suppliée de leur faire grâce et rémission des peines qui pourraient leur être infligées sur la poursuite du Substitut Procureur général, ce que celui-ci estime que Vos Altesses Royales pourraient être servies de leur accorder.

A quoi j'ajouterai, Madame, Monseigneur, sous le bon plaisir de Vos Altesses Royales, que, pour rendre cette grâce aussi complète et sensible qu'Elles seront sans doute portées à le faire, il conviendrait qu'Elles chargent le Substitut Procureur général, par une dépêche particulière, de ne point user de contrainte envers ces ajournés en personne, pour le recouvrement des frais faits à leur égard, attendu qu'outre qu'il y parviendrait difficilement par la vente du peu de meubles et bétail qu'ils possèdent, les biens-fonds étant presque tous de servile condition, c'est-à-dire de nature à ne pouvoir être vendus sans le consentement du Seigneur, la grâce qu'ils obtiendraient au principal perdrait à leurs yeux beaucoup de sa faveur, s'ils se voyaient enlever le peu de meubles et effets qu'ils ont, pour l'acquittement de ces frais, que je croirais pouvoir être avancés par le Trésor royal, en attendant que cette affaire puisse être terminée aussi à l'égard des trois prisonniers qui sont la cause et l'origine de tout, et doivent, par conséquent, en supporter tous les frais, si tant est qu'ils aient de quoi y satisfaire.

Vos Altesses Royales m'ont fait connaître, par la même dépêche, que, se proposant de fairevinculer l'acte de grâce des clauses et restrictions nécessaires pour empêcher ces gens de reporter le scandale et l'éclat que leur affaire a sans doute causé, Leur intention était qu'en Leur rendant compte de l'exécution de Leur dépêche, j'indique les moyens et les clauses que je croirais les plus propres à remplir cet objet.

Sur quoi il me semble, Madame, Monseigneur, que vos Altesses Royales, en adressant au Conseil l'acte de la grâce qu'Elles daigneront accorder aux cinq ajournés en personne, nommés dans celui de soumission, Elles pourraient ordonner qu'à la diligence du Substitut Procureur général, ils soient assignés à comparaître par-devant le Conseil connaissant de la cause. Là, après lecture de leur acte de soumission, leur serait aussi lu celui de la grâce, qui contiendrait la clause que, faute de se conformer ponctuellement par chacun d'eux à tout ce à quoi ils se sont soumis, et dont ils devront faire

conster au Substitut Procureur général, de trois en trois mois, par certificat du curé de Soleuvre, duquel dépend le village de Saenem, la grâce leur accordée viendra à cesser, et qu'en conséquence le Substitut Procureur général résumera la poursuite à charge de ceux d'entre eux dont la conduite ou les discours sur la Religion pourraient causer quelque nouveau scandale.

Quant aux trois prisonniers, quoique leur égarement soit plus susceptible de compassion que d'indignation, il est cependant de nature à être très dangereux, et exige conséquemment que l'on prenne des précautions pour éviter qu'il ne se répande et ne trouve des prosélytes, à quoi mènerait infailliblement leur opiniâtreté à y persister, si on ne les séquestrait en manière quelconque de la société.

Mais, comme toute disposition qui tendrait à cette fin, aussi bien qu'à leur infliger une peine plus grave, doit être précédée d'une procédure légale, Vos Altesses Royales trouveront sans doute bon d'ordonner au Substitut Procureur général de continuer celle commencée à leur égard, et de charger le Conseil de leur remettre la sentence à y porter avant de la prononcer, afin qu'Elles puissent commuer la peine, au cas qu'elle soit autre que d'une détention en prison, jusqu'à ce qu'ils donnent des preuves de la cessation de leur égarement.

Mais je crois que, pour mettre cette procédure en règle à tous égards, il convient que Vos Altesses Royales requièrent l'Archevêque Électeur de Trèves d'envoyer un commissaire ecclésiastique, ou ordonnent au Conseil d'en demander un au Consistoire archiépiscopal, pour être présent aux interrogations à faire aux prisonniers, et exiger d'eux l'explication de leurs sentiments au fait de la Religion, afin que, sur le rapport à faire par lui à l'Archevêque Électeur, auquel il appartient de déclarer s'ils sont contraires à la foi catholique, le Conseil puisse, d'après cette décision, condamner les accusés à la peine temporelle qu'ils peuvent avoir encourue suivant les ordonnances.

Je suis, etc.

(S.) DU RIEU.

De Luxembourg, le 7 janvier 1792.

(Archives du grand-duché de Luxembourg. *Papiers du Conseil.*)

XVIII

**Protocole de la séance tenue, le 6 février 1793, par le Conseil privé,
au sujet des hérétiques de Saenem.**

Les hérétiques obstinés de Saenem ont été condamnés, par le Conseil de Luxembourg, à faire amende honorable devant l'église paroissiale et à être détenus à perpétuité, avec confiscation de leurs biens. — L'amende honorable sera une nouvelle occasion de scandale ; la confiscation est une peine qui frappe des innocents. — En conséquence, le Conseil propose de limiter la condamnation à la prison perpétuelle.

Le Conseil de Luxembourg remet, par son rapport du 24 janvier, en exécution de la dépêche, qui lui a été adressée, le 3 mars de l'année dernière, le projet de la sentence qu'il a conçue contre les nommés Nicolas Hilbert le jeune, Michel Feyder et Guillaume Acker, habitants du village de Sasenheim ou Saenem, arrêtés et convaincus d'hérésie.

Il résulte de cette sentence que ces trois misérables prétendent avoir eu une nouvelle révélation divine, selon laquelle tous les mystères de la Religion ne seraient qu'idolâtrie ; qu'ils ont ouvertement vécu en conséquence, et cherché à propager leurs erreurs, dans lesquelles ils persistent opiniâtrement, même dans les interrogatoires devant le commissaire de la cause.

Pour réparation de quoi, ils sont condamnés à faire amende honorable devant leur église paroissiale de Soleuvre et la succursale de Saenem, puis à une prison perpétuelle, à la confiscation de leurs biens au profit de Sa Majesté, et solidairement aux dépens.

Le Conseil de Luxembourg a observé par son rapport que, pour les enfermer, il n'y a d'autre endroit que les prisons ordinaires, qui servent à garder les prisonniers accusés par-devant ce Conseil et par-devant le siège prévôtal.

Il observe aussi que tous les trois arrêtés sont mariés, que le premier a cinq enfants, le second huit, et le troisième quatre.

Comme il est à prévoir que, si l'on exécutait la sentence relativement à l'amende honorable, il n'en résulterait qu'un nouveau scandale, au cas que, comme il est très apparent, ces malheureux opiniâtres ne voulussent

pas se prêter à demander pardon; que, d'un autre côté, la peine de la confiscation, qui, probablement, se réduira à peu de chose, ne tomberait que sur leurs enfants innocents et sur leurs femmes, le Conseil est d'avis qu'il pourrait plaire à Son Excellence ⁽¹⁾ de borner la peine à la prison perpétuelle, et de remettre la confiscation, parmi que les familles des condamnés paient les frais et mises de justice, et se chargent de leur entretien dans la prison.

Mais avant que de donner cours à cette disposition, le Conseil propose de charger le Procureur général d'informer en quoi consistent les biens des condamnés, et si leurs familles respectives seraient en état, en leur remettant la confiscation, de payer les frais et de pourvoir à leur entretien dans la prison.

En marge : « Je me conforme. »

(S.) METTERNICH.

Une dépêche impériale, datée de Wesel, 3 mars 1793, approuva la décision.

(Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 709-1294 ancien.)

XIX

Protocole de la séance tenue par le Conseil privé, le 23 septembre 1793.

Relevé des ressources que possèdent les gens de Saenem condamnés du chef d'hérésie.
La peine de l'emprisonnement perpétuel doit suffire.

Le Conseil a reçu le rapport du Substitut Procureur général d'Olimart sur l'état des biens appartenant aux hérétiques de Saenem, détenus dans la prison de Luxembourg.

⁽¹⁾ Le Ministre plénipotentiaire.

Il résulte de ce rapport que Nicolas Hilbert possède des biens de libre disposition pour la valeur de douze cent nonante-cinq écus, et des biens de servile condition, dont la propriété appartient au seigneur, pour six cent onze écus.

Le revenu des premiers s'élève à septante-deux écus, celui des seconds à trente et un écus.

Ils sont chargés de deux capitaux, l'un de trois cents écus, l'autre de soixante écus, au denier vingt, plus quelques prestations, de sorte que, déduction faite des charges affectées sur les biens dudit Nicolas Hilbert, il resterait un boni de septante et un écus, qui suffirait pour le nourrir dans la prison.

La valeur des biens de Michel Feyder s'élève à deux cent trente écus; ils sont chargés d'un capital de dix-sept écus et demi, et leur revenu monte à dix écus net.

La valeur des biens de Guillaume Decker est de deux cent douze écus, et leur revenu s'élève à dix-huit écus et six escalins.

Il est à observer que Dominique Seipeler, qui est le beau-père dudit Decker, n'en a encore la jouissance de ces biens; ainsi, avant sa mort, l'arrêté Decker ne jouit de rien.

Les revenus de ces deux derniers arrêtés ne suffisent pas pour les nourrir dans la prison.

Il résulte au surplus des actes que l'obstination des accusés dans leurs erreurs, et leur état véritablement maniaque, s'opposent à ce que la liberté puisse leur être rendue.

Il en résulte aussi que Son Excellence le Ministre, en accordant aux prévenus la remise de la confiscation, avait été déterminé à cette grâce, en considération de ce que les trois arrêtés sont mariés, que le premier a cinq enfants, le second huit et le troisième quatre, puis de ce que les arrêtés, comme le Président du Conseil de Luxembourg l'observe, dans sa rescription du 7 janvier 1792, méritent plutôt compassion qu'indignation, et que la peine de confiscation ne tomberait que sur leurs femmes et enfants.

Sur quoi ayant été délibéré, le Conseil estima qu'il pourrait plaire à

Son Altesse Royale que les peines, portées à charge des prévenus par sentence du Conseil de Luxembourg, fussent commuées en celle de prison perpétuelle, paiement des frais et mises de justice qui les concernent respectivement, et au paiement des frais de leur entretien dans la prison, pour autant que les biens des condamnés pourront respectivement y suffire. »

En marge : « Je me conforme. »

CHARLES ⁽¹⁾.

Expédié à Luxembourg, le 9 octobre 1793.

(Archives du Royaume à Bruxelles. *Conseil privé*, cart. 709-1294 ancien.)

(1) L'archiduc Charles d'Autriche, gouverneur général des Pays-Bas.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Représentation des États du Luxembourg contre l'Édit de tolérance de Joseph II, 15 décembre 1781. — Étendue de l'ancien duché de Luxembourg au XVI ^e siècle. — Juridiction spirituelle. — Causes de l'insuccès de la Réforme dans le Luxembourg. — Les hérésies antérieures au XVI ^e siècle. — La bulle de Clément VII, du 19 mars 1525. — La déclaration de Charles-Quint, 26 janvier 1545. — Les Juifs portugais. — Jean Sturm et Jean Sleidan. — Témoignage de Marguerite de Parme. — Les comtes Thierry IV et Thierry V de Manderscheidt. — Intervention de Farnèse en 1583. — La démarche des neuf curés en 1585. — Persécution des « Évangéliques » de la seigneurie de Schleiden. — Dénonciation des États à charge du comte Aysel en 1605. — Déclaration des archiducs Albert et Isabelle. — Mesures décrétées en 1613 contre les hérétiques de Kronenburg. — Requête du comte de Raesberg en 1616. — Le Conseil de justice et le Magistrat du chef-lieu en 1637. — Sentence de bannissement à charge d'hérétiques en 1648. — Édit du roi d'Espagne, 1657.	3
Requête du marchand luthérien Henri Hencke, mai 1766. — Protestation du corps des Justiciers et Échevins de la ville de Luxembourg. — Avis du Procureur général. — Intervention de l'avocat Huberty. — Délibération du Conseil privé, 18 février 1768. — Instructions données par le Conseil privé au Procureur général. — Représentation des « Treize maîtres des métiers de la ville de Luxembourg ». — Intervention de l'Archevêque-Électeur de Trèves. — Observations du Conseil privé. — Avis du prince Charles de Lorraine. — Nouvelle requête des « Treize maîtres ». — Rapport du conseiller Kulberg. — Échange de vues entre le prince de Kaunitz et le comte Charles de Cobenzl. — Nouveau rapport du Procureur général, 2 juin 1768. — Les arguments d'ordre fiscal invoqués contre Hencke. — Chicanes imaginées par le corps des marchands. — Mécontentement du prince Charles de Lorraine. — Représentation des États de la province. — Avis du Conseil privé sur cette représentation	9

	Pages.
Incidents du même ordre dans le comté de Manderscheidt. — Dénonciation du curé de Schleiden à charge du comte de La Marck, 16 juillet 1768. — L'école luthérienne de Kirscheiffen. — Avis du Conseil privé. — Le prince Charles de Lorraine ordonne la fermeture de l'école	24
Le mémoire du duc d'Arenberg, 3 février 1777. — La transaction de 1546. — Démolition de l'oratoire évangélique en 1623. — Exode de plusieurs familles aisées. — Projet du duc d'Arenberg. — Avis du Conseil privé. — L'Édit de tolérance de Joseph II, 12 novembre 1781. — Représentation des États du Luxembourg, 15 décembre 1781	27
Requête des protestants de Schleiden, 5 janvier 1785. — Résolution du Gouvernement. — Désaccord entre les pétitionnaires au sujet de l'endroit où l'on construirait un temple. — Avis du Conseil privé. — Le Procureur général intervient sans succès dans un but de conciliation. — Intervention de la duchesse d'Arenberg. — L'élection du pasteur Webus au mois de mars 1789. — Délibération du Conseil du Gouvernement général. — La Loi de Schleiden réclame du pasteur le droit de bourgeoisie. — La question des droits d'école. — Résolution du Conseil du Gouvernement général. — Fermeture du temple et de l'école de Kirscheiffen après la déchéance de Joseph II. — Pétition du pasteur Jean Schrumpf, octobre 1791. — Rapport du Procureur général. — Décision des Gouverneurs généraux.	29
Plainte du Vicaire général de Trèves à charge de Nicolas-Hilbert Lejeune, Michel Feyder et Guillaume Decker, cultivateurs de la commune de Saenem, accusés « d'hérésie manifeste et de scandale public ». — Avis du Substitut du Procureur général. — Instructions des Gouverneurs généraux. — Ordres du Procureur général. — Mission des Capucins auprès des accusés. — Obstination de certains accusés. — Leur condamnation. — Grâce accordée aux autres. — Décision du Conseil privé	37

ANNEXES.

I. — Consulte du Conseil privé, en date du 8 juin 1768.

Négociations du Procureur général du Conseil de Luxembourg avec le Magistrat de cette ville, au sujet de l'établissement du luthérien Hencke. — Recommandations faites à celui-ci par le Procureur général. — Le corps des marchands de Luxembourg prétend interdire à Hencke de faire le commerce. — Apostille du Prince Charles de Lorraine : le Procureur général a excédé les termes des ordres qui lui avaient été donnés; la négociation avec le Magistrat de Luxembourg aurait dû être purement verbale.	43
---	----

II. — Représentation des États du Luxembourg, en date du 14 février 1769.

Les États ont ressenti une vive douleur en apprenant la décision prise par la Souveraine en cause de Henri Hencke. — Ils espèrent que Sa Majesté écoutera favorablement leurs respectueuses remontrances. — Résumé des édits de Charles-Quint. — Ordonnance de Philippe II, promulguée à Gand, le 22 août 1556. — Instructions données au Gouverneur du Luxembourg, le 18 avril 1558. — Dépêche de la duchesse de Parme, 20 octobre 1559. — Instructions adressées, le 6 mars 1583, par le prince Alexandre Farnèse au comte de Mansfelt, gouverneur du Luxembourg. — Dépêche du même à la comtesse de Manderscheidt. — Dispositions arrêtées en 1592 par le Conseil de Luxembourg à l'égard du comte de Manderscheidt, afin de le contraindre à élever son fils dans la religion catholique. — Ordonnance de l'archiduc Albert, du 31 décembre 1605, en cause du comte Ayssel. — Sentence portée, le 19 juin 1613, par le Conseil provincial en cause des habitants de Cronenburg. — Requête adressée au Gouvernement par le comte de Raesberg, le 24 juillet 1616, tendant à obtenir le libre exercice de la religion réformée. — Cette requête n'est pas accueillie. — Nouvelle intervention du Conseil en cause des dissidents de Kronenburg, juillet 1617. — Lettres circulaires du Conseil, en date du 3 décembre 1636, ordonnant l'expulsion des sectaires. — Ordonnance analogue du même Conseil, en date du 6 février 1637. — Bannissement du sectaire Balthasar Renders, 13 novembre 1648. — Stipulations concernant l'exercice de la religion inscrites dans la capitulation de la forteresse de Luxembourg, 1684. — Décision en cause du luthérien Sartorius, 1752. — Importance de l'unité religieuse. — Inanité des objections tirées de l'ordre économique. — La question du domicile. — L'argument tiré de la présence d'acatholiques dans d'autres provinces des Pays-Bas n'est par probant. 47

III. — Mémoire présenté par le feu comte de La Marck au comte de Cobenzl,
 ■ présenté de nouveau, le 3 février 1777, par le duc d'Arenberg au prince Charles de Lorraine.

Transaction Caroline conclue, en 1546, entre Charles-Quint et Theodorich de Manderscheidt. — La liberté de conscience est accordée aux habitants du comté de Schleiden, en vertu de ladite transaction. — Inconvénients qui résultent, pour les protestants du comté, de la destruction de leur temple. — Requête des protestants en vue d'obtenir le rétablissement du temple et d'une école. — Le comte de La Marck recommande les suppliants à la bienveillance de l'Impératrice. Il fait valoir en leur faveur des arguments d'ordre économique. — Intervention du Procureur général du Conseil de Luxembourg. — L'affaire est renvoyée aux Fiscaux du Grand Conseil de Malines. — Décision du prince Charles de Lorraine. 60

IV. — Liste des protestants de Schleyden et des environs qui se sont engagés, par acte reçu devant la justice du lieu, le 25 mars 1785, à acheter un terrain pour y bâtir une église.

Ville de Schleiden. — Village de Gronsfield. — Village de Harperscheid. — Village de Schonenseiffen. — Village de Dommersbach. — Village d'Ingersberg. — Village d'Eichen. — Village de Call. — Village d'Oberhausen. — Village de Wiesgen 64

V. — Dépêche adressée, de Bruxelles, le 4 mai 1785, par les Gouverneurs généraux au Conseiller Procureur général du Luxembourg touchant la question du temple réformé dans le comté de Schleiden.

Le Procureur général s'efforcera de mettre d'accord les dissidents sur les moyens à mettre en œuvre pour réaliser les effets de l'Édit de tolérance. — Au cas où cet accord ne pourrait s'établir, les intéressés seraient autorisés à pratiquer leur culte, mais un culte privé. — Le nombre de cent familles ne doit pas être exigé . 67

VI. — Dépêche adressée aux Gouverneurs généraux des Pays-Bas, le 25 août 1785, par le Procureur général du Conseil de Luxembourg.

Propositions faites par les dissidents, en vue de la construction d'un temple et d'une maison d'école 69

VII. — Rapport adressée au Procureur général du Conseil de Luxembourg par Bégasse, 17 mai 1785.

Il propose d'ériger un seul temple pour tous les dissidents du comté. La ville de Schleiden est l'endroit qui convient le mieux à cet effet 71

VIII. — Protocole de la séance tenue par le Conseil privé, le 21 novembre 1785.

Le Conseil propose d'autoriser les protestants des villages de Hellenthal, Kirscheiffen et Blumenthal à bâtir un oratoire et une maison d'école, en se conformant aux stipulations de l'Édit de tolérance 73

IX. — Décret impérial du 26 novembre 1785, en cause des protestants de Schleiden . . 75

Pages.

**X. — Réponse donnée de la part de Son Altesse Madame la Duchesse d'Arenberg
aux protestants luthériens d'Hellenthal, Kirscheiffen et Blumenthal.**

La duchesse leur accordera l'autorisation de se bâtir une église, s'ils veulent s'entendre avec leurs autres coreligionnaires du comté pour couvrir les frais de l'entreprise 76

**XI. — Billet du Procureur général du Conseil de Luxembourg à Jean Frantzen,
négociant luthérien à Hellenthal, 12 février 1786.**

Le Procureur général rappelle à l'Officier Bégasse le décret impérial du 26 novembre, autorisant les protestants de Hellenthal, Kirscheiffen et Blumenthal à construire un temple. — Propositions de la duchesse d'Arenberg. — Elles ne concordent pas avec la décision du Souverain. — Il faudra veiller à l'exécution pure et simple du décret. 78

**XII. — Lettre à Gendebien, intendant de la duchesse d'Arenberg,
à l'Officier Bégasse, 8 mars 1786.**

Les propositions de la duchesse d'Arenberg ne sont pas en contradiction avec les ordres de l'Empereur. — Étendue des droits de la duchesse. — Ces droits ont été implicitement reconnus par les pétitionnaires protestants. — Raisons de fait qui justifient les propositions de la duchesse. 79

**XIII. — A. Lettre de Bégasse au Procureur général du Conseil de Luxembourg,
11 mars 1786.**

Embarras dans lequel il se trouve, à la suite d'ordres contradictoires. Il demande des instructions 82

B. Réponse du Procureur général du Conseil de Luxembourg à Bégasse, 29 avril 1786.

La décision impériale du 26 novembre 1785 ne peut être modifiée 83

**XIV. — Protocole de la séance tenue par le Conseil privé, le 28 septembre 1791,
concernant les hérétiques de Saenem.**

Le Vicariat général de Trèves fait poursuivre, du chef d'hérésie, quelques habitants du village de Saenem. — Le Gouvernement a pour devoir de réprimer le scandale, mais il est désirable que la chose se fasse sans bruit, et que l'on ne

remette pas en vigueur les lois sévères d'une époque éloignée. — Le Conseil de Luxembourg a manqué de prudence. — Le Président du Conseil sera chargé d'inviter les accusés, qui paraissent plus fous que criminels, à solliciter leur grâce. — De la sorte, on évitera un procès fâcheux, et l'on pourra libeller la grâce de telle manière qu'il n'en résultera aucun désordre. — On échappera aussi au reproche d'irréligion, que le clergé luxembourgeois ne manquerait pas de formuler, si l'on supprimait purement et simplement toute la procédure. 84

**XV. — Dépêche adressée par les Gouverneurs généraux des Pays-Bas
au Président du Conseil de Luxembourg, le 28 septembre 1791.**

Il est chargé d'insinuer aux habitants de Saenem, détenus du chef d'hérésie, qu'ils doivent solliciter leur grâce 87

**XVI. — Lettre adressée par le Président du Conseil de Luxembourg
au Substitut Procureur général Detraux, le 14 octobre 1791.**

Il a chargé le Vicaire des Capucins de se rendre à la prison dans laquelle sont détenus les hérétiques de Saenem, pour les ramener à l'orthodoxie. — Le Substitut est invité à faciliter la mission du religieux précité, et à veiller à ce qu'aucun scandale ne se produise. — Les détenus doivent être traités avec tous les ménagements que commande leur faiblesse d'esprit. 88

**XVII. — Dépêche du Président du Conseil de Luxembourg aux Gouverneurs généraux
des Pays-Bas, 7 janvier 1792.**

Les efforts des capucins sont demeurés stériles pour trois des gens de Saenem, accusés d'hérésie; ils ont réussi auprès de cinq autres. — Ces derniers sollicitent leur grâce, et le Président appuie leur requête. — Il propose également de ne pas user de contrainte pour le recouvrement des frais de l'instance. — Après avoir obtenu leur grâce, les intéressés devront produire, tous les trois mois, un certificat de leur curé, constatant qu'ils observent les lois de l'Eglise. — Quant aux trois accusés qui s'obstinent dans leurs erreurs, le procès doit continuer, mais il serait prudent d'ordonner au Conseil de remettre la sentence au Gouvernement avant de la prononcer. — Cette sentence ne devra pas aller au delà de l'emprisonnement. — Il faudrait inviter l'Archevêque de Trèves à déléguer un commissaire ecclésiastique pour assister aux interrogatoires. 90

**XVIII. — Protocole de la séance tenue, le 2 février 1793, par le Conseil privé,
au sujet des hérétiques de Saenem.**

Les hérétiques obstinés de Saenem ont été condamnés, par le Conseil de Luxembourg, à faire amende honorable devant l'église paroissiale, et à être détenus à perpétuité, avec confiscation de leurs biens. — L'amende honorable sera une nouvelle occasion de scandale ; la confiscation est une peine qui frappe des innocents. — En conséquence, le Conseil propose de limiter la condamnation à la prison perpétuelle 93

XIX. — Protocole de la séance tenue par le Conseil privé, le 23 septembre 1793.

Relevé des ressources que possèdent les gens de Saenem condamnés du chef d'hérésie. — La peine de l'emprisonnement perpétuel doit suffire 94

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

Abbaye d'Echternach, 4, 29.
 Abbaye de Munster, 4.
 Abbaye de Saint-Maximin, 21, 28.
 Acker, 93.
 Aguilar (d'), 30.
 Albert d'Autriche, duc de Saxe-Teschen, 4, 30, 32, 37, 50, 51, 60, 81, 87, 88, 90, 91.
 Albert et Isabelle, 7, 47.
 Alexandre Farnèse, 47, 50, 57.
 Allemagne, 15, 28.
 Angleterre, 15, 28.
 Archevêché de Cologne, 4, 26.
 Arenberg (Duc d'), 24, 26, 35, 60, 76, 78.
 Arenberg (Duchesse d'), 32, 33, 76, 78, 79, 82.
 Augsbourg, 8, 49, 51, 52.
 Augsbourg (Confession d'), 8, 49, 51, 52.
 Autriche (Albert d'), duc de Saxe-Teschen, 4, 30, 32, 37, 50, 51, 60, 81, 88, 90, 91.
 Autriche (Charles d'), gouverneur général des Pays-Bas, 96.
 Autriche (Marie-Christine d'), 30, 32, 36, 37, 87, 88, 90, 91.
 Aysel (Comte d'), 7, 47, 50, 54.
 Ayta de Zuichen (Viglius d'), 60.

B

Balèvre (Frédéric), 53, 60.
 Barsch, 6, 7, 26, 27.
 Bassenheim, 8, 52.

Beaurepart, 7, 50.
 Bégasse, 71, 73, 77, 79, 81, 82.
 Beggards, 5.
 Berg (Duché de), 33.
 Berlaymont (Comte de), 8.
 Beul (de), 13.
 Blier (F.-J.-E. de), 29.
 Blum, 29.
 Blumendael, 75, 76, 78, 80.
 Blumendahl, 67, 70, 72.
 Blumenthal, 30, 32, 34, 36, 67, 70, 72, 73, 74.
 Bochoz (Barthelemy), 16.
 Boefferdange (Laurent de), 40.
 Bohême, 62.
 Boisot, 60.
 Boland (Baron de), 21, 59.
 Brabant (Placards de), 8.
 Breuer (Antoine), 61.
 Breuer (J.-W.), 65.
 Brock (H.), 64.
 Broglie (de), 41.
 Bronsfeld, 30.
 Browerus, 5.
 Bruxelles, 4, 8, 10, 42, 69, 71, 76, 77, 81, 88.
 Bryas (Comte de), 29.
 Bungenberg (J.), 66.
 Bungenberg (J.-B.), 66.

C

Call, 66.
 Calvin, 55.

Canter (P.), 29.
 Carignan, 3, 4, 5.
 Caroline (Transaction), 60, 63.
 Chambre des Comptes, 84.
 Chancellerie autrichienne des Pays-Bas, 34.
 Charles d'Autriche, gouverneur général des Pays-Bas, 96.
 Charles de Lorraine, 16, 17, 19, 25, 27, 60, 63, 64.
 Charles-Quint, 4, 5, 22, 25, 46, 47, 49, 59, 61.
 Charles VI, 27.
 Chestret de Haneffe (de), 6, 26, 27, 62.
 Chimay (Prince de), 52.
 Chiny (Comte de), 47, 51, 53.
 Christine (Marie-) d'Autriche, duchesse de Saxe-Teschén, 30, 32, 36, 37, 87, 88, 90, 91.
 Clees (A.), 29.
 Clément-Wenceslas de Saxe, 16, 17.
 Clément VII, 5.
 Clèves, 6.
 Cobenzl (Comte Charles de), 18, 60.
 Cobenzl (Comte Philippe de), 35, 84.
 Coll, 32, 76.
 Cologne, 4, 26.
 Cologne (Archevêché de), 4, 26.
 Comté de Hainaut, 35.
 Comté de Luxembourg, 3.
 Comptes (Chambre des), 84.
 Confession d'Augsbourg, 8, 49, 51, 52.
 Conseil de Hainaut, 35, 36.
 Conseil de Luxembourg, 4, 5, 8, 9, 32, 37, 39, 41, 43, 47, 50, 52, 53, 60, 63, 64, 78, 79, 82, 83, 85, 87, 89, 91, 93, 96.
 Conseil de Malines (Grand), 60, 64.
 Conseil des Finances, 84.
 Conseil d'État, 4.
 Conseil du Gouvernement général, 33, 35.
 Conseil privé, 4, 17, 18, 21, 23, 25, 30, 31, 36, 47, 59, 64, 67, 71, 74, 84, 87, 88, 94, 96.
 Cour de Rome, 4.
 Courtois (J.-P.), 16.
 Creuznach, 36.
 Cronenburg, 7, 8, 25, 47, 51, 60, 62.
 Cium (P.), 64.

D

Dalhem, 7.
 de Berlaymont (Comte), 8.
 de Beul, 13.
 de Blier (F.-J.-C.), 29.
 de Boland (Baron), 21-59.
 de Broglie, 41.
 de Bryas (Comte), 29.
 de Chestret de Haneffe, 6, 26, 27, 62.
 Decker (Guillaume), 38, 41, 85, 90, 95.
 de Cobenzl (Comte Charles), 18, 60.
 de Cobenzl (Comte Philippe), 25, 84.
 de la Marck (Comtes), 6, 24, 27, 60, 63.
 de la Marck (Ernest, comte), 26.
 de la Marck (Philippe, comte), 26, 62, 63.
 de la Mocq, 29.
 Delbovier (F.-J.), 29.
 de Neny (Comte), 25.
 de Praet, 5.
 de Roesberg (Comte), 47.
 de Starhemberg (Prince), 34.
 de Stein, 29.
 de Traux, 37, 38, 84, 85, 88, 89.
 Deux-Ponts (Duché des), 6.
 Devillers (P.-C.), 29.
 de Zitwitz (Baron), 29.
 Didier (J.-C.), 29.
 Diedenhoffen (Jean), 16.
 Dockweiler, 7.
 d'Olimart, 71, 78, 81, 84, 94.
 Dommersbach, 66.
 d'Ossinfaing, (P.), 21.
 Douai, 50.
 du Prel (Baron), 29.
 Durand, 5.
 Du Rieu, 92.
 Dutrieux, 89.

E

Echternach, 4, 29.
 Echternach (Abbaye d'), 4, 29.
 Édit de tolérance, 3, 27, 35, 36, 68, 71, 73

Édit perpétuel d'Augsbourg, 8, 49, 51, 59.
 Eichen, 32, 66, 76.
 Électeur de Trèves, 16.
 Électorat de Trèves, 6.
 Elsgen (Evrard), 8, 52.
 Emmanuel, abbé d'Echternach, 29.
 Envers (G.), 64.
 Espagne, 8.
 Espagne (Philippe II, roi d'), 4, 5, 47, 49.
 État (Conseil d'), 4.
 État de Hainaut, 35, 37.
 États de Luxembourg, 3, 23, 37.
 États généraux des Provinces-Unies, 12, 36.
 Étienne, abbé d'Orval, 21, 28, 59.
 Euhén, 30.
 Évêché de Liège, 4.
 Évêché de Metz, 4.
 Évêché de Namur, 4.
 Évêché de Reims, 4.
 Évêché de Trèves, 4.
 Évêché de Verdun, 4.

F

Farnèse (Alexandre), duc de Parme, 47, 50, 59.
 Faulbecker (Jean), 16.
 Feller, 28.
 Feyder (Michel), 38, 41, 85, 90, 93, 95.
 Finances (Conseil des), 84.
 Fiscaux, 60, 64.
 Flandre (Placards de), 23.
 Fleurus, 37.
 France, 4, 6, 15, 28.
 Francfort, 15.
 Frantzen (Catherine), 65.
 Frantzen (J.-M.), 65.
 Frederichs (Jules), 5, 6.
 Fredericq (Paul), 5, 6.

G

Gachard, 6.
 Gand (Pacification de), 5.

Gangfort, 32, 76.
 Gemund, 26, 62, 63.
 Gendebien, 77, 81, 83.
 Gerardy (E.), 21, 59.
 German (Antoine), 8.
 Gesnun, 52.
 Gmund, 26, 62, 63.
 Görres (Antoine), 66.
 Görres (J.-P.), 65.
 Görres (P.), 65.
 Görres (Rod.), 65.
 Gouvernement général (Conseil du), 33, 35.
 Grand Conseil de Malines, 60, 64.
 Gredt (André), 16.
 Gronsfeldt, 32, 65, 76, 79.

H

Haas (M.), 16.
 Hainaut (Comté de), 35.
 Hainaut (Conseil de), 35, 36.
 Hainaut (États de), 35, 37.
 Halbardier (J.), 29.
 Hamelric, 5.
 Haneffe (de Chestret de), 6, 26, 27, 62.
 Hannaert (J.), 5.
 Harperscheid, 30, 32, 65, 76, 79.
 Heimrich (P.-A.), 65.
 Hellendaele, 74, 76, 78, 80.
 Hellendahl, 66, 67, 70, 72.
 Hellendahl (M.), 65.
 Hellendahl (P.), 66.
 Hellenthal, 30, 32, 34, 36, 66, 67, 70, 72, 73.
 Helm (H.-W.), 29.
 Hemmes (M.), 65.
 Hencke, 8, 9, 11, 21, 24, 43, 48, 54, 57, 59.
 Henne (A.), 5.
 Hens (Cath.), 65.
 Hertzwoorm (J.-P.), 66.
 Hertzwoorm (M.), 66.
 Hertzwoorm (M.-G.), 66.
 Hespérange, 56.
 Heus (J.), 65.

Heus (J.-H.), 65.
 Heus (P.), 65.
 Heuschling, 29.
 Heutz (Antoine), 65.
 Heutz (P.), 65.
 Heyden (Van der), 12.
 Heynen, 10
 Hilbert (Nicolas), 38, 41, 85, 90, 93, 95.
 Hoffmann (Nicolas), 16.
 Hollande, 15, 34.
 Hongrie, 62
 Horntgen (Philippe), 66.
 Hörntges, 66.
 Houffalize (Pierre, prieur de), 29.
 Huart, 29.
 Hubertz (J.-H.), 66.
 Huberty (P), 66.
 Huberty, 9, 11.

I

Ingersberg, 30, 32, 66, 76.

J

Jahn, 33.
 Jean, abbé de Münster, 29.
 Joachim de Manderscheidt, 50.
 Joentjes (F.), 65.
 Jontjes (M.-Cath.), 65.
 Joseph II, 3, 27, 33, 37, 47.
 Juliers, 7, 26, 63, 73.
 Jura Stolae, 35.
 Juste (Th), 60.

K

Kauman, 11.
 Kaunitz (Prince de), 18, 34.
 Keuth (J.-W.), 65.
 Keuth (P), 65.
 Kirschbaum, 12
 Kirscheffen, 24, 25, 30, 36, 37, 67, 70, 72, 78, 80.
 Kirschenseffen, 70.
 Korman, 24.
 Krieger (Chr.), 66.

Kronenburg, 7, 8, 25, 47, 51, 60, 62.
 Kulberg, 16, 17, 19, 43.

L

La Haye, 36.
 La Marck (Comtes de), 6, 24, 27, 60, 63
 La Marck (Ernest, comte de), 26.
 La Marck (Philippe, comte de), 26, 62, 63.
 Lambert (J.), 65.
 Lamert (Herman-Guillaume), 65.
 Lamert (P.), 65.
 Lammert (Cath.), 65.
 Lammert (J.-A.), 65.
 Lammert (Jean-Daniel), 65
 Lammert (M.-P.), 65.
 Lammerts (J.-B.), 65.
 La Mock (de), 29.
 La Roche (Malempré, prévôt de), 29.
 Laufeld, 7.
 Laurent de Boefferdange, 40, 89.
 Leistert (Math.), 67.
 Leistert (M.-C.), 66.
 Lejeune (Nicolas), 38.
 Léopold II, 37.
 Liège, 4, 5, 9.
 Liège (Évêché de), 4,
 Limbourg, 36.
 Limpach (Mathias), 16.
 Lommert (Daniel), 66.
 Longwy, 3, 4.
 Lorent, 21, 59
 Lorraine, 9.
 Lorraine (Charles de), 16, 17, 19, 25, 27, 60, 63, 64.
 Lumay (Baron de), 61.
 Luther, 49, 55.
 Luxembourg (Comté de), 3.
 Luxembourg (Conseil de), 4, 5, 8, 9, 32, 37, 39, 41, 50, 52, 53, 60, 63, 64, 78, 85, 89, 91, 93, 97.
 Luxembourg (Duché de), 27.
 Luxembourg (États de), 2, 3, 7, 29, 37, 47.
 Luxembourg (Magistrat de), 43, 48, 52.
 Luxembourg (Ville de), 37, 42, 43, 48, 52, 58, 71, 79, 84.

M

Malempré, prévôt de la Roche, 29.
 Malines (Grand Conseil de), 60, 64.
 Manderscheidt, 3, 24, 26, 50, 59, 62.
 Manderscheidt (Catherine de), 26, 59.
 Manderscheidt (Comte de), 7, 24, 25.
 Manderscheidt (Guillaume de), 24.
 Manderscheidt (Joachim de), 50.
 Manderscheidt (Théorie de), 60, 64.
 Manderscheidt (Thierry IV, comte de), 25, 26, 50.
 Manderscheidt (Thierry V, comte de), 25, 26, 50.
 Manderscheidt (Thierry VI de), 62.
 Mansfeldt (Comte de), 7, 47, 50, 59.
 Marck (Comte de La), 6, 24, 27, 60, 63.
 Marck (Ernest, comte de La), 26.
 Marck (Philippe, comte de La), 26, 62, 63.
 Marck (Ernest von der), 7.
 Marck (Philippe von der), 7.
 Marguerite de Parme, 4, 47, 49.
 Maria (P.), 68, 76.
 Marie-Christine d'Autriche, 30, 32, 36, 37, 87, 88, 90, 91.
 Marie-Thérèse, 4, 14, 21, 62, 63.
 Masenius, 5.
 Matheis (Jean), 70.
 May (H.), 66.
 Mengelbier (F.), 66.
 Mengelbier (H.-J.), 66.
 Mengelbier (J.), 66.
 Metternich, 94, 95.
 Metz, 4.
 Metz (Évêché de), 4.
 Miess (J.-P.), 66.
 Miraeus, 4.
 Miss (J.-G.), 66.
 Mittib (J.-F.), 65.
 Mock (de la), 29.
 Monheim (Pierre de), 60.
 Montmédy, 3, 4.
 Müller (M. Cath.), 66.
 Müller (P.), 65.
 Müller (de), 84.

Münster (Abbaye de), 4.
 Münster (Jean, abbé de), 29.
 Mutheis (J.-P.), 66.

N

Namur, 4.
 Namur (Évêché de), 4.
 Neny (Comte de), 25.
 Neubourg (Principauté de), 6.
 Neunonck (E.), 65.

O

Oberhausen, 29, 32, 66, 76.
 Olimart (d'), 71, 78, 81, 84, 94.
 Ormont, 7.
 Orval (Étienne, abbé d'), 21, 28, 29.
 Ossinfaing (P. d'), 21, 59.
 Ostoff (Emmanuel), 14.

P

Pacification de Gand, 5.
 Parme (Alexandre Farnèse, duc de), 47, 50, 59.
 Parme (Marguerite de), 4, 47, 49.
 Peters (F.), 65.
 Peters (J.), 64.
 Pfaffenthal, 88.
 Pfänder (Andreas), 16.
 Philippe le Bon, 4.
 Philippe II, roi d'Espagne, 4, 5, 47, 49.
 Philippson (J.), 6.
 Pierre (J.-B.), 29.
 Pierre, prieur de Houffalize, 29.
 Placards de Brabant, 8.
 Placards de Flandre, 23.
 Poncin (Nicolas), 16.
 Praet (Sire de), 5.
 Prel (Baron de), 29.
 Privé (Conseil), 4, 17, 18, 21, 23, 25, 30, 31, 36, 47, 59, 64, 67, 71, 84, 87, 88, 94, 96.
 Provinces-Unies (États généraux des), 12, 36.
 Prusse, 37.
 Pyrénées (Traité des), 4.

R

Raesberg (Comte de), 8, 47, 51, 54, 60.
 Raville, 51.
 Recklinghausen (J.-A. von), 7.
 Reims, 4.
 Reims (Évêché de), 4.
 Renders (Balthazar), 8, 47, 52.
 Renders (Gaspard), 8, 52.
 Reuter (Laurent), 88.
 Richard, 40.
 Rieu (du), 92.
 Rodenmachern, 3.
 Rome, 4.
 Rome (Cour de), 4.
 Rongy, 36.
 Roville (de), 8.

S

Saarlouis, 53.
 Saenem, 38, 40, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 93, 94.
 Saint-Hubert, 6.
 Saint-Maximin, 21, 28.
 Saint-Maximin (Willebrord, abbé de), 21.
 Sanem, 38, 40, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 93, 94.
 Sartorius, 47, 53.
 Sassenheim, 38.
 Saxe (Clément-Wenceslas de), 16, 17.
 Saxe-Teschen (Albert, duc de), 4, 30, 32, 37, 50, 51, 60, 81, 87, 88, 90, 91.
 Schannat (J.-F.), 6, 24.
 Scheck (Nicolas), 16.
 Scheffer (J.), 64.
 Scheffer (J.-Arm.), 66.
 Scheffer (J.-G.), 64.
 Scheffer (J.-H.), 64.
 Schertzer (J.-P.), 65.
 Schiffer (F.), 16.
 Schleiden, 6, 7, 9, 20, 24-28, 32, 33, 35, 36, 56, 60-64, 67, 68, 70-76, 80-83.
 Schlossmann (J.-A.), 64.
 Schmid (Arnold), 8, 52.
 Schönnenseiffen, 66-79.

Schönneseiffen, 30, 32, 76.
 Schrantz (P.), 29.
 Schrumpf, 36.
 Secrétairerie d'État et de guerre, 37.
 Seipeler (Dominique), 38, 41, 85, 95.
 Seyl (J.-B.), 28.
 Seypeler (Dominique), 38, 41, 85, 95.
 Sleidan (J.), 6.
 Soleuvre, 38, 40, 41, 92, 93.
 Speck (J.-P.), 66, 70.
 Speck (J.-W.), 66.
 Speck (J.), 66.
 Stoete (J.-G.), 66.
 Staff (F.), 65.
 Staff (J.-M.), 65.
 Staff (J.-P.), 65.
 Staff (Michel), 65.
 Staff (P.), 65.
 Starhemberg (Prince de), 34.
 Stein (de), 29.
 Steuer (J.-P.), 66.
 Stolz (Jura), 35.
 Stosz (J.), 65.
 Strasbourg, 6.
 Sturm (Jean), 6.
 Suisse, 15.

T

Tanchelm, 5.
 Teschen (Albert, duc de Saxe), 4, 30, 32, 37, 50, 51, 60, 81, 87, 88, 90, 91.
 Thass (P.), 65.
 Théodoric, comte de Manderscheidt, 60, 66.
 Thierry IV, comte de Manderscheidt, 6, 25, 26, 50.
 Thierry V, comte de Manderscheidt, 25, 26, 50.
 Thierry VI, comte de Manderscheidt, 62.
 Thionville, 4.
 Thosse (Herman), 70.
 Thuss (H.), 66.
 Thusz (H.), 65.
 t'Kindt, 11.
 Tolérance (Édit de), 3, 27, 35, 36, 68, 71, 73.
 Tournai, 36.

Traité des Pyrénées, 4.

Transaction Caroline, 60-63.

Trautman, 64.

Traux (de), 37, 38, 84, 85, 88, 89.

Trèves, 4-6, 16, 17, 37, 50.

Trèves (Archevêque-Électeur de), 6, 15-17, 90, 92.

Trèves (Diocèse de), 4.

Trèves (Magistrat de), 50, 59.

Trèves (Suffrageant de), 38.

Trèves (Synode de), 5.

Trèves (Vicaire général de), 40, 84.

U

Uedelhofen, 7.

Ungeschiedt (Jacob), 16.

V

Vander Heyden, 12.

Van Lemmert, 65.

Vast, 4.

Verdun, 4.

Verdun (Évêché de), 4.

Vienne, 37.

Viglius d'Aytta de Zuichen, 60.

Vogel (J.), 65.

Vogel (L.-P.), 66.

Von der Marck (Ernest), 7.

Von der Marck (Philippe, comte), 7.

Von Recklinghausen (J.-A.), 7.

Vüth (J.), 64.

W

Wahl (A.), 65.

Wahl (J.), 66.

Wahl (M.), 65.

Wathier (N.), 29.

Wauters (Alph.), 24.

Webus, 33, 34.

Wenceslas-Clément de Saxe, 16, 17.

Wesel, 94.

Westphalie (Cercle de), 27.

Wiessen (Gertr.), 66.

Wieszen, 29, 67.

Wilhelm (M.), 66.

Willebrord, abbé de Saint-Maximin, 21, 28, 59.

Willems, 5.

Wisgen, 32, 76.

Z

Zanthi (Jean de), 60, 61.

Zitzwitz (Baron de), 29.

THE
LIBRARY
OF THE
CONGRESS
READS
THE
LAW

7467G

97898

BR
882
A2
H9

97898

Hubert, Eugene Ernest
Notes et documents
sur l'histoire du pro-
testantisme dans le duche
de Luxembourg au XVIII

DATE

AP 28 '69

ISSUED TO

Hubert
Notes

THEOLOGY LIBRARY
SCHOOL OF THEOLOGY AT CLAREMONT
CLAREMONT, CALIFORNIA



